

LE MONDE *diplomatie*

FEMMES ARABES
DANS LE PIÈGE
DES IMAGES

PAR SAHAR KHALIFA

Page 3.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 737 - 62^e année. Août 2015

RÉCIT DE L'EX-MINISTRE DES FINANCES GREC

« Leur seul objectif était de nous humilier »



PHOTO : PARIS PARISIS - TSATIS PROJECTS - ARTFORUM - GRÈCE

ARIS STOIDIS. – « Shout » (Cri), 2015

Pendant six mois, seule contre tous, la Grèce a été clouée au pilori par ses partenaires lors de réunions innombrables et interminables. L'Union européenne a dévoilé à cette occasion un visage intraitable, vindicatif, qui a parfois surpris. Ministre grec des finances pendant ces affrontements entre Bruxelles, Berlin et Athènes, M. Yanis Varoufakis revient sur les divers épisodes de la guerre d'usure qu'il a vécue.

PAR YANIS VAROUFAKIS *

EN 2010, l'Etat grec a perdu la capacité d'assurer le service de sa dette. En d'autres termes, il est devenu insolvable et s'est vu privé d'accès aux marchés de capitaux.

Soucieuse d'éviter le défaut de banques françaises et allemandes déjà fragiles, qui avaient prêté des milliards à des gouvernements grecs aussi irresponsables qu'elles, l'Europe a décidé d'accorder à Athènes le plus important plan d'aide de l'histoire. A une condition : que le pays procède à une consolidation budgétaire (phénomène plus connu sous le nom d'austérité) d'une ampleur jamais imaginée auparavant. Sans surprise, l'opération a provoqué une chute du

revenu national sans précédent depuis la Grande Dépression. C'est ainsi que s'est enclenché un cercle vicieux : la déflation (1), conséquence directe de l'austérité, a alourdi le fardeau de la dette et propulsé l'hypothèse de son remboursement dans le domaine du chimérique, ouvrant la voie à une crise humanitaire majeure.

Pendant cinq ans, la « troïka » des créanciers – le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne représentant les Etats membres qui avaient prêté à Athènes – s'est entêlée dans cette impasse, pour laquelle les spécialistes de la finance ont un nom : *extend and pretend*, ou stratégie du « comme si ». Cela consiste à prêter toujours davantage à un débiteur

insolvable comme s'il ne l'était pas, afin de ne pas avoir à enregistrer des pertes sur ses titres. Plus les créanciers s'obstinaient, plus la Grèce s'enfonçait dans la crise économique et sociale, et moins elle devenait réformable. Pendant ce temps, les pertes potentielles des créditeurs gonflaient et gonflaient encore.

C'est la raison pour laquelle notre parti, Syriza, a remporté les élections législatives de janvier dernier. Si la population avait été convaincue que la Grèce se redressait, nous n'aurions pas été élus.

(Lire la suite page 18.)

Toutes les notes sont de la rédaction.

(1) Baisse générale de l'activité, des prix, des salaires et de l'investissement.

* Ancien ministre des finances grec, député Syriza.

Lire notre dossier pages 17 à 21

L'Europe dont nous ne voulons plus

UN MOUVEMENT jeune et plein d'énergie entendait transformer une nation et réveiller le Vieux Continent. L'Eurogroupe et le Fonds monétaire international (FMI) ont écrasé cette espérance.

Au-delà du choc que les événements grecs représentent pour certains des partisans du projet européen, trois enseignements s'en dégagent. D'abord, la nature de plus en plus autoritaire de l'Union à mesure que l'Allemagne y impose sans contrepoids ses volontés et ses obsessions. Ensuite, l'incapacité d'une communauté fondée sur une promesse de paix à tirer la moindre leçon de l'histoire, même récente, même violente, dès lors qu'il lui importe avant tout de sanctionner les mauvais payeurs, les fortes têtes. Et enfin, le défi que pose ce césarisme amnésique à ceux qui voyaient dans l'Europe le laboratoire d'un dépassement du cadre national et d'un renouveau démocratique.

Au départ, l'intégration européenne a prodigué à ses citoyens les avantages matériels collatéraux de l'affrontement Est-Ouest. Dès le lendemain de la guerre, le projet fut impulsé par les Etats-Unis, qui recherchaient un débouché pour leurs marchandises et un glacis contre l'expansion soviétique. Mais Washington avait alors compris que, si le monde qui se disait « libre » voulait concurrencer efficacement les républiques « démocratiques » membres du pacte de Varsovie, il devait conquérir les cœurs et les esprits en démontrant sa bonne volonté sociale. Depuis que cette

PAR SERGE HALIMI

corde de rappel stratégique n'existe plus, l'Europe se dirige comme le conseil d'administration d'une banque.

Certains acteurs de la guerre froide, comme l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), ont survécu à la chute du Mur en s'inventant d'autres monstres à détruire sur d'autres continents. Les institutions européennes ont elles aussi redéfini leur adversaire. La paix et la stabilité dont elles se gargarisent réclament dorénavant à leurs yeux la neutralisation politique des populations et la destruction des outils de souveraineté nationale dont celles-ci disposent encore. C'est l'intégration à marche forcée, la mise en bière des questions démocratiques dans les traités, le projet fédéral. L'entreprise ne date pas d'hier ; le cas grec illustre avec quelle brutalité elle est conduite aujourd'hui.

« Le Vatican, combien de divisions ? », aurait répliqué Joseph Staline au moment d'éconduire un dirigeant français qui le pressait de ménager les susceptibilités du souverain pontife. Huit décennies plus tard, les Etats de l'Eurogroupe semblent avoir raisonné de la même manière à propos de la Grèce. Estimant que le gouvernement qui les gênait serait incapable de se défendre, ils l'ont asphyxié en l'obligeant à fermer ses banques et à interrompre ses achats à l'étranger.

(Lire la suite page 17.)

LES RAISONS D'UN ENGAGEMENT ARMÉ

Des brigadistes aux djihadistes

Quels points communs entre un militant de gauche se rendant en Espagne en 1936 pour défendre la république et un individu qui part combattre aux côtés de l'Organisation de l'Etat islamique ? Sur le plan des objectifs, aucun. Mais l'observation des étapes de leurs parcours révèle quelques similitudes qui éclairent les ressorts d'un engagement. Et, dans le cas des djihadistes, les risques liés à leur retour.

PAR LAURENT BONELLI *

« ON NE SAIT PAS combien vont revenir. Parmi ceux qui reviendront, on ne sait pas non plus combien basculeront dans la violence. Mais, vu leur nombre, c'est très inquiétant. » Dans le ton et sur le fond, ces propos du coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme, M. Gilles de Kerchove (*Libération*, 20 novembre 2014), résument les préoccupations des dirigeants européens concernant leurs trois mille ressortissants partis se battre en Syrie et en Irak dans les rangs de l'Etat islamique ou du Front Al-Nosra.

« Faisons l'hypothèse que la moitié reviennent, poursuit M. de Kerchove, et projetons que 10 % basculent ; cela fait cent cinquante personnes qui auront appris le maniement des armes et des explosifs, auront développé un réseau de camarades de combat dans le monde entier et auront fortement accru leur niveau de tolérance à la violence. L'affaire Nemmouche est là pour nous montrer le danger encouru (1). Il est assez grand pour empêcher les responsables des services de renseignement de dormir. » Les succès militaires de ces organisations sont en effet concomitants d'attentats menés par des individus ou par de petits groupes sur le territoire européen : au Musée juif de Bruxelles en 2014, à Paris et Montrouge en janvier 2015, à Copenhague en février.

* Maître de conférences en science politique à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense (Institut des sciences sociales du politique).

Cela suscite des discours inquiets, voire des interprétations en termes de « guerre de civilisation », y compris de la part de M. Manuel Valls, le premier ministre français, le 28 juin dernier sur Europe 1.

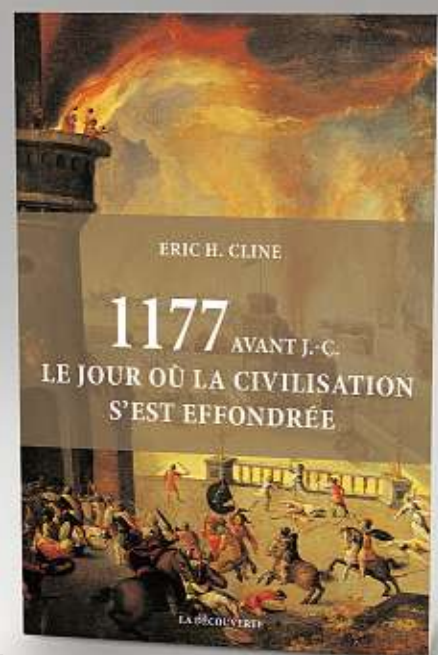
Commissions parlementaires, rapports d'expertise et conférences internationales se multiplient. Des initiatives voient le jour, comme le programme « Focal Point Travellers » (Point de contact « voyageurs »), de l'agence policière européenne Europol. Une batterie de mesures sont déployées pour empêcher les départs et/ou les retours. Déchéance de nationalité, confiscation des documents d'identité, arrêt des prestations sociales, mise en examen, répression de la propagande (notamment sur Internet) et renforcement des contrôles aux frontières viennent compléter les arsenaux antiterroristes traditionnels.

Certains pays, comme le Danemark, ont mis en place des centres de déradicalisation destinés à « traiter » ceux qui reviennent. Un peu partout, les personnels des services sociaux, sanitaires, éducatifs, de même que les familles, sont enrôlés pour signaler toute velléité de départ.

(Lire la suite page 22.)

(1) M. Mehdi Nemmouche est un jeune Français accusé de l'attentat contre le Musée juif de Bruxelles, qui a fait quatre morts le 24 mai 2014. Il aurait auparavant passé un an en Syrie.

Comment un ensemble de civilisations florissantes
a-t-il pu disparaître aussi brutalement ?
De l'archéologie considérée comme un thriller



Éditions
La Découverte

300 pages, 22 euros
Disponible au format ePub

M 02136 - 737 - F : 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, Etats-Unis : 7,50 \$US, Grande-Bretagne : 4,50 €, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

Aux origines climatiques des conflits

Ne pouvant plus nier les effets des activités humaines sur le climat, les dirigeants de la planète vont se retrouver à la fin de l'année à Paris pour la 21^e conférence des Nations unies sur le climat (COP21). Mais ils ne semblent pas prendre toute la mesure du problème, alors que les accidents se multiplient. Les mauvaises récoltes en Chine, par exemple, pourraient avoir attisé les « printemps arabes ».

PAR AGNÈS SINAÏ *

ENTRE 2006 et 2011, la Syrie a connu la plus longue sécheresse et la plus importante perte de récoltes jamais enregistrée depuis les premières civilisations du Croissant fertile. Au total, sur les vingt-deux millions d'habitants que comptait alors le pays, près d'un million et demi ont été touchés par la désertification (1), ce qui a provoqué des migrations massives de fermiers, d'éleveurs et de leurs familles vers les villes (2). Cet exode a attisé les tensions provoquées par l'afflux de réfugiés irakiens qui avait suivi l'invasion américaine de 2003. Pendant des décennies, le régime baasiste de Damas a négligé les richesses naturelles du pays, subventionné des cultures de blé et de coton nécessitant beaucoup d'eau et encouragé des techniques d'irrigation inefficaces. Surpâturage et hausse démographique ont renforcé le processus. Les ressources hydriques ont chuté de moitié entre 2002 et 2008.

L'effondrement du système agricole syrien résulte d'un jeu complexe de facteurs dont le changement climatique, une mauvaise gestion des ressources naturelles et la dynamique démographique. Cette « combinaison de changements économiques, sociaux, climatiques et environnementaux a érodé le contrat social entre les citoyens et le gouvernement, catalysé les mouvements d'opposition et irréversiblement dégradé la légitimité du pouvoir d'Assad », estime Francesco Femia et Caitlin Werrell, du Centre pour le climat et la sécurité (3). Selon eux, l'émergence de l'Organisation de l'Etat islamique et

son expansion en Syrie et en Irak résultent en partie de la sécheresse. Et celle-ci ne relève pas seulement de la variabilité naturelle du climat. Il s'agit d'une anomalie : « *Le changement du régime des précipitations en Syrie est lié à la hausse moyenne du niveau de la mer dans l'est de la Méditerranée, cumulée avec la chute de l'humidité du sol. Aucune cause naturelle n'apparaît dans ces tendances, alors que la sécheresse et le réchauffement corroborent les modèles de réponse à la hausse des gaz à effet de serre* », estime la revue de l'Académie des sciences américaine (4).

Dans l'est de la Chine, durant l'hiver 2010-2011, l'absence de précipitations et les tempêtes de sable, qui ont conduit le gouvernement de M. Wen Jiabao à lancer des roquettes dans l'espoir de déclencher des pluies, ont eu des répercussions en cascade, bien au-delà des frontières du pays. La perte de récoltes a en effet contraint Pékin à acheter du blé sur le marché international. La flambée du cours mondial qui s'est ensuivie a alimenté le mécontentement populaire en Egypte, premier importateur mondial de blé, où les ménages consacrent couramment plus du tiers de leurs ressources à la nourriture. Le doublement du prix de la tonne de blé, passé de 157 dollars en juin 2010 à 326 dollars en février 2011, a été fortement ressenti dans ce pays très dépendant des importations. Le prix du pain a triplé, ce qui a accru le mécontentement populaire contre le régime autoritaire du président Hosni Moubarak.

Du soufre pour rafraîchir la planète

DANS la même période, les récoltes de blé, de soja et de maïs de l'hémisphère Sud ont été frappées par la Niña, un événement climatique sévère qui a déclenché une sécheresse en Argentine et des pluies torrentielles en Australie. Dans un article de la revue *Nature*, Solomon Hsiang, Kyle Meng et Mark Cane établissent une corrélation entre les guerres civiles et le phénomène El Niño Southern Oscillation (ENSO), qui, tous les trois à sept ans, provoque une accumulation d'eaux chaudes le long des côtes de l'Equateur et du Pérou, ainsi qu'un renversement des alizés du Pacifique, associés à d'importants bouleversements météorologiques à l'échelle mondiale (5). Pour Hsiang et ses collègues, la probabilité de conflits civils double durant le phénomène ENSO. C'est la première démonstration du fait que la stabilité des sociétés modernes dépend fortement du climat global.

Le changement climatique est devenu un « multiplicateur de menaces » et modifie le cours des relations internationales. A la *hard security* héritée de la guerre froide succède la *natural security*, concept forgé par les militaires américains rassemblés au sein du Center for a New American Security. Ce think tank a été créé en 2007 pour contrer le climato-scepticisme des néoconservateurs et identifier les menaces globales émergentes.

Les sources de l'insécurité environnementale ne peuvent plus se réduire à des éléments purement exogènes et naturels comme les éruptions volcaniques, les tsunamis ou les séismes. Les activités humaines, l'accélération des cycles productifs et leur globalisation concourent à déstabiliser le climat. Le néologisme « anthropocène » désigne cette empreinte démesurée des sociétés industrielles sur le système terrestre.

En Arctique, où les glaces pourraient avoir complètement fondu d'ici à la fin du siècle, et où les effets du réchauffement global sont deux fois plus intenses qu'ailleurs, la revendication de nouvelles frontières terrestres et maritimes ravive les tensions entre pays circumpolaires (6). La Russie, qui explore l'Arctique depuis des siècles, est la seule nation à posséder une flotte de brise-glaces nucléaires. Un modèle géant, en cours de construction sur les chantiers navals de Saint-Petersbourg, sera achevé en 2017 (7).

Moscou renouvelle aussi sa flotte de sous-marins ultrasilencieux de quatrième génération, lanceurs de missiles à tête nucléaire. Côté américain, l'ouverture de l'Arctique est présentée à la fois comme une aubaine commerciale vis-à-vis de l'Asie et comme une possibilité de sécuriser de nouvelles ressources énergétiques (8).

La fonte de l'Arctique impose ses effets systémiques. La variation du vortex polaire, courant d'air glacial du pôle Nord, explique le froid intense qui s'est abattu sur l'Amérique du Nord au cours de l'hiver 2013-2014. « *L'interaction entre l'Arctique et le réchauffement global est quelque chose de*



AGENCE HANS LUCAS

PHILIPPE CHANCEL. – « L'Esprit du désert », 2013

nouveau dans l'histoire stratégique humaine, parce qu'elle transforme la rencontre entre géographie et géophysique dans cette région en un pouvoir nouveau et étrange, de nature géophysique, que nous nommons le "pouvoir environnemental de l'Arctique". Celui-ci s'exerce à l'échelle de la planète avec des conséquences massives », observe l'expert en stratégie militaire Jean-Michel Valantin (9).

Pour autant, le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) souligne qu'il n'y a pas de théorie stabilisée permettant d'affirmer la survenue de conflits armés au pôle Nord. La fonte des glaces permettra de valider ou non la robustesse des institutions de coopération transfrontalière circumpolaires, tel le Conseil de l'Arctique. Les causalités s'avèrent complexes, instables et évolutives ; les effets du réchauffement pèsent plus ou moins sur les sociétés en fonction de la résilience des systèmes politiques, économiques et sociaux en place (10).

Dans son livre *Climate Wars*, le journaliste Gwynne Dyer décrit un monde où le réchauffement s'accélère et où les réfugiés, affamés par la sécheresse, chassés par la montée des océans, tentent de gagner l'hémisphère Nord, tandis que les derniers pays autosuffisants en nourriture, ceux des plus hautes latitudes, doivent se défendre, y compris à coups d'armes nucléaires, contre des voisins de plus en plus agressifs : ceux de l'Europe du Sud et des rives de la Méditerranée, transformées en déserts (11).

Face à ce que certains scientifiques nomment une « perturbation climatique d'origine humaine » (*anthropogenic climate disruption*), la géo-ingénierie, c'est-à-dire l'intervention délibérée pour enrayer le réchauffement de la planète, tente de prendre le contrôle du climat. Elle consiste en un ensemble de techniques visant à retirer une partie des excédents de carbone de l'atmosphère (*carbon dioxide removal*) et à réguler les radiations solaires (*solar radiation management*), au risque d'une déstabilisation majeure des sociétés et des écosystèmes. La pulvérisation de soufre, par exemple, suppose que la couche répandue dans l'atmosphère soit suffisamment épaisse pour avoir un effet optique d'entrave du rayonnement solaire et, par là, rafraîchir la planète.

Mais l'observation des éruptions volcaniques conduit les climatologues à constater que, si les particules de soufre concourent à refroidir l'atmosphère, elles induisent aussi des sécheresses régionales et peuvent accessoirement réduire l'efficacité des panneaux solaires, entraîner la dégradation de la couche d'ozone et affaiblir le cycle hydrogéologique global. « *De plus, sans accords internationaux définissant comment et dans quelles proportions utiliser la géo-ingénierie, les techniques de gestion du*

rayonnement solaire présentent un risque géopolitique. Parce que le coût de cette technologie se chiffre en dizaines de milliards de dollars par an, il pourrait être assumé par des acteurs non étatiques ou par des petits Etats agissant pour leur compte, contribuant ainsi à des conflits globaux ou régionaux », avertit le dernier rapport du GIEC.

Le changement climatique ne crée pas seulement des motifs supplémentaires de conflit violent, mais aussi de nouvelles formes de guerre, souligne pour sa part le psychosociologue Harald Welzer. La violence extrême de ces conflits excède le cadre des théories classiques et « *instaure des espaces d'action pour lesquels aucun cadre référentiel n'est fourni par les expériences vécues dans le monde fort paisible de l'hémisphère occidentale depuis la seconde guerre mondiale* » (12). Des combats asymétriques entre des populations et des seigneurs de guerre au service de grands groupes privés alimentent pêle-mêle les marchés de la violence, galvanisés

par le réchauffement climatique. Le chaos du Darfour, au Soudan, qui perdure depuis 1987, est emblématique de cette dynamique autodestructrice aggravée par la fragilité des Etats. Dans le nord du Nigeria, la dégradation des terres a perturbé les modes de vie agricoles et pastoraux et interfère avec les routes migratoires. Plusieurs centaines de villages ont été abandonnés et les migrations qui en ont résulté ont contribué à déstabiliser la région, faisant le lit du mouvement islamiste Boko Haram.

Le dernier rapport du GIEC définit la notion de « risque composé » (*compound risk*), qui désigne la convergence d'impacts multiples dans une aire géographique donnée : « *Parce que la température moyenne du globe est susceptible d'augmenter de 2 à 4 °C par rapport aux températures de l'année 2000 d'ici à 2050, il y a un potentiel, toutes choses égales par ailleurs, pour de grandes modifications dans les schémas de violence interpersonnelle, de conflits de groupe et d'instabilité sociale dans le futur* ».

Afflux de réfugiés à prévoir

LE CHERCHEUR Marshall B. Burke, de l'université de Berkeley, en Californie, et ses coauteurs anticipent une croissance des conflits armés de 54% d'ici à 2030. Leur étude propose la première évaluation d'ensemble des impacts potentiels du changement climatique sur les guerres en Afrique subsaharienne. Elle met en lumière le lien entre guerre civile, hausse des températures et baisse des précipitations en extrapolant les projections médianes d'émissions de gaz à effet de serre du GIEC pour ces régions entre 2020 et 2039 (13).

L'afflux de réfugiés aux portes de l'îlot de prospérité qu'est l'Europe pourrait se poursuivre et s'accroître au cours du

XXI^e siècle. « *Il y a aujourd'hui au moins autant de personnes déplacées dans le monde à la suite de dégradations de l'environnement que de personnes déplacées par des guerres et des violences* », estime le politiste François Gemenne (14). Ces migrants fuient des guerres qui se déroulent loin de l'Occident. Lequel, en dépit de sa responsabilité historique dans le réchauffement global, rechigne à leur reconnaître un statut : « *Réfuter le terme de "réfugié climatique" revient alors à réfuter l'idée que le changement climatique est une forme de persécution à l'encontre des plus vulnérables* ». Ceux-ci sont les victimes d'un processus de transformation de la Terre qui les dépasse.

(1) « Syria : Drought driving farmers to the cities », IRIN News, 2 septembre 2009, www.irinnews.org

(2) Gary Nabhan, « Drought drives Middle Eastern pepper farmers out of business, threatens prized heirloom chiles », Grist.org, 16 janvier 2010.

(3) « The Arab Spring and climate change », The Center for Climate and Security, Washington, DC, février 2013.

(4) *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (PNAS)*, vol. 112, n° 11, Washington, DC, 17 mars 2015.

(5) Solomon M. Hsiang, Kyle C. Meng et Mark A. Cane, « Civil conflicts are associated with the global climate », *Nature*, vol. 476, n° 7361, Londres, 25 août 2011.

(6) Lire Gilles Lapouge, « Fascination pour les pôles », *Le Monde diplomatique*, décembre 2010.

(7) « Russia lays down world's largest icebreaker », Russia Today, 5 novembre 2013, www.rt.com

(8) « National strategy for the Arctic region », Maison Blanche, Washington, DC, 10 mai 2013, www.whitehouse.gov

(9) Jean-Michel Valantin, « The warming Arctic, a hyper strategic analysis », The Red (Team) Analysis Society, 20 janvier 2014, www.redanalysis.org

(10) Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), *Climate Change 2014 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability*, 2 vol., Cambridge University Press, Cambridge et New York, 2014.

(11) Gwynne Dyer, *Climate Wars : The Fight for Survival as the World Overheats*, Oneworld Publications, Londres, 2010.

(12) Harald Welzer, *Les Guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI^e siècle*, Gallimard, coll. « NRF essais », Paris, 2009.

(13) Marshall B. Burke, Edward Miguel, Shanker Satyanath, John A. Dykema et David B. Lobell, « Warming increases the risk of civil war in Africa », *PNAS*, vol. 106, n° 49, 23 novembre 2009.

(14) Naomi Klein, Susan George et Desmond Tutu (sous la dir. de), *Stop crime climatique. L'appel de la société civile pour sortir de l'âge des fossiles*, à paraître au Seuil, coll. « Anthropocène », le 27 août 2015.

L'ABONNEMENT
un moyen simple et rapide
de soutenir votre journal



www.monde-diplomatique.fr/abojournal
(voir abonnement en page 16)

Femmes arabes dans le piège des images

C'EST BIEN connu : dans la culture arabe comme dans beaucoup d'autres, la femme incarne le sexe faible, l'autre sexe, le sexe inégal, le sexe qui n'hérite de rien, pas même de son nom de famille, le sexe qui peut apporter descendance ou déshonneur. Ma famille accueillit ma naissance avec des larmes. J'étais une fille, la cinquième de la famille, soit la cinquième déçue et, pour ma mère, la cinquième défaite. A côté de l'épouse de mon oncle, qui avait triomphalement donné le jour à dix inestimables garçons, elle faisait figure de femme maudite. Elle avait beau être plus belle, plus intelligente et plus digne que ma tante (et que les autres femmes de la famille), tous la considéraient comme la moins féconde, celle qui ne pouvait pas porter de bons fruits.

J'ai hérité de ces préjugés et de ces théories. Depuis l'enfance, je ne cesse d'entendre qualifier les filles –de la famille, du quartier et du monde entier– d'êtres impuissants, sans défense, condamnés par la nature à rester irrémédiablement faibles.

Il y a quelques mois, cependant, ma petite sœur a découvert que j'étais le seul membre de la grande famille Khalifa à figurer dans l'encyclopédie palestinienne. Avec un soupir d'aise, elle a souligné : *«L'encyclopédie ne mentionne ni mon père, ni mon frère, ni mon oncle et ses dix fils miraculeux, ni aucun autre homme de la famille ; il n'y a que toi !»*

En tant que femme arabe, je suis passée par différentes phases. J'ai été transformée par certaines influences et j'ai contribué aux évolutions de la société. Même les familles arabes les plus conservatrices envoient maintenant leurs filles à l'école. Une fois formées, celles-ci deviennent enseignantes, médecins, ingénieures, pharmaciennes, écrivaines, journalistes, musiciennes ou artistes. Beaucoup semblent désormais indispensables à la collectivité, plus fortes, plus créatives et plus importantes que les hommes.

Pourtant, les médias occidentaux nous représentent comme d'horribles créatures enveloppées dans leurs tchadors, affublées de masques de cuir, telles les captives d'un harem dissimulées derrière leur voile. Je me demande pourquoi ils nous voient ainsi, figées dans une réalité univoque et immuable. Croient-ils vraiment qu'on nous a créées différentes du reste du genre féminin, incapables de changer ?

A l'école, j'avais un instituteur qui vantait toujours le « changement » en faisant varier le ton et le sens du mot selon les aspects de la réalité arabe qu'il abordait : la redistribution des richesses, le statut des femmes ou les régimes politiques obsolètes. Tout mon entourage le respectait et l'admirait ; les plus jeunes voulaient lui ressembler, et les moins jeunes ont été prêts à le cacher quand il a été pourchassé par la police.

Ce merveilleux instituteur n'était pas seul à parler de changement et de justice. La plupart des personnes instruites croyaient en ces idées et les défendaient. Tout comme lui, des milliers d'hommes éclairés étaient recherchés par la police ou croupissaient dans les prisons de régimes soutenus et subventionnés par les puissances anglaise, française, puis américaine.

Le nationalisme arabe a connu son âge d'or durant les années 1950 et 1960. Nos rues en effervescence débordaient d'espoirs de transformation. Nous adoptions une attitude rebelle et critique envers nos systèmes sociopolitiques traditionnels. Les idéaux de libération et de justice sociale se retrouvaient dans notre littérature, notre théâtre, nos chants, notre musique, et jusque dans les expressions que nous employions dans la vie courante. La littérature du monde entier irriguait notre culture. Nos librairies et nos rues regorgeaient de livres appelant à la libération, à la révolution et au changement : littérature existentialiste, socialiste, noire...

Cet élan touchait tout le monde, y compris les paysans illettrés et les femmes, qui commencèrent à sortir sans voile. Des dizaines de milliers d'entre elles firent des études universitaires ; certaines s'engagèrent dans des partis politiques. Non seulement elles ne portaient plus le voile, mais elles s'habillaient en débardeur, en minijupe. Aussi incroyable que cela puisse paraître, nous avons dansé le rock'n'roll et le twist, malgré notre haine des Occidentaux. Nous voulions vivre comme eux sans qu'ils nous dominent.

Cette atmosphère idyllique se dissipa lorsque Israël, soutenu par l'Occident, parvint à vaincre le dirigeant égyptien Gamal Abdel Nasser, en 1967. Cette défaite signifia aussi celle de notre mouvement national et de nos convictions socialistes ; une occasion que les Américains et leurs alliés régionaux ne manquèrent pas de saisir. Ils apportèrent un soutien massif aux islamistes afin d'étouffer le nationalisme progressiste, à coups de millions de dollars. Les Frères musulmans, qui laissaient jusqu'alors le peuple indifférent, montèrent en puissance. La situation de notre région dans les années 1970 et 1980 ressemble beaucoup à celle de l'Afghanistan au moment où les Américains prêtaient main forte aux islamistes, et notamment à Oussama Ben Laden, pour contrer les communistes.

* Ecrivaine palestinienne ; auteure, entre autres, d'*Un printemps très chaud* (Seuil, 2008) et de *L'Impasse de Bab Essaha* (Flammarion, 1997). Ce texte est adapté d'une conférence prononcée au Centre d'études palestiniennes à l'Ecole des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres, le 5 mars 2015.

Des créatures faibles et opprimées disparaissant sous un tchador ou une burqa. Telle est l'éternelle représentation des femmes arabes que proposent les médias occidentaux, en mélangeant allègrement les contextes et les nationalités. Ces femmes seraient-elles donc hors de l'histoire ? Et si elles ne le sont pas, comment expliquer la grande régression qu'ont connue leurs droits au cours des dernières décennies ?

PAR SAHAR KHALIFA *



HOSNI RADWAN. – « Patiently Waiting » (En attendant patiemment), 2015

Les institutions et les médias occidentaux, qu'il s'agisse de la presse écrite ou de la télévision, du cinéma ou des universités, supposent la femme arabe incapable de respirer ou de penser sous son tchador noir, ombre mouvante qui erre dans le vide telle une sorcière ou un épouvantable fantôme. Le vêtement de la créature que nous incarnons à leurs yeux est appelé « tenue islamique ». Je suis pourtant convaincue qu'il n'est ni islamique ni arabe, et que c'est une création de l'Occident et une manifestation embarrassante de son impérialisme.

MA MÈRE portait sur la tête un morceau de gaze transparente de couleur noire qui couvrait plus ou moins son visage et ses cheveux. Le reste de sa tenue consistait en une jupe ou une robe simple qui lui arrivait aux genoux, avec une veste courte qui soulignait sa poitrine et sa taille. Rien à voir avec ce que l'on considère aujourd'hui comme une « tenue islamique », qui transforme le corps féminin en sac informe, en masse sombre, en colonne de fumée.

Au début des années 1950, ma mère rejoignit le mouvement *soufour* (dévoilement), aux côtés de nombreuses autres femmes de sa génération. Certaines étaient comme elle issues des classes moyennes des grandes villes arabes ; d'autres, de milieux moins privilégiés et de plus petites villes. Il suffit de regarder les enregistrements des concerts de la chanteuse égyptienne Oum Kalsoum ou d'autres artistes de la même période pour constater qu'aucune femme dans le public n'arborait à l'époque cet accoutrement.

La désastreuse occupation de la Palestine par Israël en 1948 a provoqué une dégradation de la situation économique qui a eu un impact direct sur la vie des femmes. Des milliers de familles qui avaient perdu leur terre, leur maison, et dont les hommes étaient tombés au combat, ont dû éloigner les femmes de la sphère domestique pour les envoyer travailler ou étudier.

On a alors commencé à voir des milliers de jeunes Palestiniennes instruites voyager sans foulard, vivre seules sans être mariées et conserver pourtant l'estime de leurs proches et de leur société : elles subvenaient aux besoins des familles à faibles revenus. J'ai décrit leur situation dans mon roman *L'Héritage* [non traduit, 1997]. Avec le temps, il fut non seulement admis mais même bien vu qu'elles financent les études universitaires de leurs cadettes en Egypte, en Syrie ou au Liban, permettant ainsi à celles-ci d'obtenir des diplômes en médecine, en pharmacie, en ingénierie, en droit ou dans d'autres disciplines. Ces jeunes femmes qualifiées, courageuses et ouvertes sur le monde ont lancé une vague d'émancipation féminine et sociale, même si notre connaissance de la pensée

féministe se limitait alors aux articles publiés dans des journaux égyptiens par une poignée de pionnières comme Amina Saïd, Suhair Qalamawi et Durriya Shafik ; des écrits qui n'allaient pas au-delà de sujets comme le planning familial, le mariage précoce ou la polygamie.

Mais, juste après notre défaite face à Israël en 1967, des régimes arabes dictatoriaux, hostiles au socialisme, soutenus par les Etats-Unis, s'allièrent avec des groupes islamistes fondamentalistes, qu'ils financèrent généreusement. Tous ceux, par exemple, qui portaient la fameuse « tenue islamique » recevaient une allocation mensuelle de 15 dinars jordaniens (19 euros) pour un homme et de 10 pour une femme. Les hommes, qui arboraient une longue barbe non taillée, portaient une courte *dishdasha* ou *jellabiya* et des sandales en cuir ; les femmes, un épais foulard sur la tête et une longue tunique qui descendait jusqu'aux orteils. Tous se voyaient aussi offrir un rosaire, une superbe édition du Coran et un beau tapis de prière.

LES ORGANISATIONS islamistes commencèrent par cibler les jeunes qui s'étaient déjà illustrés en tant que meneurs et qui exerçaient une emprise sur les autres. Elles voulurent aussi atteindre les femmes au foyer. Puis leur attention se porta sur les mosquées, les écoles et les universités. Tout cela n'aurait pu fonctionner sans l'aide –notamment financière– des régimes arabes qui manifestaient leur loyauté, voire leur soumission, aux Etats-Unis en s'alignant sur leur stratégie, dans l'espoir que l'islamisme viendrait à bout des socialistes et des progressistes au sein de leurs sociétés.

Cependant, les fondamentalistes ne se contentèrent pas d'imposer leurs vêtements, leurs allocations mensuelles et leurs lieux de rencontre. Afin de conquérir les esprits dès l'école primaire et secondaire, on nomma en priorité aux postes d'enseignants des islamistes, hommes ou femmes, en leur donnant pour mission d'imprimer leur idéologie dans la psyché et l'intellect des élèves. Pour compléter cette éducation, les adolescents suivirent un entraînement qui leur inculquait la discipline militaire et les arts martiaux, dans des camps installés dans les déserts arabes ainsi qu'en Afghanistan et au Pakistan.

Ironie du sort, quand les Etats-Unis et leurs alliés comprirent le piège qu'ils s'étaient tendu à eux-mêmes, le mal était fait, et les organisations fondamentalistes projetaient d'établir un régime islamiste hostile à l'Occident.

Nous traversons à présent une terrible crise intellectuelle, sociale et politique. Nous sommes menacés de toutes parts sans savoir laquelle des deux menaces est la plus brutale : d'un côté, l'Occident, dont nous avons déjà subi les manigances, l'exploitation et la colonisation ; de l'autre, l'islamisme, dont les prétendues innovations nous ont ramenés à l'âge de l'oppression et des harems. En d'autres termes, nous avons le choix entre un Occident synonyme de liberté, de laïcité et de science, mais aussi de colonialisme, et un islam impitoyable qui appelle à résister à l'Occident, mais qui s'oppose à la science, à la modernité ainsi qu'à l'émancipation féminine et sociale.

Et ce chaos général ne se limite pas à notre région ; il touche aussi l'Occident lui-même. Ainsi le voile et le tchador y sont-ils devenus des objets de peur et d'aversion, à tel point que certains pays ont interdit les tenues islamiques et le port du voile dans les écoles et les lieux publics. On nous accable désormais de préjugés racistes.

Pour ma part, je déclare à ceux qui partagent cette vision étroite que nous sommes plus proches d'eux qu'ils ne l'imaginent. Ne répétez-on pas que la planète est devenue un village ? Nous venons par vagues humaines nous échouer sur vos plages. Quoi que vous fassiez pour limiter l'immigration, nous trouverons toujours les moyens de parvenir jusqu'à vous, de surmonter les obstacles que vous dresserez devant nous et d'affirmer notre présence parmi vous. D'ailleurs, nous sommes déjà là. Vous ne pouvez nier notre présence, car nous faisons partie intégrante de votre monde.

Je n'ai nulle intention de provoquer la colère. Je tiens simplement à plaider ma cause de manière crue et concrète. Je souhaite qu'un lecteur occidental puisse ressentir ce que je ressens, craindre ce que je crains ; je veux qu'il prenne conscience de la douleur que ses gouvernements colonialistes infligent à nos peuples, de celle qu'ils m'infligent à moi. Ses médias font de moi un stéréotype ; ils me condamnent et me falsifient. Quand ils présentent une femme en burqa comme l'incarnation de la femme arabe, ils sous-entendent que l'écrivaine féministe que je suis, de même que les milliers d'autres femmes instruites et les millions de femmes arabes modernes –musulmanes et chrétiennes– qui vivent dans les pays arabes ressemblent à cela : le visage sombre, la tête basse, le corps informe, incapables de penser et de s'exprimer.

Mais ils se trompent ; car la vue d'une femme en burqa m'emplit de peur et d'horreur. Je redoute qu'un jour une main ne sorte de cette image et ne nous entraîne, ma fille, mes petites-filles ou moi-même, dans l'un de ces régimes arabes sinistres, nous maintenant dans l'ignorance par des manœuvres qui visent à ce que nous restions ce que nous sommes depuis si longtemps : un gisement de pétrole au service du marché occidental.

Starbucks et Subway, l'illusion

Mois après mois, les ventes de McDonald's s'effondrent. Associée à la malbouffe et à l'obésité, la multinationale pâtit également de la concurrence de marques qui se présentent comme différentes : elles proposeraient des aliments naturels, traiteraient leurs employés avec respect, favoriseraient le commerce équitable, etc. Apôtres de ces nouvelles manières de consommer, les chaînes Starbucks et Subway sont parvenues à conquérir la planète.

UNE ENQUÊTE DE BENOÎT BRÉVILLE

COINCÉ entre une banque et une boutique de prêt-à-porter, le restaurant Subway de la porte d'Orléans à Paris affiche complet en ce lundi de juillet. Une dizaine de personnes – un homme pressé, un groupe d'adolescents, une mère avec ses enfants... – attendent au comptoir. Une jeune femme commande « un "Sub30" [sandwich de 30 centimètres] avec dinde, fromage, tomates et cornichon, sauce barbecue », tandis que son compagnon choisit une préparation spéciale de la marque, le « Subway Melt ». En moins de quinze minutes, ils ont fini leur repas et quitté le restaurant. Le lieu exigu et étouffant en ce jour de canicule, le brouhaha permanent, la musique techno en arrière-fond et l'éclairage au néon ne donnent guère envie de s'attarder.

En remontant l'avenue du Général-Leclerc, après avoir croisé un Buffalo Grill, un autre Subway, un McDonald's et un Burger King, on tombe sur la vaste baie vitrée et le logo en forme de sirène du Starbucks d'Alésia. Le « salon de café » s'étend sur deux étages climatisés, dont l'atmosphère tranche avec celle de la sandwicherie. Des murs aux couleurs chaudes, de la musique jazzy, des tables en bois et des canapés confortables : tout est fait pour inciter le client à s'installer aussi longtemps qu'il le désire. Des prises électriques sont d'ailleurs disponibles pour brancher son ordinateur portable. Une personne sur trois passe sa commande en anglais, et presque toutes portent des vêtements coûteux. Si chez Subway on trouve des sandwiches copieux à moins de 3 euros, chez Starbucks on paie son Frappuccino (café frappé) plus de 5 euros.

« Ils décident et nous exécutons »

APRÈS une brillante carrière chez Xerox et Hammarplast USA, M. Schultz a racheté l'entreprise pour 4 millions de dollars en 1987, quand elle n'était encore qu'une chaîne locale de Seattle fondée par deux amateurs de café. Depuis, à coups de livres à succès et d'apparitions dans les médias, il œuvre à bâtir sa légende. Défenseur de la réforme de l'assurance-maladie de M. Barack Obama, promoteur du droit au mariage homosexuel, militant pour l'interdiction du port d'armes, il ne manque jamais une occasion d'afficher son adhé-

SION aux valeurs progressistes. Le 16 juin 2014, teint bronzé et tenue décontractée, il se rendait par exemple au « Daily Show » de l'humoriste Jon Stewart, sur la chaîne Comedy Central. « Aujourd'hui, nous annonçons que Starbucks va devenir la première entreprise à payer les frais universitaires de tous ses salariés », déclarait-il sous les acclamations du public. En fait, seuls les salariés travaillant plus de vingt heures par semaine sont concernés, et il ne s'agit que de cours en ligne, mais peu importe : grâce à ce type d'annonce,

Starbucks, lui, se veut une entreprise différente, à la fois « haut de gamme » et « responsable ». Tandis que Tim Hortons et Dunkin' Donuts vendent des muffins patibulaires et du café diaphane, l'inventeur du Frappuccino insiste sur la fraîcheur de ses sandwiches et de ses pâtisseries, sur ses talents de torréfacteur, sur ses jus naturels. Il vante également son engagement en faveur du commerce équitable et la gestion sociale de son personnel. Ses salariés ne sont pas de vulgaires employés de fast-food : traités avec « dignité et respect », selon la charte de l'entreprise, ils sont des « partenaires ». « Ce n'est pas juste un travail, c'est notre passion. Ensemble, nous acceptons la diversité pour créer un lieu où chacun d'entre nous peut être lui-même (2) », écrit M. Howard Schultz, le président-directeur général (PDG), qui règne sur 21 000 établissements répartis dans une soixantaine de pays et sur plus de 200 000 salariés.

Si M. Frederick DeLuca, le PDG de Subway, est lui aussi très apprécié des médias américains, ce n'est pas pour sa fibre sociale, mais parce qu'il incarne la figure du self-made-man. En 1965, avec les 1 000 dollars prêtés par un ami de son père, le D^r Peter Buck, toujours copropriétaire de la marque, il ouvre son premier restaurant dans le Connecticut. Il a tout juste 17 ans. Le concept, des sandwiches sur mesure préparés devant le client, rencontre un succès quasi instantané. En 1974, alors que l'enseigne compte déjà seize points de vente aux Etats-Unis, MM. DeLuca et Buck décident de franchiser leur marque.

M. Schultz occupe la 17^e place du classement des « 50 meilleurs leaders du monde » établi par le magazine *Fortune*.

Si M. Frederick DeLuca, le PDG de Subway, est lui aussi très apprécié des médias américains, ce n'est pas pour sa fibre sociale, mais parce qu'il incarne la figure du self-made-man. En 1965, avec les 1 000 dollars prêtés par un ami de son père, le D^r Peter Buck, toujours copropriétaire de la marque, il ouvre son premier restaurant dans le Connecticut. Il a tout juste 17 ans. Le concept, des sandwiches sur mesure préparés devant le client, rencontre un succès quasi instantané. En 1974, alors que l'enseigne compte déjà seize points de vente aux Etats-Unis, MM. DeLuca et Buck décident de franchiser leur marque.

Depuis, avec plus de 44 000 restaurants dans 105 pays, Subway a rattrapé McDonald's le titre du fast-food le plus tentaculaire. A la tête d'un réseau de petits entrepreneurs, M. DeLuca se montre toujours soucieux de défendre les intérêts de sa « famille ». Chaque fois que l'occasion se présente, il peste contre les lois qui entravent le petit commerce. « L'environnement pour les entrepreneurs américains s'est continuellement dégradé, car il y a toujours plus de réglementations. C'est dur pour les gens de monter une entreprise, en particulier une petite entreprise (...). Si je devais lancer Subway aujourd'hui, Subway n'existerait pas », se lamentait-il le 27 février 2013 sur CNBC. Dans sa ligne de mire, la loi sur l'assurance-maladie de M. Obama (« la plus grande inquiétude de nos franchisés »), les cotisations sociales ou encore une potentielle augmentation du salaire minimum (« Cela obligera nos franchisés

Les dessous de la table

Selon une idée répandue, il serait impossible de nourrir la planète avec des produits frais et sains. Aussi faudrait-il s'accommoder de l'intensification de l'élevage et de l'agriculture, des pesticides et des farines animales, de la standardisation. Or la nourriture bon marché a un coût – social, sanitaire, environnemental – qui conduit un nombre croissant de citoyens à s'interroger : un autre modèle est-il possible ?

C'est à cette question que répond la nouvelle livraison de *Manière de voir*. Accompagné de graphiques, de cartes et de reportages photographiques, ce numéro présente les délires du complexe agro-industriel, qui a transformé le bœuf en « minerai », le soja en carburant et le riz en produit de spéculation. Il se penche sur les conditions de travail de ceux qui remplissent nos assiettes, avant d'analyser le double fardeau de la malnutrition : pourquoi, alors qu'un milliard et demi de personnes sont frappées par le surpoids ou l'obésité, huit cents millions d'individus continuent-ils de souffrir de la faim ? Face à ces dérives, une résistance s'organise : du mouvement « bio » aux Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) en passant par les militants de la « slow food », des citoyens tentent de redonner à l'art de la table ses lettres de noblesse.



NEAL SLAVIN. – « Edward Hopper Hinged » (Edward Hopper pris dans une charnière), 2013

à augmenter leurs prix »). M. DeLuca participe ainsi au « fétichisme du petit entrepreneur américain », ce personnage valeureux, courageux qui, selon les mots de Charles Wright Mills, « rend l'utopie capitaliste séduisante » (3).

Pour se développer aux Etats-Unis puis dans le monde, Subway a misé sur un modèle de franchise particulièrement attractif. Les frais d'entrée sont modestes (10 000 euros en France, 15 000 dollars aux Etats-Unis, soit trois fois moins que ses concurrents), et l'ouverture d'une sandwicherie ne nécessite pas un investissement trop important : 200 000 euros en moyenne, dont 80 000 euros en fonds propres. Nul besoin de friteuses, de vastes cuisines, de machines à glace ou de fontaines à boisson : un toaster, un comptoir pour présenter les aliments et un réfrigé-

rateur pour stocker les boissons suffisent. Les franchisés, qui assument seuls les risques de faillite, reversent 12,5 % de leur chiffre d'affaires en royalties (contre 11 % chez KFC et Pizza Hut, ou 7 % chez Pomme de Pain et Planet Sushi). La maison mère se contente d'encaisser les chèques, d'assurer la publicité de la marque et de vérifier, en envoyant des contrôleurs, que chaque magasin applique scrupuleusement le cahier des charges : les treize étapes pour décongeler et cuire le pain, l'aménagement du magasin, le mobilier, les règles d'hygiène, la politique des prix, etc. « Ils décident et nous exécutons », constate un franchisé danois, évoquant ses relations avec l'entreprise. « Si nous devons introduire un changement sans en informer l'agent de développement de Subway, nous aurions des problèmes », renchérit un autre (4).

Implantation en Chine et au Japon

DES candidats, la chaîne n'exige ni expérience ni diplôme. N'ayant pas grand-chose à perdre, elle se montre même très active pour démarcher les entrepreneurs en herbe. Pourtant, dès 1998, aux Etats-Unis, dans le cadre d'une commission de la Chambre des représentants, l'économiste Dean Sager parlait de Subway comme du « plus gros problème dans le domaine du franchisage », « l'exemple même de tous les abus imaginables ». Même son de cloche près de quinze ans plus tard sur le site français Blog-franchise.fr : « Le constat est sans appel, la majeure partie des franchisés survivent en trimant au quotidien. »

Sans doute tenus à un devoir de réserve, la plupart des gérants refusent de s'exprimer sur le contrat qui les lie à la multinationale américaine. Patron d'une boutique près de Lille, Michel accepte de donner quelques précisions sous couvert d'anonymat : « Subway veut ouvrir des restaurants partout, et il n'y a pas vraiment d'études de marché. On se retrouve parfois avec trois boutiques sur moins de 500 mètres et on se concurrence les uns les autres. Pour pouvoir vivre, beaucoup sont obligés d'ouvrir plusieurs restaurants », raconte-t-il, corroborant les données de l'Observatoire de la franchise selon lesquelles 70 % des nouveaux restaurants de l'enseigne en France sont ouverts par des multifranchisés. Le gérant du Nord se plaint également des exigences de Subway en matière de royalties : « Elles sont prélevées toutes les semaines, même quand les affaires vont mal. On peut vite accumuler des dettes. D'autant qu'on doit passer par les fournisseurs officiels de l'enseigne et qu'on n'a pas de marge de manœuvre pour discuter les prix. »

Quand nous interrogeons l'un des « développeurs régionaux » sur les difficultés de ses franchisés, il nous renvoie au service de relations publiques de l'entre-

prise, sous-traité en Europe auprès de l'agence britannique McKenna Townsend, qui est formelle : à part quelques cas isolés, les franchisés sont ravis. Pourtant, les faillites sont très fréquentes. Selon le magazine *Capital* (19 novembre 2013), en France, entre 2008 et 2010, 45 % des restaurants Subway ont changé de main.

Pressurés par la maison mère, les propriétaires de restaurants infligent le même traitement à leurs employés. Selon une enquête menée par CNN à partir des données du ministère du travail américain, les gérants de restaurants aux Etats-Unis ont commis 17 000 entorses au droit du travail entre 2000 et 2013 : heures supplémentaires non payées, retenues illégales sur salaire en cas de trous de caisse, licenciements abusifs... M. DeLuca a réagi en accablant ses franchisés, estimant qu'il s'agissait de « violations au niveau des magasins » et que cela ne concernait pas l'entreprise elle-même. D'ailleurs, a-t-il ajouté, « depuis trois ou quatre ans, nous travaillons étroitement avec le ministère du travail pour enseigner à nos propriétaires les bons comportements » (CNBC, 7 mai 2014). Les salariés de Subway ont peu de moyens de résister à leur gérant. « Il s'agit de très petites structures avec seulement quelques salariés, et il est

(1) Le plus gros franchisé de Burger King, une compagnie commerciale domiciliée dans l'Etat de New York, possède par exemple plus de 560 restaurants. Lire Thomas Frank, « Révolte américaine contre les ogres du fast-food », *Le Monde diplomatique*, février 2014.

(2) Howard Schultz (avec Joanne Gordon), *Onward : How Starbucks Fought for Its Life Without Losing Its Soul*, Rodale Press, New York, 2011.

(3) Charles Wright Mills, *Les Cols blancs. Essai sur les classes moyennes américaines*, Maspero, Paris, 1966.

(4) Cité dans Henrik Antonsson, Lukas Engström et Vytas Verbus, *Innovation within Fast Food Restaurants. The Role of the Local Restaurant Manager*, Jönköping International Business School, université de Jönköping, mai 2011.



ET LE SANDWICH DIÉTÉTIQUE

des fast-foods nouvelle génération

presque impossible pour un syndicat de s'y implanter, nous explique M. Olivier Guivarch, chargé du secteur hôtellerie-tourisme-restauration à la Confédération française démocratique du travail (CFDT). *En France, elles n'ont pas de comité d'entreprise, pas de délégué syndical, pas d'institution représentative du personnel. C'est plus facile de s'implanter dans des magasins "intégrés" comme Starbucks.*

En effet, la chaîne de Seattle ne franchise pas ses boutiques. Elle ouvre des succursales, afin, dit-elle, de maintenir les hautes

exigences de la marque et de choisir avec minutie les emplacements de ses cafés (5). Tandis que Subway, dans sa stratégie de développement tous azimuts, inaugure des restaurants n'importe où, Starbucks procède ville par ville. Il privilégie les lieux de flux –grands boulevards, centres commerciaux, gares et aéroports, quartiers d'affaires, centres-villes historiques–, qu'il sature pour étouffer la concurrence. Il parvient ainsi à s'implanter y compris dans des pays qui, comme la Chine (1 300 magasins en 2014) ou le Japon (1 000), n'avaient quasiment aucune culture du café préalable.

des clients. Quant aux compositions suggérées par la chaîne, elles sont particulièrement caloriques. Dans leurs versions de 30 centimètres, les sandwiches «Big Philly Cheesesteak» et «Meatballs Marinara», deux des produits-phares de la chaîne, affichent respectivement 1 000 et 750 calories, quand le Big Mac de McDonald's en contient 540.

De la même manière, c'est un peu par hasard que Starbucks s'est repositionné sur le créneau du commerce «éthique». En novembre 1999, à Seattle, siège de l'entreprise, se déroule un sommet de l'Organisation mondiale du commerce. Des rassemblements altermondialistes ont lieu dans toute la ville. Parce qu'elles imposent le mode de vie américain à l'ensemble de la planète tout en reposant sur l'exploitation des paysans du Sud, les boutiques Starbucks sont prises pour cibles par les manifestants. Craignant de devenir, comme McDonald's ou Nike, un symbole de l'impérialisme, M. Schultz et ses stratèges se lancent dans une opération de blanchiment social (*social washing*).

une société installée en Suisse (11). En tant que membre de la très puissante Association des fabricants de produits alimentaires (Grocery Manufacturers Association, avec Nestlé, Kraft Foods, Procter & Gamble...), elle promeut le libre-échange. Bref, elle agit comme n'importe quelle multinationale de l'agrobusiness.

Et ses salariés ressemblent à ceux des autres enseignes de fast-food. Tels les «sandwich artists» de Subway, les «baristas» de Starbucks sont bons à tout faire : prendre les commandes, encourager le client à consommer («*Voulez-vous aromatiser votre café ? y ajouter le supplément crème ?*»), préparer les boissons, tenir la caisse, mais aussi laver les tables, sortir les poubelles, faire la plonge, récurer les toilettes. Le tout avec le sourire, et pour un revenu qui excède à peine le salaire minimum, pourboires inclus.

Aux yeux de l'entreprise, les salariés sont interchangeables. «*S'il y a une personne qui manque dans une boutique,*

les employés «partenaires», se déclare indisponible pendant plusieurs semaines. La seconde, «*shift supervisor*» (chef d'équipe), «*ne souhaite pas communiquer sans l'autorisation de ses responsables*».

Le fort turn-over, la petite taille des structures, le système de franchisage, le poids de la hiérarchie rendent difficile l'organisation du personnel dans la restauration rapide. En mai 2014, des délégués syndicaux de plus de trente pays se sont réunis à New York pour évoquer la possibilité d'une action collective. Ils ont pu écouter le témoignage de l'organisation Unite en Nouvelle-Zélande, l'une des rares à avoir réussi à s'implanter durablement dans le secteur. En novembre 2005, une dizaine de militants de ce syndicat faisaient irruption dans un Starbucks de la ville d'Auckland, appelant les baristas à cesser le travail (13). L'opération se renouvelle dans d'autres boutiques. En moins de six mois, deux mille personnes adhèrent au syndicat, qui multiplie les actions spectaculaires, comme les campagnes de *phone zaps* : des militants saturent le centre

Une ambassadrice nommée Michelle Obama

LES emplacements des succursales correspondent à la clientèle ciblée par l'enseigne, mais aussi à l'image qu'elle souhaite donner. Comme l'a montré la professeure de littérature et spécialiste en rhétorique Paula Mathieu, l'entreprise propose un récit destiné à mettre en scène «*l'expérience Starbucks*» (6). Selon M. Schultz, un salon Starbucks, c'est «*plus qu'une merveilleuse tasse de café*» : une «*extension de la vie quotidienne, un "troisième lieu" entre la maison et le travail, un prolongement du domicile et du bureau*» ; un terrain de sociabilité, où chaque client doit se sentir unique. Les «baristas» –les employés postés derrière le comptoir– sont incités à engager la conversation, à appeler le client par son prénom, à lui parler des inégalités raciales aux Etats-Unis (c'était le but de la campagne «Race Together» lancée par l'enseigne en mars 2015) ou des méthodes de torréfaction de l'entreprise.

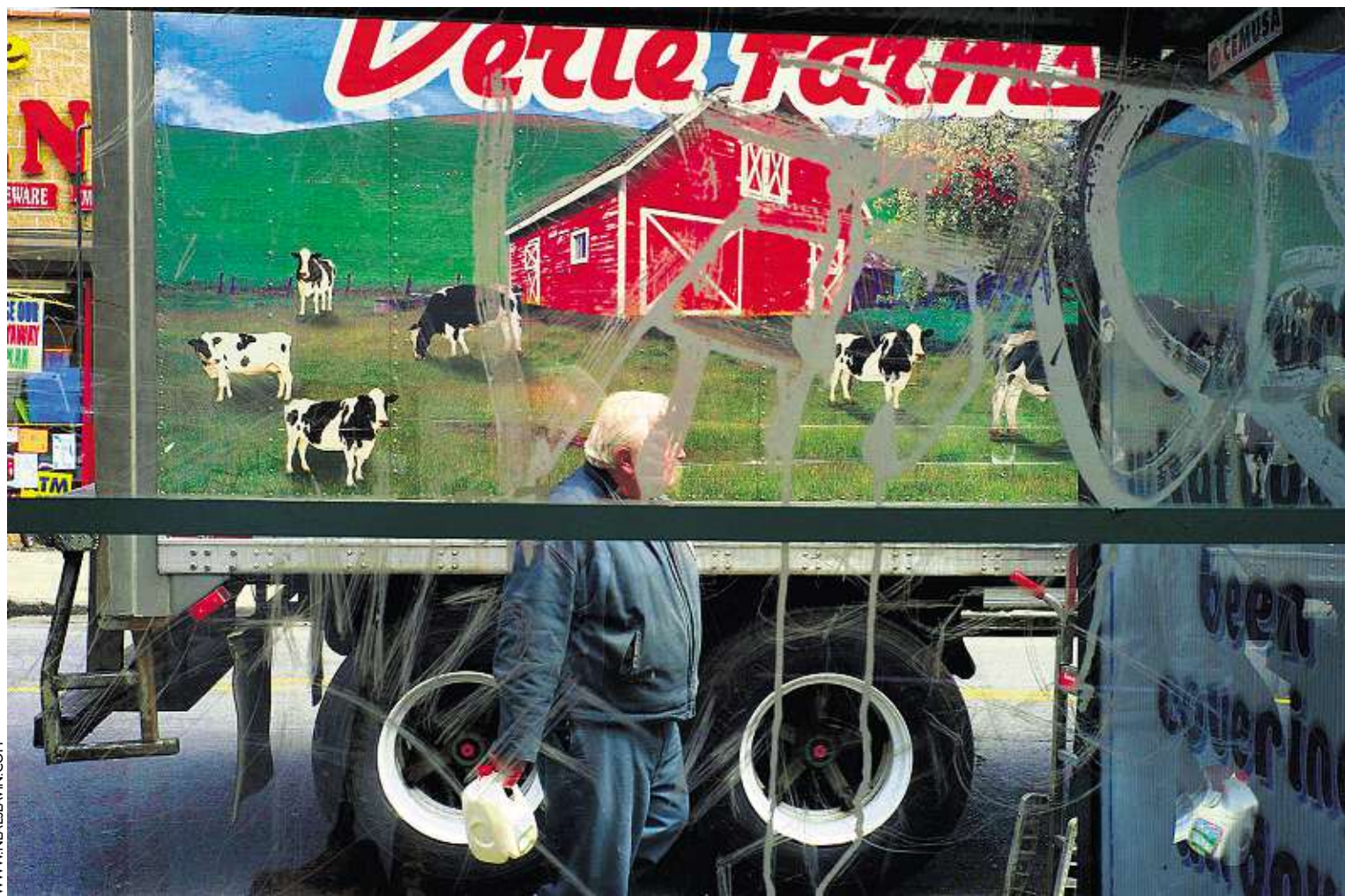
Car le consommateur ne boit pas un café pour se réveiller, comme il le ferait dans un bistrot ; il n'ingurgite pas une boisson standardisée, au gramme et au degré près, de Dubaï à Rio de Janeiro : il pose un acte gastronomique. L'usage de l'italien pour désigner les boissons («Latte», «Macchiato», «Frappuccino», etc.), la «règle des dix secondes» obligeant les baristas à jeter tout expresso qui n'a pas été entamé dans ce laps de temps au prétexte qu'il aurait perdu sa saveur, ou encore les brochures éditées par la chaîne («*Chaque grain de café nécessite un équilibre unique entre température et temps [de torréfaction] pour atteindre son pic individuel d'arôme, d'acidité, de corps et de saveur*») viennent accréditer cette idée : fruits d'un savant équilibre entre exactitude scientifique et passion incontrôlée, les produits Starbucks ne peuvent être appréciés que par des personnes raffinées. La chaîne parvient ainsi à drainer une clientèle mondialement uniformisée : des étudiants aisés, des actifs cosmopolites, des touristes, des expatriés, qui y trouvent un refuge familial et un lieu de distinction où l'on peut satisfaire son bon goût. «*On a créé le business du café gourmet*», se félicite M. Schultz.

De son côté, M. DeLuca se vante d'avoir créé celui du fast-food sain. L'idée lui en est venue de manière fortuite à la fin des années 1990, alors que le problème de l'obésité prenait de l'importance aux Etats-Unis. En 1998, M. Jared Fogle, un Américain de 21 ans qui pèse 192 kg, décide de se lancer dans un régime d'un genre particulier. Pendant un an, il ne mangera que des sandwiches Subway, un à la dinde le midi et un végétarien le soir, sans fromage ni mayonnaise. L'effet est miraculeux : il perd plus de 110 kg. Lorsque le magazine masculin *Men's Health* évoque l'expérience, elle devient connue sous le nom de «régime Subway».

La multinationale du Connecticut se lance alors à fond sur le créneau du diététique. Elle adopte en 2002 le slogan «Mangez frais» («Eat Fresh») et change son logo. Jadis noir, puis marron et jaune, celui-ci devient vert, comme la nature. Pour gagner en crédibilité, Subway noue des partenariats avec des organisations telles que l'American College of Cardiology ou l'American Heart Association. Quant à M. Fogle, il est devenu le Ronald McDonald's de la sandwicherie, le «Subway Guy» («M. Subway»). En quinze ans, il est apparu dans plus de trois cents publicités de la marque, empochant au passage la coquette somme de 15 millions de dollars. M^{me} Michelle Obama, elle, n'a rien touché quand elle a

remercié Subway, devant une nuée de médias, de «*donner envie aux enfants de manger des légumes*» (7).

En se présentant comme un fast-food sain et naturel, la sandwicherie n'est pas seulement parvenue à pénétrer le marché



NEAL SLAVIN. – «Derle Farms», 2012

des personnes préoccupées par leur poids. Elle s'est aussi ouvert des lieux fermés à ses concurrents et à leurs produits frits : hôpitaux, lycées, campus, etc. Ce «rhabillage en vert» (*greenwashing*) s'est avéré très lucratif : entre 1998 et 2011, d'après *USA Today* (23 février 2013), ses ventes aux Etats-Unis sont passées de 3,1 à 11,5 milliards de dollars.

Pourtant, un aliment n'est pas «sain», «naturel», ni même «frais» au seul prétexte qu'il n'a pas été cuisiné. Cultivés hiver comme été dans des serres surchauffées, gavés d'engrais et de pesticides, cueillis à peine mûrs (sinon franchement verts) pour avoir le temps d'être acheminés, les légumes des sandwiches Subway n'ont aucun goût. Les tranches de jambon, de dinde ou de bœuf, dont une affiche signale dans chaque restaurant qu'elles sont contre-indiquées aux personnes allergiques au lait et au soja, proviennent de véritables usines à viande où l'animal est traité comme une matière première que l'on peut mélanger et transformer à l'envi en y ajoutant de l'eau, du sel, du sucre, des stabilisateurs, etc. Aux Etats-Unis, la chaîne s'approvisionne auprès du géant West Liberty Foods –qui fournit également les hypermarchés Walmart et Costco. M. DeLuca s'est vu reprocher en juin 2015 l'usage excessif des antibiotiques pour traiter les animaux (8).

De plus, si l'on peut, à l'instar de M. Fogle, composer des sandwiches relativement diététiques, on peut aussi les truffier de sauce et de fromage et les accompagner de chips et de sodas ; ce que font la plupart

En 2000, l'enseigne signe un partenariat avec TransFair USA, une organisation de promotion du commerce équitable. Quatre ans plus tard, elle crée son propre label éthique, par lequel elle s'engage à payer ses grains de café 20 à 30 % au-dessus du prix du marché tout en assurant aux producteurs des tarifs fixes qui les protègent contre la chute des cours. Parallèlement, elle multiplie les avantages pour ses employés. Aux Etats-Unis, par exemple, ils peuvent bénéficier d'une couverture maladie (à partir de vingt heures par semaine), acquérir des actions à des conditions privilégiées (s'ils ont plus d'un an d'ancienneté) ou encore emporter des paquets de café gratuits (dans la limite d'un par semaine).

Ces mesures pèsent peu dans la politique globale de l'entreprise, agressive pour ses employés comme pour ses fournisseurs. Entre 1991 et 2013, le volume global des achats de café est passé de 30 milliards de dollars à 70 milliards. Dans le même temps, la part que les pays producteurs tiraient de cette activité a fondu de 40 % à 10 % (9). Starbucks a contribué à cette évolution.

Dès 2004, l'entreprise dépêche des lobbyistes à Washington, notamment pour travailler à l'abaissement des barrières douanières avec les pays où elle s'approvisionne (10). En 2006-2007, elle traîne l'Ethiopie devant les tribunaux américains pour l'empêcher d'enregistrer comme «appellation commerciale» trois de ses variétés de café. Afin d'éviter de payer des impôts sur les bénéfices dans les pays où elle s'implante, elle fait transiter ses fonds vers des paradis fiscaux, notamment via

ou s'il y a trop de monde sur le planning de ta boutique, le "store manager" peut très bien te demander d'aller filer un coup de main ailleurs, raconte Arnaud, barista parisien. Dans nos contrats, il y a également une clause de mobilité : on peut te demander de changer de boutique pour de bon, et les salariés à temps complet n'ont pas le droit de refuser.» Pour surveiller ses «partenaires» –mais de manière éthique–, la compagnie a par ailleurs mis au point un dispositif baptisé Customer Voice (Voix du client) : «*Depuis trois ou quatre mois, explique Arnaud, toutes les X commandes, un second ticket sort avec le ticket de caisse et invite le client à répondre à un questionnaire sur Internet pour noter son expérience. Cela lui permet de gagner l'équivalent d'un grand Latte par jour pendant un mois.*»

La pression est grande pour empêcher les salariés de s'exprimer sur leurs conditions de travail. Quand, en 2005, M. Daniel Gross, un barista qui voulait créer dans son magasin new-yorkais une section du syndicat Industrial Workers of the World (IWW), se confia à un journaliste du *New York Times*, M. Schultz adressa illico un courriel à tous ses salariés américains pour contredire le jeune homme, qui fut licencié quelques mois plus tard (12). Depuis, l'entreprise s'oppose farouchement à l'émergence de syndicats. Et quand elle échoue, elle semble s'arranger pour qu'ils ne soient pas trop remuants. En 2013, les premières élections professionnelles au sein de Starbucks France ont vu la CFDT l'emporter. Quand nous contactons deux de ses représentants, le premier, un «store manager» parisien qui appelle également

d'appels d'une entreprise pour interrompre le système de livraisons. Les géants du fast-food capitulent : en mars 2006, une convention collective est signée. Depuis, plus de 30 000 jeunes travailleurs sont passés par les rangs du syndicat. Et les salaires dans la restauration rapide en Nouvelle-Zélande ont augmenté de moitié...

Benoit Bréville.

(5) Pour conquérir un nouveau pays, il arrive que Starbucks s'associe avec un partenaire local : Autogrill en Belgique, Sazaby League au Japon, Grupo Vips en France, en Espagne et au Portugal, etc. Une fois solidement implantée, l'entreprise rachète les parts de son partenaire.

(6) Paula Mathieu, «Economic citizenship and the rhetoric of gourmet coffee», *Rhetoric Review*, vol. 18, n° 1, automne 1999.

(7) «Remarks by the First Lady at Subway's Let's Move! Announcement», Maison Blanche, Washington, DC, 23 janvier 2014.

(8) Lettre ouverte à M. Frederick DeLuca de 60 associations œuvrant dans les domaines de la santé et de l'environnement, 23 juin 2015.

(9) Kelsey Timmerman, *Where Am I Eating? An Adventure Through the Global Food Economy*, Wiley, Hoboken (New Jersey), 2013.

(10) Jeanne Cummings, «Cautiously, Starbucks puts lobbying on corporate menu», *The Wall Street Journal*, 12 avril 2005.

(11) Tom Bergin, «Special Report : How Starbucks avoids UK taxes», Reuters, 15 octobre 2012.

(12) «National Labor Relations Board v. Starbucks Corporation», Cour d'appel du deuxième circuit des Etats-Unis, New York, 27 avril 2011.

(13) Erik Forman, «Supersizing my pay in New Zealand», *Labor Notes*, n° 407, Detroit, février 2013. Traduit en français sous le titre «Des salaires "maxi best of" pour les travailleurs des fast-foods néozélandais», Terrains de luttés, 17 mai 2014, <http://terrainsdeluttés.ouvaton.org>

L’UNE DES VILLES LES PLUS CONGESTIONNÉES DU MONDE

A Moscou, rêves de liberté et grand embouteillage

La généralisation rapide de l’automobile après la chute du mur de Berlin a eu raison du réseau routier de la capitale russe. Moscou figure aujourd’hui parmi les villes les plus embouteillées au monde, avant Istanbul ou Rio de Janeiro. Chaque véhicule y dispose de quatre fois moins d’asphalte que dans les grandes villes occidentales. Il est loin, le temps où Nikita Khrouchtchev promettait à ses concitoyens de faire en Union soviétique « un usage plus rationnel des voitures que les Américains »...

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE HÉLÈNE RICHARD

« J’AIME faire des bornes. Les voitures, c’est ma vie. J’ai eu des Jigouli, des américaines, des allemandes. Ces derniers temps, j’aime les japonaises. » Ancien mécanicien devenu chauffeur pour une entreprise de location d’habits de soirée, M. Andreï Garachtchouk étire son bras pour ouvrir la portière passager de sa « Mazda 6, dernier modèle de la troisième génération ». Un néon bleu projette sur le trottoir le logo de la marque. Une fois la marche arrière enclenchée, notre chauffeur se fie à un écran de contrôle pour sortir d’une cour d’immeuble située à deux pas du Kremlin. Direction l’aéroport Chéré-métiévo, à 40 kilomètres du centre, près duquel ce quadragénaire a réaménagé une datcha en habitation permanente. « En général, il me faut une heure, une heure dix maximum », évalue-t-il, optimiste.

En 2013, Moscou est arrivée en tête des villes les plus congestionnées du monde, avant Istanbul, Rio de Janeiro et Tianjin, en Chine (1). Le plus grand embouteillage de l’histoire de la capitale russe remonte au 15 mai 2008, quand, durant treize heures, la circulation fut bloquée sur un tronçon de 68 kilomètres de l’autoroute périphérique (MKAD) en raison de la fermeture de plusieurs voies par la police (2). Mais, même hors circonstances exceptionnelles, le trafic n’est jamais vraiment fluide dans cette mégapole de 2500 kilomètres carrés (Paris et sa petite couronne en font 760). Le matin, à l’heure de pointe, il faut en moyenne une heure dix pour parcourir les 14 kilomètres de la chaussée des Enthousiastes (3), qui sépare la MKAD de la « ceinture des jardins » (4) (voir la carte ci-contre).

Symbole du basculement de la Russie dans le capitalisme, le développement du parc automobile plonge toutefois ses racines dans l’histoire soviétique. Avant les années 1960, les usines de moteurs réservaient leurs capacités de production aux camions, essentiels à la circulation des marchandises. Le dégel post-stalinien, avec l’arrivée de Nikita Khrouchtchev au poste de premier secrétaire du Parti communiste en 1953, s’accompagne de la promesse d’une société de consommation de type socialiste.

La voiture soupçonnée d’encourager les « désirs petits-bourgeois »

En 1966, l’italien Fiat signe avec l’Union soviétique un contrat historique de 900 millions de dollars qui permet la construction de l’usine VAZ de la ville deTogliatti (l’ancienne Stavropol a pris en 1964 le nom de l’un des fondateurs du Parti communiste italien). Ses chaînes ont produit le premier modèle de voiture de masse du pays, la VAZ - 2101, portrait craché de la Fiat-214. On l’appelait affectueusement la Kopeïka, en référence à son prix modique bien qu’inaccessible à la majorité des ménages. M. Garachtchouk, qui a contracté un crédit pour se payer sa « japonaise », se souvient de la plaque

d’immatriculation de la Kopeïka avec laquelle son père est un jour arrivé à la sortie de l’école : « 1254 MNT. C’était en 1980. Il fallait s’inscrire sur liste d’attente pour pouvoir en acheter une. Grâce à l’invalidité de mon grand-père, on était prioritaires. En bas de l’immeuble, au début des années 1980, il devait y avoir entre cinq et dix voitures pour dix cages d’escalier ! »

L’arrivée de réfrigérateurs et de télévisions symbolise l’irruption de la modernité dans l’univers domestique. Mais l’automobile fait l’objet d’une suspicion persistante. Cet emblème du mode de vie américain présente le risque d’encourager les désirs « petits-bourgeois » de la population. En témoigne la comédie culte *Méfiez-vous de l’automobile*, sortie dans les salles de cinéma en 1966. « Celui qui n’a pas de voiture rêve d’en acheter une, celui qui en possède une rêve de la vendre », ironise la voix off dès l’ouverture du film.

Le spectateur suit les aventures d’un agent d’assurances qui dérobe les véhicules de ses clients puis reverse le produit de leur revente à un orphelinat. Ce Robin des bois moderne s’attaque aux automobilistes à la richesse mal acquise... Khrouchtchev imagine même un temps de développer les services de taxis et les stations de location comme solution de rechange à la propriété privée : « Nous ferons un usage plus rationnel des voitures que les Américains », promet-il lors d’une conférence à Vladivostok, en 1959. Préfiguration de l’autopartage, cette utopie avant-gardiste reste lettre morte. Elle permet toutefois de justifier l’impossibilité de rattraper Washington dans



ce domaine : en 1985, l’Union soviétique ne compte que 44 automobiles pour 1 000 habitants, contre 744 aux Etats-Unis (5).

A partir du milieu des années 1980, la perestroïka élimine pour de bon les répugnances à l’embourgeoisement. Avec la chute du mur de Berlin, le marché russe s’ouvre aux véhicules occidentaux. M. Volodia Polons, ancien officier de la marine marchande, se lève du canapé pour aller chercher de vieilles photographies. Sur un cliché jauni, le pont d’un vraquier rempli de véhicules. « En 1990, on a autorisé les marins à acheter des voitures lors des escales. J’ai acheté ma première auto à Amsterdam. La couleur m’a plu : une Volvo couleur miel ! Pour moi, c’était le bonheur, la liberté de mouvement. Un soir, sur un coup de tête, j’ai roulé jusqu’au monastère du Don, près de la rue Chabolovskaïa, où j’ai grandi, pour me faire du bien à l’âme. Là, un type me propose des icônes volées : en voyant ma voiture, il supposait que j’étais riche. A l’époque, c’était encore un luxe. »

Entre 1990 et 2013, le taux d’équipement est passé de 58 à 273 autos pour 1 000 habitants (6).

Retour en grâce des transports en commun

APRÈS la chute du communisme, les autorités locales ont négligé les investissements dans les transports en commun moscovites, faute de moyens. Les voyageurs ont déserté les tramways (de 1,4 milliard à 250 millions de passagers par an entre 1995 et 2008) et les trolleybus (de 1,6 milliard à 378 millions), se reportant partiellement sur les minibus privés, plus fréquents et moins lents. Le métro a vu sa fréquentation baisser de manière moins spectaculaire (de 3,1 milliards à 2,6 milliards de passagers par an). S’élançant sur de longs tronçons, il est l’un des plus rapides du monde. Mais les interminables trajets à pied ou en autobus nécessaires pour rejoindre la bouche la plus proche font vite oublier ces belles performances : les stations se trouvent en moyenne à 1,8 kilomètre l’une de l’autre (1). Inadaptés ou noyés dans le trafic, les autres transports en commun peinent à concurrencer la voiture individuelle, que 40 % des Moscovites utilisent quotidiennement.

Les embouteillages se sont installés en tête de leurs préoccupations, au même rang que la cherté des produits de première nécessité, l’augmentation des charges résidentielles (2) ou l’immigration. Tous transports confondus, 40 % des Moscovites mettent plus d’une heure pour se rendre à leur travail, contre 20 % des Franciliens, alors que la superficie de la région Ile-de-France est six fois plus importante que celle de Moscou.

Lorsqu’il est devenu maire, fin 2010, M. Sergueï Sobianine a fait la promesse d’une « ville mobile » et a réorienté les moyens budgétaires vers le développement des transports publics. Deux ans plus tard, la politique des transports absorbait plus de 30 % du budget (contre 14 % avant son arrivée), avec pour priorité les investissements dans les infrastructures. Quatorze nouvelles stations de métro ont été construites. Trente autres doivent ouvrir d’ici trois ans, avec l’objectif que 93 % des habitants de Moscou puissent accéder au métro à pied.

Pour inverser la logique du tout-voiture, le maire a nommé à la tête du département des transports M. Maksim Liksoutov. Ce jeune entrepreneur, qui a fait fortune dans le fret ferroviaire, a pris des mesures énergiques en faveur des transports publics : arrêt du démantèlement des lignes de tramway, renouvellement de la flotte d’autobus, de trolleys et de tramways. Le transit interrégional des poids lourds par la MKAD, l’autoroute périphérique, n’est désormais autorisé que la nuit, de manière à réduire le trafic en journée au bénéfice des voitures et des camions enregistrés à Moscou. Des couloirs de bus surveillés par des caméras qui filment les infractions sur les principales radiales et la « ceinture des jardins » (les boulevards extérieurs) ont été créés. Enfin, depuis fin 2014, les zones de stationnement payant se sont étendues jusqu’au troisième anneau routier. Cette politique aurait permis d’augmenter de 9 % la vitesse moyenne dans le centre. D’autres attribuent ce résultat à la chute du trafic, elle-même due au ralentissement de l’activité économique.

L’actuelle politique des transports reste cependant marquée par des contradictions qui traduisent les tensions politiques au sein du gouvernement de Moscou. Pour le puissant maire adjoint à l’urbanisme et à la construction, M. Marat Khousnouline, l’extension du réseau routier demeure une priorité. Selon certaines sources, le département des transports y voit un travail de sape de sa politique. « En termes de densité, insiste Mikhaïl Blinkine, directeur de l’Institut d’économie et de politique des transports du Haut Collège d’économie, Moscou est beaucoup plus proche des cités asiatiques que des villes européennes. Elle ne sera jamais faite pour l’automobile. »

H. R.

(1) Agence Ria Novosti, 15 mai 2007. Agence d’information Moscou, 13 avril 2015.
(2) Lire Régis Genté, « La Russie expliquée par son chauffage », *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

(1) Wendell Cox, « Traffic congestion in the world: 10 worst and best cities », Newgeography.com, 9 mai 2014.
(2) Agence Ria Novosti, 21 août 2013.
(3) Yandex Probki (le Google Maps russe), décembre 2014.
(4) Quatre anneaux routiers structurent la ville de Moscou : celui des boulevards qui enserrant le centre historique sur la rive droite ; la « ceinture des jardins », qui suit le tracé de la ligne de métro circulaire ; le troisième anneau périphérique, achevé en 2004, qui fait le tour du district central de la ville ; et enfin l’autoroute périphérique (MKAD), qui suit approximativement les frontières administratives du Moscou d’avant 2012.
(5) Rosstat (Service fédéral russe des statistiques), 2003 ; Stacy C. Davis (sous la dir. de), *Transportation Energy Data Book*, Département de l’énergie des Etats-Unis, Washington, DC, juin 2011.
(6) Rosstat, 2014.



Pourtant, même la capitale russe, plus riche et mieux dotée que la plupart des régions, n’a pas rattrapé les principales villes européennes. On compte 360 véhicules personnels pour 1 000 habitants à Moscou : davantage qu’à Londres (341), mais moins qu’en Ile-de-France (479), à Madrid (458) ou à New York (454), sans parler des mégapoles américaines conçues pour l’automobile, comme Atlanta (756) (7).

Quand les puissants abusent du gyrophare

Si la métropole russe caracole en tête des villes les plus embouteillées du monde, ce n’est pas seulement parce que les Russes se sont rués chez les concessionnaires. Les coutures de la cité craquent, car le réseau routier n’a pas été pensé pour une généralisation si rapide de l’automobile. Ses boulevards extérieurs, larges de huit voies, ont depuis longtemps perdu la verdure qui leur a valu le nom de « ceinture des jardins ». Aux yeux d’un observateur profane, Moscou semble pourtant taillée sur mesure pour les voitures, avec ses très larges avenues. Pour ne pas perturber leur flux continu, les piétons empruntent des tunnels pour rejoindre le trottoir opposé.

« Cela n’a rien à voir avec la circulation automobile, nous détrompe Mikhaïl Blinkine, directeur de l’Institut d’économie et de politique des transports du Haut Collège d’économie de Moscou. Ces larges avenues, qui datent du plan général de reconstruction de 1935, relèvent d’une pure finalité esthétique : elles ont été conçues pour les marches aux flambeaux, les fêtes foraines, les

défilés populaires à la gloire du régime. » L’ancien maire Iouri Louïkov (1992-2010) a cru pouvoir transformer ces boulevards en quasi-autoroutes urbaines, élargissant encore les voies, supprimant des feux rouges. En augmentant le débit en direction du centre, autour du Kremlin, où se concentrent aujourd’hui, sur 3 kilomètres carrés, 40 % des emplois, il a aggravé les embouteillages. Ainsi, l’impression de gigantisme des avenues s’avère trompeuse. Sur l’ensemble de la capitale russe, chaque véhicule ne dispose que de 27 mètres carrés d’asphalte, soit quatre fois moins que dans les grandes villes d’Europe occidentale (8). Car, en dehors des radiales, le réseau de rues et de ruelles reste famélique.

Le règne de l’automobile occasionne comme partout pollution et accidents. Mais la route tue ici beaucoup plus qu’ailleurs en Europe. Chaque année, près de 27 000 personnes perdent la vie sur les routes russes. En 2010, on recensait 6,7 morts pour 10 000 automobiles : douze fois plus qu’au Royaume-Uni et en Suède, neuf fois plus qu’au Japon ou en Allemagne. Les conducteurs ont pris l’habitude d’embarquer des caméras pour appuyer leur version des faits en cas d’accident ou d’altercation avec un autre chauffeur. Mises en ligne, ces milliers de vidéos d’amateurs fournissent une matière première de choix aux bêtisiers de la planète et aggravent la réputation de chauffards des Russes.

Quand il arrive à bon port, l’automobiliste moscovite a souvent du mal à trouver une place de parking. Au pied d’un immeuble de l’arrondissement Lomonossovski, des résidents ont peint sur le goudron le numéro d’immatriculation de leur véhicule pour dissuader les concurrents. Tout intrus risque rayures ou pneus crevés. Ces tensions nourrissent un embryon de contestation politique.

Car, avec la massification, l’objet s’est chargé d’une valeur « démocratique ». Sur la route, on tolère de moins en moins les abus de pouvoir et les privilèges. Les agents de la circulation, ou *gaïchtchiki*, ont longtemps eu la réputation de soutirer des pots-de-vin. « Ils respectent davantage la loi depuis qu’on a augmenté leur salaire », nous affirme toutefois un chauffeur de taxi qui exerce depuis huit ans à Moscou.

L’exaspération s’est donc reportée sur les gyrophares des hauts fonctionnaires et des personnalités politiques, qui leur permettent de se frayer un passage à travers les bouchons. Selon un syndicat de police, les agents ont dégagé la route pour environ cent voitures et cortèges officiels par jour en 2010 (9). Cette même année, un mouvement d’automobilistes mécontents, les Seaux bleus, a émergé. Organisant des actions de rue, il s’est fait connaître sur les réseaux sociaux, où ses vidéos sont vues par 100 000 à 200 000 personnes. Ses sympathisants tournent en dérision les gyrophares des « personnalités très importantes » en fixant un seau bleu sur le toit de leur véhicule.

Une métropole dont la superficie a plus que doublé

Le mouvement est né après un accident mortel survenu en février 2010 sur l’avenue Lénine. La Mercedes dans laquelle se trouvaient Anatoli Barkov, vice-président de la compagnie pétrolière Loukoïl, son chauffeur et son garde du corps a percuté une Citroën, faisant deux victimes : Olga Alexandrina, la conductrice, et sa belle-mère, Vera Sidelnikova, toutes deux gynécologues (10). « Nous avons alors lancé une protestation contre la vulnérabilité des citoyens face à l’arbitraire des puissants, raconte le coordinateur des Seaux bleus, M. Piotr Chkoumatov. En Union soviétique, l’automobile était l’apanage de la nomenklatura, un signe de domination. C’est fini aujourd’hui. J’appartiens à la première génération qui y a accédé en masse. Nous avons une autre psychologie. »

Pour occuper le terrain du mécontentement causé par les incivilités, le mouvement de jeunesse pro-Kremlin Nachi (« Les Nôtres ») a lancé en 2010 le projet Stop-Kham (« Stop aux goujats »). « En un an, on a surpassé Nachi en termes d’activité, de sympathisants, et on a pris notre indépendance », raconte M. Dmitri Tchougounov, le coordinateur de ce projet, qui a aujourd’hui 30 ans. Dans la lignée des valeurs conservatrices en vogue au Kremlin, ses militants cherchent à rééduquer les chauffards grâce à des opérations filmées et diffusées sur Internet.

Dans une vidéo récente, une équipe de Stop-Kham se poste derrière une glissière de sécurité posée en travers d’un chemin de terre que des voitures empruntent pour gagner quelques places dans les embouteillages. Nos promoteurs des bonnes mœurs automobiles invitent les contrevenants à faire demi-tour et, en cas de résistance, plaquent sur leur pare-brise de grands autocollants où l’on peut lire : « Je m’en fous pas mal des autres. Je me gare où je veux. » Le tout s’avère fort télégénique. « Je suis né à Biriouliovo, à l’extrême nord de la ville, une banlieue déshéritée, un “ghetto blanc”, s’amuse M. Tchougounov, qui se définit comme un communicant politique. Nous manquons d’exemples de comportements positifs. Les gens en ont besoin pour éduquer correctement leurs enfants. C’est une question de sécurité nationale à long terme. »

L’actuel maire de Moscou, M. Sergueï Sobianine, nommé à ce poste par le président Dmitri Medvedev en octobre 2010 et reconduit dans ses fonctions après les élections municipales de 2013 (11), a placé la question des transports au cœur de sa politique (*lire l’encadré page 6*). En moins de deux ans ont été mises en place des mesures banales dans les grandes villes européennes, telles que des couloirs réservés aux bus ou des zones de stationnement payant. Foin de consultation ou de démocratie participative : le virage a été négocié sans ménagement et non sans susciter quelques grincements de dents.

Héritière du syndicat soviétique chargé de l’instruction des conducteurs et de la prévention routière, l’Union moscovite des automobilistes (UMA) n’en revient toujours pas. Alors qu’elle gère encore 150 000 places de stationnement, elle n’a été reçue que deux fois par le département des transports du gouvernement de Moscou. Sous le mandat de l’ancien maire Iouri Louïkov, cette vénérable institution avait droit à plus d’égards. Ses parcs de

stationnement ont survécu à la politique de destruction des *rakouchki* (« coquillages »), ces garages individuels en tôle qui, à partir des années 1990, avaient envahi les espaces verts entre les barres d’immeubles, très nombreuses dès qu’on s’éloigne du Kremlin. Désormais, l’UMA se voit refuser par la mairie la reconduction des baux fonciers, accordés plutôt à des investisseurs privés. Entre 2011 et 2014, l’association a perdu 20 000 emplacements, devenus des zones de stationnement payant ou des garages de plusieurs étages vendus par lots à des particuliers. « Nous sommes des gens pacifiques, pas des extrémistes, on est prêts à discuter », plaide son directeur, M. Mikhaïl Rubinstein, regrettant d’avoir été poussé à participer à un meeting de rue...

Dans un pays où l’action collective peine à se structurer, la protestation a pris des formes individuelles, voire individualistes. « Regardez ! lance M. Garachtchouk dans sa Mazda 6, en décélérant à proximité d’une voiture garée. Vous voyez ? Celui-ci a plaqué un CD contre sa plaque d’immatriculation. » Le but : empêcher les caméras des véhicules patrouilleurs du Centre d’organisation du trafic routier d’identifier le véhicule pour transmettre à la fourrière l’ordre de l’enlever. Car un ballet incessant de remorqueurs anime les rues de la capitale.

Mené tambour battant, l’élargissement des frontières administratives de Moscou illustre la conception verticale du pouvoir qui s’impose en Russie. La résolution des problèmes repose sur une gestion centralisée, en réalité peu efficace. En juin 2010, le président Medvedev suggérait la construction d’un « Grand Moscou », avec le transfert de certaines institutions fédérales, comme le Parlement, vers de nouveaux territoires en voie d’annexion. Le maire présenta rapidement un plan. Le 1^{er} juillet 2012, la capitale absorbait vingt et une municipalités en les renommant « Nouveau Moscou ».

La superficie de la métropole a plus que doublé depuis cette extension vers les banlieues sud et sud-ouest, un axe dépeuplé où le gouvernement espère attirer deux millions de personnes en provenance des quartiers centraux. « Une conception fondamentalement erronée, juge le géographe Robert Argenbright, de l’Université de l’Utah. Cette extension évite les villes existantes qui sont de véritables nœuds urbains, comme Podolsk ou Khimki. M. Sobianine ne veut pas de ces villes ouvrières. Elles ne collent pas à l’image du Grand Moscou et pèseraient sur les budgets sociaux (12). »

« Dans les bouchons, j’écoute la radio. Pas la peine de s’énervier »

La japonaise de M. Garachtchouk est toujours bloquée dans une ruelle. Le temps qu’il détaille les raisons qui lui font préférer les embouteillages à des transports publics inadaptés, quarante-cinq minutes se sont écoulées. D’autres automobilistes ont cherché à prendre ce raccourci pour rejoindre la rue de Tver, une artère à cinq voies qui part de la place Rouge en direction de l’est. Un conducteur cède enfin le passage. Seuls brillent les feux de position, au-delà de la gare de Biélorussie située au bout de l’avenue. « Dans les bouchons, j’écoute la radio, de la musique, les nouvelles. Pas la peine de s’énervier. Qu’est-ce qu’il y a d’autre à faire ? philosophe le conducteur, qui avoue s’être assagi au volant avec l’expérience. Mais si on avait des transports en commun dignes de ce nom, je les utiliserais certainement. » Même en Russie, on se lasse de ce dont on a longtemps rêvé.

HÉLÈNE RICHARD.

(7) Institute for Mobility Research, *Megacity Mobility Culture. How Cities Move on in a Diverse World*, Springer, Heidelberg, 2013.

(8) Les automobilistes jouissent d’environ 100 mètres carrés par voiture dans les grandes villes européennes ; de 200 mètres carrés aux États-Unis. Mikhaïl Blinkine et Ekaterina Rechetova, *La Sécurité routière. Histoire, expériences étrangères, institutions*, Editions du Haut Collège d’économie, Moscou, 2013 (en russe).

(9) Evgueni Chinilov, « Un coup d’arrêt aux cortèges », Gazeta.ru, 23 décembre 2010 (en russe).

(10) La justice a clos le dossier en septembre 2010 après avoir déclaré Olga Alexandrina responsable de l’accident.

(11) L’élection au suffrage universel direct des gouverneurs de régions et des maires des villes de niveau régional (c’est-à-dire Moscou et Saint-Petersbourg) a été rétablie après les manifestations de l’hiver 2011-2012 pour des « élections honnêtes ».

(12) Les standards sociaux pour les habitants de la ville sont supérieurs à ceux de la région alentour. Dans les territoires rattachés, la pension de retraite moyenne est passée de 5 700 à 12 000 roubles. Vladimir Kolosov, « Le “grand Moscou” », dans Arnaud Dubien (sous la dir. de), *Russie 2013. Regards de l’Observatoire franco-russe*, Le Cherche-Midi, Paris, 2013.

« Deux individus armés

Des protestations ont émaillé la visite du président mexicain Enrique Peña Nieto en France, lors des festivités du 14 juillet. Actes de torture, massacres, disparitions : diverses organisations ont dénoncé la responsabilité de l'Etat dans ce qui constitue le quotidien des Mexicains. L'écrivain Sergio González Rodríguez éclaire ici cette réalité à travers son propre témoignage, d'une lecture parfois éprouvante.

PAR SERGIO GONZÁLEZ RODRÍGUEZ *

JE SUIS devant un écran qui projette une vidéo. On torture un homme dont j'ignore l'identité. Une chaîne de télévision m'a invité pour un entretien dans le cadre d'une émission politique qui sera prochainement programmée. Dans un bureau, on improvise un plateau et, face à une caméra, j'écoute les questions que l'on me pose au sujet de la violence extrême, et plus précisément de la violence criminelle.

Je réponds à mon interlocuteur en défendant ce que je nomme la thèse Sontag : oui, il faut accepter que les images atroces nous poursuivent (1). Elles nous permettent de mieux nous connaître. La censure fait le jeu d'une réalité manipulée qui dissimule les abus, l'ineptie, l'inefficacité et l'irresponsabilité des autorités.

L'entrevue terminée, on me demande de m'asseoir en face d'un écran : je dois visionner certaines images. La caméra qui a auparavant enregistré mes réponses est positionnée face à moi. La coercition est flagrante. Je me souviens de l'œil-cinéma de Dziga Vertov et de ses préceptes (objectivité, spontanéité, exactitude, images brutes soumises à un montage ultérieur) et j'accepte le défi parce que, d'emblée, je comprends que l'étape qui commence est une espèce d'épreuve à laquelle je devrai me soumettre. Pendant que je m'installe, les images défilent.

* Essayiste, lauréat du prix Anagrama 2014 du meilleur essai en langue espagnole pour *Campo de guerra* (Anagrama, coll. «Argumentos», Barcelone, 2014). Ce texte est adapté de «La violencia extrema: yo dentro», publié par la revue espagnole *Carta* (2015).

Je me vois comme ce personnage du film *Orange mécanique* de Stanley Kubrick auquel on applique une thérapie destinée à lui faire éprouver, en l'exposant à des scènes d'une violence extrême, un rejet instinctif.

J'observe les images. Dans un lieu indéterminé, vaste et bien éclairé, quelqu'un est pendu au plafond, tête en bas. Sa corpulence laisse deviner qu'il s'agit d'un homme ; il est complètement recouvert d'un plastique ou d'une toile grise ; ses pieds, ses genoux, sa taille et son cou sont liés avec du ruban adhésif de couleur argentée. Une demi-douzaine de sicaires en uniforme de type militaire, arborant des passe-montagnes noirs, les armes à la main, l'entourent. Ils attendent la torture. L'un d'entre eux, sans doute le chef, dirige l'action. La qualité sonore de l'enregistrement est mauvaise. La victime pressent le pire et s'agit désespérément. Elle crie ou elle gémit.

Mes yeux se substituent à la caméra qui immortalise la scène – ce qu'enregistre celle qui me filme, moi, comme observateur. Trompe-l'œil devant l'anormalité. Le chef des sicaires porte à la place d'un passe-montagne le masque d'horreur blanc et noir de Punisher (Punisseur, créé par Marvel Comics), un personnage qui menace, rackette, séquestre, torture et tue. Dans les comics, sous le masque de Punisher – une tête de mort avec des cavités d'œil félin et une large mâchoire – se cache un expert en arts martiaux, en armes, en contre-terrorisme et tactiques

militaires qui veut se venger des assassins de sa famille. L'adaptation à laquelle j'assiste, elle, ne comporte aucun trucage.

Aux côtés du chef, un sicaire officie comme assistant et brandit une machette. Tous deux s'approchent de la victime à hauteur de ses parties génitales. L'émas-culation commence. La victime est prise de convulsions. Ses hurlements paraissent lointains. Les sicaires balancent par terre l'organe qu'ils viennent de trancher, le sang pisse, éclabousse, pendant qu'ils discutent, concentrés sur l'acte de torture.

La caméra cherche à capter mes réactions. Je comprends son jeu : je reste immobile sans sourciller, concentré sur les images. Je suis dedans.

ME REVIENT en mémoire cette nuit où j'ai été séquestré et torturé à Mexico. Un groupe de criminels, à force de menaces et de coups, voulait mettre fin à mes enquêtes journalistiques sur les assassinats de femmes à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Comme je l'ai rapporté dans mon livre *Des os dans le désert* (2), j'ai été attaqué le soir du 15 juin 1999, alors que j'avais pris un taxi pour rentrer chez moi.

Pendant le trajet, le taxi s'est arrêté subitement sur un côté de l'avenue. Deux individus armés se sont approchés. Ils m'ont ordonné de fermer les yeux et de m'asseoir au milieu de la banquette. Le taxi a redémarré ; le chauffeur était complice. Je ne devais parler que si l'on me posait des questions. Sur la base des papiers que j'avais sur moi, ils ont pu vérifier qui j'étais et que j'étais bien journaliste.

J'ai essuyé des insultes et reçu des coups sur la poitrine, le visage et la tête, portés avec la culasse des revolvers. Ils m'ont tout de suite annoncé qu'ils me liquideraient sur un terrain vague au sud de la capitale. Le taxi s'est de nouveau arrêté pour que l'un des individus descende et qu'un autre – le « chef », comme on l'appelait – monte. Pendant près d'une heure, celui-ci m'a donné des coups de



CARLOS CAPELÁN. – « Sound (Red) » (Son [Rouge]), 2009

poing, des coups de coude et m'a menacé de viol et de mort ; puis, avec un pic à glace, il m'a entaillé les cuisses.

Le passage non loin de nous d'une patrouille aux gyrophares allumés, que j'ai pu distinguer sous mes paupières baissées, a dissuadé mes agresseurs de continuer leur sale labeur. Ils m'ont ordonné d'essuyer le sang qui coulait sur mon visage et m'ont abandonné dans une rue déserte à l'intérieur même de la zone où ils m'avaient séquestré, puis ils m'ont enjoint de garder le silence et de ne pas les dénoncer. Dès que j'ai pu, je suis allé porter plainte. Les autorités n'ont donné aucune suite.

Au moment de l'enlèvement, une brèche s'est ouverte dans ma vie, brèche qui est toujours là, inexorable, et qui me survivra. Etre la cible d'un délit, d'un abus, d'une atrocité marque irréversiblement et infiniment une existence. Lorsqu'un fait violent brise le quotidien d'une personne, il se produit une « anamorphose », dans le sens où sa vie est altérée et où une modification perverse de la réalité s'impose : la chute dans l'abjection.

Après cette agression, j'ai commencé à souffrir de pertes de mémoire et de parole à cause des coups reçus. On m'a diagnostiqué un hématome situé entre le cerveau et le crâne. J'ai subi une intervention chirurgicale en urgence. Au bout d'un certain temps, j'ai repris mes investigations et, quelques mois après, j'ai été victime d'un second enlèvement avec des menaces de même nature : le « *commandant* » me conseillait de faire attention ; je « *comprendrais très bien* » de quoi il s'agissait. « *On ne va pas vous frapper, m'ont-ils dit, nous, on ne se drogue pas.* » Ils n'ont fait que me torturer psychologiquement en me répétant constamment : « *Le commandant a ordonné de vous dire de faire attention, est-ce bien compris ?* » Cela a duré plus d'une heure. Ils m'ont ensuite relâché dans une rue en m'interdisant de me retourner.

J'ai cependant poursuivi mes investigations destinées à dénoncer les complicités entre gens de pouvoir, fonctionnaires, policiers et criminels dans la région proche de la frontière. Les autorités mexicaines ont refusé d'enquêter sur ces informations.

Lorsque *Des os dans le désert* est paru, on m'a à nouveau menacé de me faire disparaître et de me tuer. Malgré tout, je considère que, jusqu'ici, j'ai eu de la chance. Depuis 2000, au moins quatre-vingt-quatre journalistes ont été assassinés au Mexique. L'annonce de leur mort a été accueillie dans la plus grande indifférence. Les crimes demeurent impunis. Cette offense faite aux victimes exige que l'on s'interroge sur les fondements de l'Etat et que l'on rappelle que, sans journalistes, il n'y a pas de journalisme. Leur vie est ce qu'il y a de plus précieux.

LA GUERRE contre le trafic de drogue au Mexique a fait entre soixante-dix mille et cent vingt mille morts et disparus (l'incertitude sur le chiffre fait partie intégrante du problème). Chacune de ces victimes donne à la notion d'anamorphose sa signification particulière.

La torture que je continue d'observer avec attention n'a rien à voir avec la littérature: je suis le témoin d'un rituel barbare qui a pour but de propager un état de panique et d'exhiber une suprématie vengeresse. Près de moi, le cameraman manipule son objectif et, je m'en rends compte à ses gestes, fait un plan rapproché sur mes yeux.

Je reste impassible. Dans la scène projetée, les sicaires décapitent la victime avec une tronçonneuse ; son corps n'est plus qu'une masse de chair convulsée. Les tueurs accomplissent leur tâche en quelques secondes et montrent à la caméra la tête tranchée de la victime. Le cou dégouline de sang. Les images se dissolvent dans un fond noir. Le silence s'installe ; l'épreuve est terminée. Je me souviens à ce moment que j'ai moi-même été une victime.

J'ai rapporté dans mon livre *L'Homme sans tête* (3) une entrevue avec un sicaire

(1) Susan Sontag, *Devant la douleur des autres*, Christian Bourgois, Paris, 2003.

(2) Sergio González Rodríguez, *Des os dans le désert*, Passage du Nord-Ouest, Albi, 2007.

(3) Sergio González Rodríguez, *L'Homme sans tête*, Passage du Nord-Ouest, 2009.

Le Monde Afrique

LES DÉBATS

ABIDJAN

10-11 SEPTEMBRE
2 0 1 5

PREMIÈRE ÉDITION

L'AFRIQUE, AVENIR DU MONDE

Deux jours de rencontres et de débats qui touchent les jeunes, leurs aspirations, leur énergie et leurs opportunités, à travers des échanges avec des personnalités internationales, invitées de la rédaction du *Monde* autour de trois thèmes :

- Quel avenir pour la jeunesse entrepreneuriale africaine ?**
- La ville africaine de demain**
- La créativité africaine**

Avec Achille Mbembé, Thomas Piketty, Jérémy Rifkin, Khalifa Sall, Léa Seydoux, Rokia Traoré...

Retrouvez tout le programme sur : www.lemonde.fr/afrique-evenements/
ENTRÉE GRATUITE inscription obligatoire sur www.lesdebatsdumondeafrique.eventbrite.fr

PALAIS DES CONGRÈS - HÔTEL IVOIRE

Partenaires marques	Partenaire média	Pays hôte	Partenaires institutionnels
   			 

République de Côte d'Ivoire

EXTRÊME AU MEXIQUE

se sont approchés... »

spécialisé dans les décapitations. Nous avons pu nous rencontrer par le biais d'un intermédiaire que tous deux connaissions. Le résultat est un témoignage saisissant sur les usages rituels de la violence sous la protection de la Santa Muerte, un culte populaire adopté par des trafiquants de drogue, des militaires, des criminels, des marginaux et des pauvres dans les zones périphériques du pays.

Dans le cas précis de ce sicaire, comme lui-même me l'a raconté, après la décapitation, un échantillon de sang est recueilli dans un flacon comme offrande pour la cérémonie dite «à la Santa Muerte», en compagnie du chef du groupe criminel.



EN OCTOBRE 2014, dans un kiosque à journaux, je tombe sur une revue qui annonce en «une»: «Ames sensibles s'abstenir». Je me procure un exemplaire et, une fois à mon bureau, la revue ouverte devant moi, je contemple les images de violence extrême qui s'étalent dans ses pages.

Ciudad Juárez, Etat de Chihuahua: trois hommes et une femme gisent morts au bord d'une avenue, entourés par les médecins légistes. Cuernavaca, Etat de Morelos: un homme est étendu sur le sol, le visage et les mains attachés avec du ruban adhésif, ses mains jointes semblant imiter le geste de la prière. Uruapan, Etat de Michoacán: sur le flanc d'une montagne, près d'une route, une dizaine de corps ensanglantés forment une sorte de tumulus. Culiacán, Etat de Sinaloa: sur un escalier près d'un trottoir, deux hommes ont été retrouvés abattus; leur posture indique qu'ils ont tenté de fuir, et leur chair a été déchiquetée par des balles de gros calibre. Boca del Río, Etat de Veracruz: une vingtaine d'hommes et de femmes ont été exécutés; ils ont été retrouvés sur une avenue, nus ou à moitié déshabillés, les mains et les pieds liés par du ruban adhésif. Torreón, Etat de Coahuila: quatre têtes tranchées sont alignées sur le capot d'une voiture. Mérida, Etat du Yucatán: dans un amas de cadavres, des corps décapités se mêlent à d'autres enveloppés dans des couvertures; les tatouages des victimes se confondent avec les motifs des tissus. Oaxaca, Etat d'Oaxaca: la tête d'un homme a été posée au milieu d'un pont piétonnier au-dessus duquel on lit un message menaçant à l'encontre d'un groupe rival. Chair déchirée, sang qui coule, mutilations, abjection.

La violence extrême des règlements de comptes entre criminels et trafiquants de drogue est fortement liée à la sous-culture de la violence de l'Etat lui-même, qui suppose corruption, inefficacité, ineptie et irresponsabilité.



JE RÉFLÉCHISSAIS à tout cela quand les médias ont rapporté presque simultanément trois faits qui confirment l'ancrage de l'anamorphose dans mon pays:

1. L'exécution d'au moins quinze personnes dans un prétendu affrontement entre vingt-deux délinquants supposés et l'armée mexicaine à Tlatlaya, Etat de Mexico, le 30 juin et le 1^{er} juillet 2014. L'enquête s'oriente vers la responsabilité présumée d'un officier et de trois soldats (sur les sept impliqués);

2. L'enlèvement, la torture et l'assassinat de six étudiants à Iguala-Ayotzinapa (4), Etat de Guerrero, et la disparition de quarante-trois étudiants les 26 et 27 septembre 2014, œuvre de policiers et de criminels ayant des complicités parmi les élus locaux.

3. Au cours de l'été 2014, quarante-six corps, parmi lesquels ceux de seize femmes, ont été découverts lors du drainage d'un canal à Ecatepec, Etat de Mexico, tout près de la capitale du pays. En l'apprenant, les autorités ont tenté de minimiser les faits ou de les passer sous silence.

Chacun de ces cas présente des particularités qui méritent d'être brièvement examinées. Au Mexique, les forces armées ont l'habitude de pratiquer



la torture et de violer les droits humains, comme l'ont dénoncé diverses organisations internationales ou civiles. Un bataillon de soldats peut tirer sur un groupe de présumés délinquants et faire croire que leur mort est la conséquence d'un affrontement; il peut falsifier la scène du crime, placer des armes dans les mains des victimes, déplacer les corps et menacer de mort les survivants ou les témoins.

Le sang qui a éclaboussé les murs et les coups de feu à bout portant dénonceront les exécutions, comme la voix du témoin survivant restituera la réalité des faits. L'accusation, formulée à mi-voix ou fermement, devient un cri insupportable, à l'instar du râle des victimes ou de la détresse de la famille qui apprend le meurtre ignoble d'un être cher.

La mort violente donne surtout à voir le spectacle de la barbarie que beaucoup veulent fuir ou qu'ils ne veulent ni regarder ni entendre. On optera pour la censure, le silence, le voile beau ou trivial posé sur la cruauté, tel un précepte éthique et esthétique, ce qui revient à collaborer avec cette barbarie en assurant sa perpétuation.

Les taches de sang persistent, avec leurs contours informes, incrustées dans les murs ou dans les pierres, résistant au temps qui passe. Même si on les nettoie, il restera une aura subtile et ineffaçable. La poussière se dissout, l'éclair se perd dans le coup de tonnerre, mais le sang imprègne toute la nature et la mémoire humaine.

Lors de l'enlèvement, du passage à tabac, de la torture, de la disparition et de l'assassinat des étudiants d'une école normale de l'Etat de Guerrero, le cas de Julio César Fuentes Mondragón a retenu mon attention. Ce jeune homme, terrifié par les policiers qui tiraient sur lui et ses compagnons à l'arme de guerre, s'était mis à courir désespérément, pour tomber finalement entre les mains d'autres policiers.

On a découvert son corps quelques heures plus tard dans une zone industrielle d'Iguala. On lui avait arraché un œil, on lui avait arraché la peau du visage et il était mort d'une fracture crânienne. L'anamorphose est le rébus sauvage qui crée et signale la victime et le vainqueur: je t'arrache les yeux pour que tu ne me voies pas, ni ne voies ce que j'ai fait de toi, pour que toi-même tu ne puisses même pas te



CARLOS CAPELÁN. – «Boing ! 2 », 2009

voir à ton dernier instant, ni comprendre ce que je suis sur le point de te faire. Mon anonymat est le tien, je te sépare de ton visage et je te transforme en moi-même.



DEPUIS des années, il m'apparaît évident que la vie publique mexicaine se déroule sous l'architecture abjecte mise en place par ses pouvoirs économique et politique. La crise actuelle trouve sa genèse dans la modernisation de l'économie et de l'Etat des années 1980 (5).

Au début de l'année 1982, douze corps ont été découverts dans le bassin principal de la station d'épuration du fleuve Tula, dans l'Etat d'Hidalgo, près de la capitale du pays. Les victimes appartenaient toutes à un réseau d'origine colombienne qui faisait du trafic de cocaïne à Mexico tout en commettant des hold-up dans des banques.

Sous la direction du chef de la police de la ville, des agents ayant reçu le même type de formation que la police fédérale ont arrêté vingt délinquants. Ils en avaient libéré huit contre de l'argent. Quant aux douze autres, ils les avaient tabassés et torturés pendant plusieurs jours, avant de les exécuter et de jeter leurs corps dans les eaux usées.

Trente ans plus tard, ce même *modus operandi* se répète jour après jour au Mexique. Des dizaines de milliers de personnes, Mexicains ou ressortissants d'autres pays d'Amérique centrale, ont disparu sans que les autorités aient établi un fichier officiel. L'architecture abjecte du pouvoir attire ses victimes, les soumet par avance, les plonge dans ses anfractuosités, les efface totalement sans qu'il reste, la plupart du temps, la moindre trace. La collusion entre l'appareil institutionnel et le crime organisé extermine tout, y compris la mémoire.

La découverte de quarante-six corps dans un canal de drainage pendant l'été 2014 établit une certitude: malgré les change-

ments opérés récemment dans la police et la justice, des atrocités continuent de se produire. L'impunité projette sa lumière grise ou noire, et le non-respect des droits humains est permanent (6).

La situation mexicaine ne relève pas d'un scénario qui opposerait les bons aux méchants, les policiers aux voleurs. Tout l'Etat est impliqué, et la gravité des faits a une portée générationnelle que les classes dirigeantes et même de nombreux intellectuels préfèrent ignorer.

Des mots qui semblaient avoir disparu de notre quotidien reviennent dans notre bouche: sang, balles, guerre, police, armée, assassinés, disparus, mort, danger, mal, terreur, barbarie. Comme chacun sait, tout déchirement profond implique un épisode traumatique ainsi qu'une période de deuil qui a deux versants: la certitude que tous les espoirs –en l'occurrence, celui d'un vrai pays cosmopolite et moderne, d'une grande harmonie esthétique, sans disparités– sont perdus car éternellement déçus; et le processus d'acceptation d'une réalité contradictoire, indésirable, embarrassante.

Le poète mexicain Javier Sicilia a renoncé à son œuvre poétique en faisant ainsi ses adieux à son fils Juan Francisco, assassiné en 2011 par le crime organisé: «*Il n'y a plus rien à dire/Le monde n'est plus digne de parole/Ils nous l'ont étouffé de l'intérieur/ Comme ils t'ont asphyxié/ Comme ils ont déchiré tes poumons/ La douleur ne me quitte plus/ Le monde ne survit plus que grâce à une poignée de justes/ Grâce à ton silence et au mien/ Juanelo.* »

Ces vers font allusion à l'épisode des justes dans la Genèse (XVIII, 28 et *sqq.*), qui échappent à la catastrophe finale, en même temps qu'ils rappellent l'idée de Theodor Adorno sur l'impossibilité de faire de la poésie après Auschwitz. Une réponse strictement personnelle, car, prise

au pied de la lettre, elle reviendrait à nier la valeur transcendante essentielle de la parole, qui survit à tout acte de barbarie.

En 2014, une centaine d'ossements ont été découverts dans des fosses clandestines dans l'Etat de Guerrero; et, en 2015, on a appris l'existence de soixante cadavres en état de décomposition dans un crématorium laissé à l'abandon dans la ville d'Acapulco.

A nouveau, ces deux événements nous obligent à repenser et à dénoncer énergiquement la transgression de toutes les limites de la part de l'Etat et du gouvernement mexicains: leur permissivité et leurs négligences face au crime organisé, leur tolérance devant l'extermination. Depuis 2012, au Mexique, une personne disparaît toutes les deux heures.

La culture, c'est à la fois du temps et de la mémoire. Ces milliers de personnes exécutées ou disparues au cours de ces années de guerre et de violence qui marquent le début d'un nouveau siècle méritent une reconnaissance officielle digne de ce nom et à un niveau international.

A l'avenir, si jamais le souvenir de toutes ces victimes de la barbarie se perd, il y aura toujours les récits, les chroniques, les témoignages, les romans, les essais, les poèmes, les films, les photographies, la musique; toutes ces œuvres d'art, toutes ces publications s'érigeront comme des preuves indispensables pour rappeler cette tragédie aussi bien personnelle que collective. Il est de notre devoir, aussi humble que puisse être notre engagement, de reconnaître l'existence de chacun de ces morts. Sans le souvenir permanent de leur présence, l'avenir sera pour nous tous impossible. En attendant, il nous faut la vie, et s'en faire toujours les défenseurs.

SERGIO GONZÁLEZ RODRÍGUEZ.

(4) Lire Rafael Barajas et Pedro Miguel, «Au Mexique, le massacre de trop», *Le Monde diplomatique*, décembre 2014.

(5) Lire Jean-François Boyer, «Et le Mexique cessa d'être indépendant», Renaud Lambert, «Carlos Slim, tout l'or du Mexique», et sous-commandant Marcos, «La quatrième guerre mondiale a commencé», *Le Monde diplomatique*, respectivement mars 2011, avril 2008 et août 1997.

(6) Lire Jean-François Boyer, «Mexico recule devant les cartels», *Le Monde diplomatique*, juillet 2012.

LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE

Témoignage

Chrétien

www.temoignagechretien.fr

Parce qu'un monde sans témoignage est un monde qui meurt, **Témoignage chrétien** est agitateur de consciences depuis 73 ans.

Changez de regard avec le nouveau **Témoignage chrétien**.

3 mois 30€ au lieu de 38€

OFFRE SPÉCIALE DÉCOUVERTE

12 lettres hebdomadaires + 3 suppléments mensuels de 100 pages + accès web en renvoyant ce coupon + règlement à TC : 28 rue Raymond-Losserand – 75014 Paris

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Courriel _____

(contact plus simple et plus rapide)

☐ Je fais découvrir gratuitement à un proche un exemplaire du supplément mensuel (TC l'enverra à l'adresse indiquée ci-dessous):

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Courriel _____

(contact plus simple et plus rapide)

MDR615

Les bergers, prolétaires de l'élevage

La présence du loup dans les montagnes françaises est une bonne nouvelle pour la biodiversité. Mais le retour de ce prédateur a révélé la vulnérabilité des troupeaux et la fragilité d'un mode d'élevage devenu très extensif. Sensibles à la préservation du pastoralisme et à la majesté des paysages, les promeneurs ignorent généralement ce que les alpages doivent à la persévérance des bergers.

PAR MICHEL DIDIER *

À L'OUEST, les falaises du Vercors se détachent sur un ciel bleu. François (1) garde 2 500 brebis à la Grande Cabane, dans la réserve naturelle des Hauts-Plateaux, qui s'étend sur 17 000 hectares. Une fois le pas du Fouillet atteint, une marche à travers une pelouse à nards (2) permet de découvrir un lieu mythique pour les bergers. Un chien de protection (3) finit de dévorer une brebis probablement tuée lors de l'attaque de loups survenue quelques jours auparavant ; dix vautours tournent autour de la carcasse.

François est accueillant. Cet homme solide, venu du monde de la mer, montre une passion et un savoir-faire remarquables. Mais son témoignage se charge d'amertume, voire de colère, dès qu'il aborde ses conditions d'embauche et de travail : « Je dois aller chercher l'eau avec mes propres ânes et assurer une présence continue auprès du troupeau pour prévenir les attaques de loups. Cela mériterait tout de même un peu de considération. »

Aurore connaît elle aussi le dilemme des bergers du XXI^e siècle : vivre ce métier dans des conditions exécrables ou démissionner. Elle y a débuté à 18 ans et en parle toujours avec émotion : « Quand je

vois les brebis qui sont belles et en bon état, je n'ai pas envie de partir. » Mais elle enrage devant l'offre de son dernier employeur : « Une caravane délabrée, qui prend l'eau, où le matin, en avril, il ne fait que 4 °C. » Il y a quelques années, elle a été hospitalisée à Nice à la suite d'une intoxication au monoxyde de carbone dans sa caravane. Elle aspire à plus de dignité. Fatiguée du mépris des employeurs, elle se désole de ce qu'après chacune de ses démissions, toutes liées à son refus d'être mal logée, ils n'aient pas eu de mal à trouver des remplaçants frais émoulus de l'école du Merle, à Salon-de-Provence, ou d'ailleurs.

Le sort du berger révèle les contradictions de notre rapport à la nature. La plupart d'entre nous semblons de plus en plus attentifs aux bons produits, aux beaux paysages ouverts, donc entretenus, aux chemins de randonnée. Mais la société reste indifférente aux conditions de vie de ceux qui permettent tout cela. Beaucoup s'enthousiasment du retour des grands et fascinants prédateurs, se mobilisent pour la défense de l'ours ou du loup, mais ignorent le berger, généralement seul et en première ligne pour assumer les conséquences de ce retour.

Un travail solitaire et harassant

EN FRANCE, le pastoralisme joue encore un rôle majeur dans l'élevage, en particulier pour les produits de qualité, comme les fromages ou la viande disposant d'une appellation d'origine protégée (AOP). Du printemps à l'automne, pour des durées variables selon les régions, des ovins (1,5 million), des bovins (430 000), ainsi que des chèvres et des chevaux sont gardés en pleine nature. Plus d'un élevage sur cinq (60 000) dépend des systèmes agropastoraux, qui occupent environ 5,4 millions d'hectares en pleine saison (4).

Le ministère de l'agriculture ne peut recenser précisément le nombre de bergers en France, mais on l'évalue à environ un millier dans les Pyrénées, plusieurs centaines dans les Alpes et le Massif central et quelques dizaines dans le Jura, les Vosges et la Corse. La présence d'animaux valorise les ressources et les pelouses des alpages, des parcours méditerranéens ou des milieux humides de la côte atlantique, autant de paysages façonnés depuis des siècles par l'homme et les herbivores domestiques.

Depuis la loi pastorale de 1972, les éleveurs s'organisent en groupements pastoraux qui gèrent collectivement l'exploitation des pâturages saisonniers. Malgré la responsabilité qui leur incombe, ces groupements embauchent les bergers à des conditions très précaires. Les difficultés du métier ont grandi avec le retour des loups, en provenance de l'Italie, à partir de 1992. Est alors apparue la grande fragilité de ceux qui doivent répondre à une injonction paradoxale, « protéger l'agneau tout en préservant le loup », sans en avoir les moyens. La situation de travailleur isolé se ressent durement, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. Une pression psychologique pèse sur ceux qui ont la charge d'un patrimoine animal de plusieurs centaines de milliers d'euros.

Le berger de moutons se lève avec le jour pour emmener paître son troupeau, qui compte communément de 1 500 à 3 000 têtes. Il ne rentre à son chalet qu'à la nuit tombante pour préparer son dîner. En journée, quand les animaux se reposent, il soigne les brebis boiteuses. Le sommeil est court en plein été : « Lorsque les animaux n'ont pas besoin de soins et si les touristes ne font pas aboyer les chiens,

il arrive que je fasse la sieste », raconte Serge, à peine la soixantaine et déjà usé.

Sur les alpages laitiers des Alpes du Nord, le berger se lève à 3 heures du matin pour traire les vaches. Le soir, Jean-Michel « ne se couche guère avant 22 heures ». Avec humour, Patrick décrit son état certains jours : « Je dors debout, d'un seul œil. » La journée est consacrée à aider le fromager et à border les deux parcs amovibles quotidiens : un par repas. Le travail varie selon l'espèce animale, les lieux et le cours de la saison. Mais le métier a pour dénominateurs communs l'isolement, la solitude le plus souvent, le soleil, la pluie, le froid, des journées de onze heures. Eliane, qui transhume au col du Joly, face au mont Blanc, se souvient qu'en 2013 « il y a eu des chutes de neige chaque mois ». Au fil des ans, l'agressivité des éléments laisse des traces : « Je dois porter sans arrêt mes lunettes de soleil », rapporte par exemple Serge, dont les yeux ne supportent plus la lumière intense.

Les bergers doivent veiller aux besoins des bêtes tout en préservant la richesse des espaces naturels. Ils entretiennent des milliers d'hectares et produisent des biens matériels et immatériels. Ils gèrent le troupeau (gardiennage, suivi de l'état des animaux, détection des maladies, soins, traite), les ressources pastorales (calendrier de pâturage, entretien des

peuvent pastoral peut très bien m'annoncer qu'il ne reconduira pas mon embauche. Dans ces conditions, comment envisager sereinement l'avenir ? », lâche Leïla.

Les bergers ne sont plus toujours seuls ; ils vivent souvent avec leur famille. Chaque printemps, il leur faut donc quitter leur domicile, organiser le déménagement et la scolarité des enfants, et accepter des logements généralement rudimentaires, malgré les normes en la matière fixées par l'arrêté du 1^{er} juillet 1996. Leur implication est forte dans l'amélioration de l'espace pastoral. Grande est alors la colère quand les employeurs décident, sans cause réelle et sérieuse, de licencier

un salarié après plus de dix ans de services pour embaucher quelqu'un d'autre.

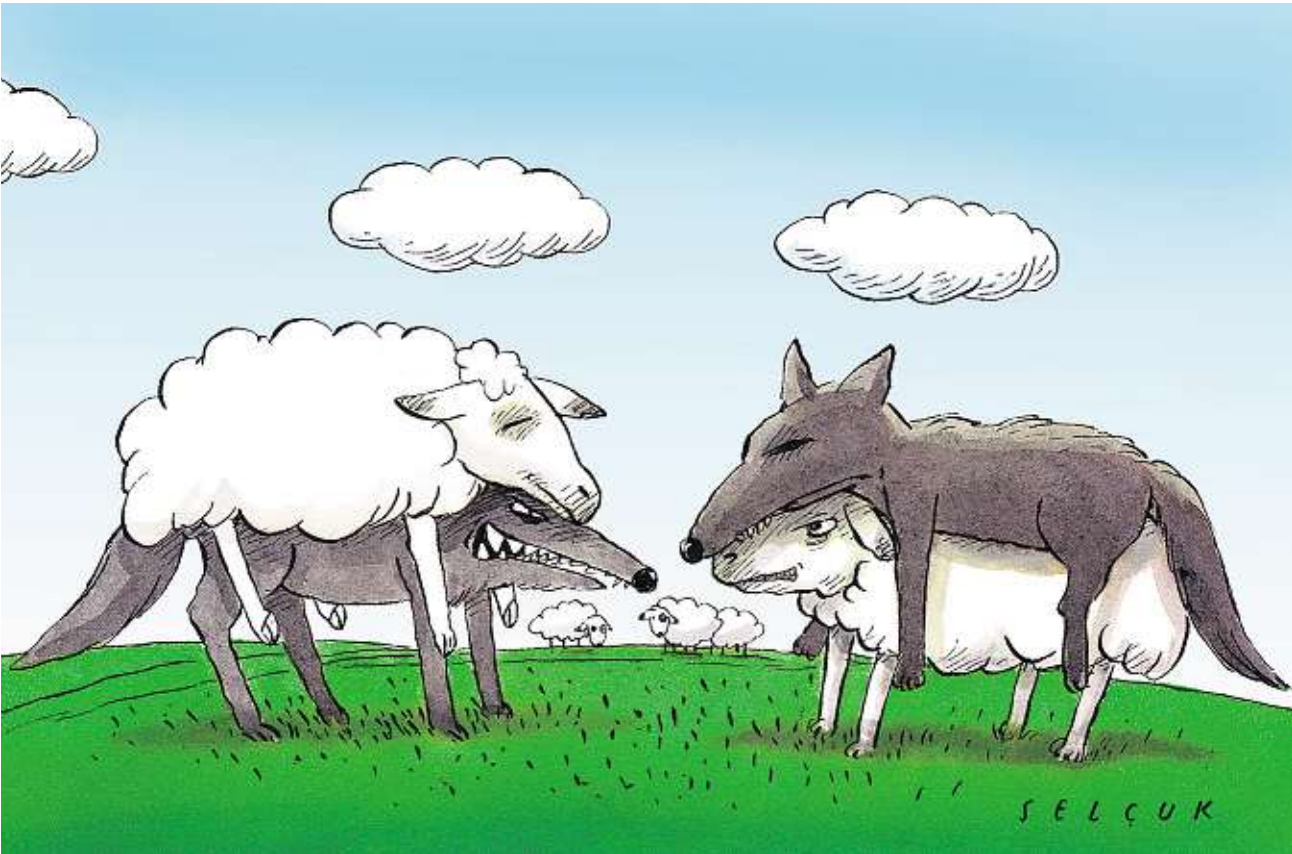
Une balade à travers l'arc alpin montre que la situation n'est pas forcément meilleure ailleurs. « En Suisse et en Italie, le sort des bergers roumains et kosovars est dramatique. Ce sont des travailleurs précaires, assujettis à leur patron et au troupeau, avec des salaires inférieurs à 1 200 euros – pour ceux qui sont salariés –, des conditions d'hébergement déplorables, et sans protection sociale », expose Guillaume Lebaudy, ethnologue et directeur de la Maison du berger. On voit aussi venir des professionnels d'Europe centrale dans les Alpes françaises.

Toujours autant de candidats

L'AMÉLIORATION des conditions d'exercice du métier bute paradoxalement sur l'attrait qu'il exerce. Les éleveurs trouvent toujours des gardiens de remplacement. Le métier jouit d'une image de rêve qui le fait souvent apparaître comme une possibilité de reconversion. Responsable de la formation de berger au Centre de formation professionnelle et de promotion agricole de La Motte-Servolex (Savoie), M^{me} Bernadette Tasset explique que « les candidats sont portés par un désir de se reconstruire à partir d'une activité de plein air avec des animaux ».

les salariés. Mais, quatorze ans plus tard, la situation n'a guère évolué.

Aucun syndicat de bergers n'existait avant la création du Syndicat des gardiens de troupeaux de l'Isère. La démarche effraie tous ceux qui craignent de heurter les éleveurs et de perdre leur emploi. Or elle garantirait une présence dans les commissions mixtes, nécessaire à la reconnaissance du métier. Le rapport interministériel le rappelait : « Un accord doit être conclu entre une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de



équipements), l'environnement (relations avec les touristes et les différents partenaires, mise en place des mesures agro-environnementales, protection contre les prédateurs). Ces exigences multiples expliquent sans doute le nombre croissant de diplômés parmi eux. Les femmes sont bien représentées. En revanche, la durée moyenne d'exercice n'est plus que de cinq ans pour les hommes et de deux ans pour les femmes. Beaucoup abandonnent rapidement, mécontents des conditions de travail, de la faiblesse des rémunérations et du non-respect du droit du travail. « A la fin de mon embauche, mon patron a refusé de me régler les congés payés auxquels j'avais droit », raconte par exemple Pascale.

La majorité des bergers est en effet constituée de salariés d'exploitants agricoles éleveurs, essentiellement organisés en groupements pastoraux. Leurs contrats de travail reposent sur la convention collective agricole du département où ils exercent. Lorsque ce contrat respecte la réglementation, ils sont payés au taux horaire du smic, sur la base de quarante-quatre heures hebdomadaires, alors qu'ils travaillent infiniment plus.

La plupart des contrats sont à durée déterminée, ce qui engendre des difficultés de garantie d'emploi, de planification des formations, d'accès aux prêts bancaires. « J'ai effectué sept saisons consécutives sur le même alpage ; ma vie familiale s'organise. Mais, chaque année, le grou-

peuvent pastoral peut très bien m'annoncer qu'il ne reconduira pas mon embauche. Dans ces conditions, comment envisager sereinement l'avenir ? », lâche Leïla.

Pourtant, l'apprentissage du métier passe par l'expérience acquise au cours de plusieurs estives, comme le montre Dominique Bachelart, de l'université de Tours, qui a étudié les parcours des bergers (5). « La montagne, on ne la connaît bien qu'au bout de trois ou quatre saisons », estime un autre Gérard, septuagénaire. Les premiers soirs, Florence pleurerait au milieu de ses 600 bovins sur 800 hectares. La fatigue, les animaux indociles, la solitude la faisaient craquer. Les années suivantes furent moins difficiles. « Seuls les bons souvenirs nous font remonter », observe Dominique, devenu accompagnateur de moyenne montagne. Le pastoralisme a besoin d'individus aux compétences multiples, autonomes et capables de prendre des décisions rapides face aux aléas météorologiques et à toutes sortes d'événements imprévisibles.

Des propositions ont été faites en 2001 par un groupe interministériel à Vic-en-Bigorre : recours aux contrats à durée indéterminée intermittents, développement de la pluriactivité. Il s'agissait de définir des conditions de travail et des garanties minimales, dont celle de retrouver son emploi la saison venue, pour

salariés d'une part et d'employeurs d'autre part. » En Ariège et dans les Hautes-Alpes, des négociations ont déjà permis de mieux encadrer les conditions d'embauche.

La précarité actuelle et le manque de reconnaissance envers le travail d'intérêt général effectué par les bergers tranchent avec le statut dont ils jouissaient jadis. Au XVI^e siècle par exemple, explique le psychosociologue et anthropologue Patrick Schmoll, « le berger est celui qui connaît les animaux, sait les nourrir, repérer et prévenir leurs maladies, les soigner. Sa compétence est reconnue par les communautés qui le logent et le rémunèrent, à l'instar de l'instituteur au XIX^e siècle (6) ».

(1) Les personnes ayant accepté de témoigner ont souhaité que leurs noms de famille ne soient pas mentionnés.

(2) Graminées à feuilles piquantes, délaissées par les animaux.

(3) Les bergers utilisent des chiens de conduite, dits chiens bergers, pour guider et ramener leurs troupeaux, et des chiens dits de protection, qui restent en permanence avec les brebis pour les protéger des intrus. La race la plus utilisée en France est le chien de montagne des Pyrénées, ou patou.

(4) Selon l'Association française de pastoralisme (données de 2000).

(5) Dominique Bachelart, *Berger transhumant en formation. Pour une tradition d'avenir*, L'Harmattan, Paris, 2002.

(6) Patrick Schmoll, « Une organisation paysanne sous l'ancien régime : la confrérie des bergers du Haut-Rhin », *Annuaire de la Société d'histoire des régions de Thann-Guebwiller*, t. XX, 2000-2003.

* Berger, médecin vétérinaire, fondateur du premier syndicat des gardiens de troupeaux de l'Isère.

LE MONDE diplomatique

ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ DU JOURNAL DEPUIS SA CRÉATION

- 60 années d'archives
- plus de 700 numéros du journal
- plus de 400 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

Abonnez-vous !

www.monde-diplomatique.fr/archives

UN DISCOURS MANAGÉRIAL QUI RENCONTRE PEU DE RÉSISTANCE

Syndrome de Stockholm à Disneyland Paris

Les révélations de LuxLeaks ont donné un coup de projecteur sur les pratiques de contournement de l'impôt chez Disney. Embarrassantes, ces informations sont occultées dans le parc d'attractions de Marne-la-Vallée, où prospère la vision d'une entreprise consensuelle, soudée autour de valeurs communes. Un vrai conte de fées...

UNE ENQUÊTE DE PIERRE SOUCHON *

DANS le jardin de cette maison de Marne-la-Vallée, une dizaine de personnes s'affairent autour du premier barbecue de l'année. « Presque tous les habitants du quartier travaillent à Disney. Surtout des cadres », indique Olivier (1). Désormais chauffeur-livreur, cet ancien employé de Disneyland Paris partage les lieux, exigus, avec trois camarades : le niveau des loyers dans la ville nouvelle interdit à ces jeunes salariés d'assumer seuls la location d'un studio. Tandis que les bières s'enchaînent, Raphaël allume une cigarette. Ce père de famille a été embauché à Disneyland dès l'ouverture du parc d'attractions, en 1992. « On est quinze mille cast members [membres de la troupe] (2); il y a cinq cents métiers. C'est une ville dans la ville. J'ai fait plusieurs boulots : paysagisme, nettoyage, sécurité... Cette variété des emplois, c'est super, c'est une vraie richesse. Quelle autre boîte pourrait proposer ça ? »

Lors de son arrivée dans la multinationale américaine, son bac en poche, Raphaël avait 20 ans. « On était une famille, des milliers de jeunes embauchés venus de toute l'Europe et du monde entier. Le week-end, dans les champs juste à côté d'ici, on faisait des fêtes techno invraisemblables. Des escadrons de CRS débarquaient régulièrement le dimanche matin avec des maîtres-chiens... On prenait de la came à gogo ! » Son œil s'allume : « Ça donnait des situations bizarres.... La jeune fille qui faisait la Belle au bois dormant en haut du char, la veille tu l'avais vue bourrée d'ecstasy dans des positions équivoques... Et là, avec un maquillage supersoigné, elle faisait du charme aux gamins ! »

« C'est exactement ça, Disney, renchérit Soraya, qui y est également entrée à la création du parc. La fête dedans, la fête dehors, l'esprit d'équipe ! Il y a une convivialité extraordinaire... Et puis on vit des moments hors du commun. » Comme on lui fait remarquer que nul membre de la direction ne s'est infiltré au barbecue pour surveiller les paroles des employés, elle insiste : « Mais Disney, c'est vraiment exceptionnel ! J'ai assisté à la visite de

George Bush père, en 1994 ! Un peu plus tard, c'est le roi du Maroc qui est venu. Il passe les cast members en revue dans sa voiture officielle ; il arrive à ma hauteur : “Salam aleykoum !” Je le salue, et il s'arrête pour me faire la conversation en arabe ! On ne peut pas vivre ça ailleurs. »

Pourtant, l'exception Disney tient surtout au soin méthodique, obsessionnel, que met l'entreprise à gommer les relations de travail traditionnelles : « Nous travaillons tous sur le même script, nous parlons le même langage du show-business Disney, revendique la brochure *Parlez-vous le Disney* ? (3). Nous recevons un public et non une foule. Notre public se compose de visiteurs et non de clients. Nous n'avons pas de policiers ou de gardiens, mais des cast members de sécurité. Nous portons des costumes et non des uniformes. » Directrice de la communication de Disneyland Paris, M^{me} Cathy Pianon balaie tout scepticisme : « Chez nous, c'est le consensus. Beaucoup parmi nos cast members sont arrivés au début de l'aventure. Ils peuvent avoir travaillé en maintenance de machines il y a vingt ans et être chefs de restauration aujourd'hui. Ils ont construit le parc, c'est leur projet de vie. »

Plus des trois quarts des cadres sont en effet issus de la promotion interne. Par ailleurs, l'entreprise se flatte de compter 86% de contrats à durée indéterminée, dont l'écrasante majorité à temps plein, pour un salaire moyen de quelque 2 150 euros brut. A Disneyland Paris, les vieux antagonismes du monde du travail auraient donc disparu, ne survivant plus que dans la tête de quelques marxistes mal dégrossis : « Nous travaillons tous pour le rêve, et tout le monde est fan de la marque, poursuit M^{me} Pianon. Les logiques d'opposition sont valables dans les entreprises où c'est clivé, où on entre ouvrier spécialisé et on finit ouvrier spécialisé. C'est Les Temps modernes, ce n'est pas Disney. » On ignore si elle a soumis cette analyse à Saïdou, Malien de 42 ans employé dans une société de nettoyage sous-traitante d'Euro Disney, qui vient chaque jour depuis Chartres pour cinq heures de ménage.

hallucinant, même si ça va un peu trop loin chez certains : ils collectionnent tout, les figurines, les peluches, les films... Il ne faut pas exagérer non plus. » Prenant son téléphone, elle fait défiler sur son écran pendant plus d'une demi-heure les photos de ses dernières réalisations, ainsi que les nouveaux parterres de fleurs représentant guépards et lions. Comme on moque gentiment sa définition de l'« exagération », un quadragénaire en costume-cravate frappe à la porte. Membre de la direction d'Euro Disney, il appartient à la garde rapprochée de M. Gas. Sa visite de courtoisie manque mal tourner, puisque, à sa vue, Stéphanie, secouée par l'émotion, perd ses moyens et pleure un long moment. Pour être courtois, le visiteur n'a rien de particulier à dire pour autant et prend congé rapidement. « Dans quelle autre boîte tu aurais un soutien pareil ? C'est juste magique », balbutie Stéphanie, à peine remise du choc.

Pendant une partie de son temps libre, de ses week-ends ou de ses vacances, elle est bénévole à Disneyland, comme près de six cents de ses collègues – les *voluntEARS*, anglicise le vocabulaire maison. Elle donne un coup de main à la décoration, ou encore fait découvrir le parc à des jeunes défavorisés : « Ils ne sont jamais allés nulle part. C'est leur sortie, leur aventure ; ils sont fascinés. C'est trop beau de voir ça. » Ferait-elle du bénévolat le week-end si elle travaillait en usine ? « Ah, jamais ! réplique-t-elle. Mais là, c'est Disney, c'est... autre chose. C'est de la magie, c'est du rêve. »

Pour les clients, ce rêve a un coût : à la demande pressante de ses deux enfants, fascinés par le dessin animé *La Reine des neiges*, Muriel les a emmenés passer le réveillon à Disneyland. « J'ai économisé la moitié de l'année, en mettant mes primes de côté, détaille cette ouvrière intérimaire venue de l'Oise. Avec les entrées, les repas, la nuit sur place et les transports, j'en ai eu pour plus de 500 euros – sans compter les petits cadeaux. Mais les enfants étaient en extase, ils m'en parlent encore... C'est vrai que Disney, c'est féérique. »

On en est maintenant convaincu : des cast members entrés jeunes dans l'entreprise, avec un esprit festif, bénéficient de promotions internes dans une atmosphère de rêve, où une même communauté d'intérêts réunit quinze mille personnes sous la bannière de la magie. On vérifie tout de même auprès des syndicats. Si tous sont représentés à Disneyland, seule la Confédération française démocratique du travail (CFDT), la centrale la plus combative sur le site, accepte de nous recevoir. « Les gens évoluent dans le monde merveilleux de Disney, confirme M^{me} Djamila Ouaz, déléguée syndicale. Ce discours de la direction sur le rêve fonctionne très bien, et c'est notre premier problème. Les salariés ne viennent nous voir que lorsqu'ils sont dos au mur. » Délégué lui aussi, M. Benoît Gallopain se désole de ce « syndrome de Peter Pan, avec des employés qui sont restés des enfants dans leur tête et qui acceptent de dire : “Avancez, s'il vous plaît” dans le parc depuis vingt-cinq ans ».



STEPHAN BALKENHOL. – Sans titre, 1997

nior manager » : « C'est une boîte fantastique », assure-t-elle, avec d'autant plus d'enthousiasme que l'équipe de sa fille est qualifiée.

De retour chez Olivier, en début de soirée, on tringue à cette victoire tout en jetant un œil distrait à BFM-TV. Il est question du succès grandissant de l'extrême droite. Olivier et ses amis n'ont jamais voté : « Les politiques, c'est tous des pourris, des enfoirés. » Soraya s'emporte contre les « utopistes aussi, Melenchon, Besancenot... Et puis, quand tu dois chercher un appart', après tous ces beaux discours, t'es tout seul ». Tous, pourtant, disent « détester le système » ; les journalistes, également, « qui manipulent et racontent n'importe quoi » : « S'il y a une révolution, on suivra. »

Euro Disney fait parfois la « une » des journaux financiers. En perte de vitesse malgré son statut de première destination touristique européenne, le parc d'attractions a dû être recapitalisé au début de cette année à hauteur de 1 milliard d'euros (5).

La direction peut dès lors insister sur la modération salariale plus que jamais néces-

A en croire l'un et l'autre, l'envers du décor serait fait d'embauches par copinage, de salariés surdiplômés flexibles et payés au smic, de discriminations ethniques, de sous-traitants exploités... Mais lorsqu'on interroge ces militants sur leurs objectifs, M. Gallopain évoque plutôt « une gestion de carrières, de la régulation dans le respect de l'être humain : du gagnant-gagnant pour l'employeur ». Il assure qu'un syndicalisme offensif à Disneyland se heurte au « chantage à l'emploi, puisqu'on nous rappelle sans cesse la dette colossale qui plombe le parc et qui nous a valu plusieurs recapitalisations. » Il regrette par ailleurs le manque de soutien des struc-

tures nationales de sa centrale, qui serait plus qu'utile dans une entreprise où la tradition syndicale est inexistante et la lutte à inventer : « En face de nous, on a la Walt Disney Company. Ils fonctionnent avec une Ferrari et nous avec une Fiat 500... »

Malgré l'adversité, certains tiennent bon. Balayeur lors de l'ouverture du parc, M. Daniel Rovedo, quadragénaire, est depuis condamné à demeurer au bas de l'échelle en raison de son engagement syndical. Apparemment, il n'en a cure : « La seule chose qui me préoccupe, c'est la défense du salarié. »

La fille aînée de Raphaël tire son père par la manche : « Je stresse, papa... Il faut qu'on y aille. » Léa participe en fin d'après-midi aux phases qualificatives du championnat de France de *cheer-leading* – elle est pom-pom girl. Dans le gymnase Olympe-de-Gouges de la ville voisine de Serris, près de cinq cents personnes encouragent les équipes, composées en quasi-totalité d'adolescentes : « Let's go, Savigny, let's go ! Let's go, Charenton, let's go ! »

« S'il y a une révolution... »

LA PERFORMANCE est entièrement en anglais : « *Fight ! Win !* » (« Battez-vous ! Gagnez ! ») La Fédération française de football américain gère ce sport importé d'outre-Atlantique : « Dans les communes du Val d'Europe, ça marche de plus en plus, et c'est grâce à l'influence de Disney », jubile Anne, la mère de Léa, qui travaille elle aussi au parc depuis son inauguration. D'abord hôteesse d'accueil, elle est devenue « senior manager » : « C'est une boîte fantastique », assure-t-elle, avec d'autant plus d'enthousiasme que l'équipe de sa fille est qualifiée.

saire face aux difficultés. Elle s'est toutefois montrée moins loquace lorsque Disney a attiré l'attention d'un consortium international de journalistes d'investigation : pour éviter une charge d'impôts trop forte aux Etats-Unis et en Europe, le géant américain a mis en place un dispositif fiscal sophistiqué au Luxembourg, complété par une entité aux îles Caïmans, qui lui a permis de substantielles économies, avec un taux d'imposition de moins de 1 % entre 2009 et 2013 (6). Le fisc français a perdu dans l'opération quelque 16 millions d'euros.

La stratégie paraît claire : l'assèchement de la filiale de Marne-la-Vallée serait méthodiquement organisé à des fins d'optimisation fiscale. On cherche en vain la trace de telles informations dans les tracts ou les journaux des syndicats de l'entreprise. « Les révélations de LuxLeaks, il faut déjà les lire, soupire M. Gallopain. Les syndicalistes ne le font pas forcément... » L'occasion serait belle, pourtant, d'ébrécher le mythe de l'entreprise réunie autour d'un « rêve » et d'un « consensus » – le consensus des amoureux de la défiscalisation au grand-duché de Luxembourg ?

Au bout du compte, seule M^{me} Pianon aura évoqué la dimension « aliénante » de son travail : « Je ne ferai pas toute ma carrière professionnelle chez Disney. » Elle a occupé différents postes chez Vinci, Vivendi, Veolia : « Il faut bouger, ne pas rester trop longtemps, quelle que soit l'entreprise. Pour garder son libre arbitre. »

- (1) Les prénoms ont été modifiés.
- (2) Les salariés de Disneyland Paris sont appelés *cast members* ; on dit aussi *guest* pour « client », ou *backstage* pour « coulisses ».
- (3) Citée par Véronique Chesneaux, « Une socio-anthropologie dans les coulisses de Disneyland Paris », *Socio-anthropologie*, n° 2, Paris, 1997.
- (4) Il a depuis été nommé président de Shanghai Disney Resort.
- (5) « En difficulté, Euro Disney doit être recapitalisée », *Les Echos*, Paris, 7 octobre 2014.
- (6) « De nouvelles révélations sur l'évasion fiscale des multinationales au Luxembourg », *Le Monde*, 9 décembre 2014.

Boutique en ligne

Découvrez notre sélection

Atlas, livres, Manière de voir, DVD...

Les atlas du Monde diplomatique

Les hors-séries du Monde diplomatique

Le bimestriel du Monde diplomatique

www.monde-diplomatique.fr/boutique

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris.
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directeur de la publication et directeur de la rédaction : Serge HALIMI

Relations marchands de journaux (numéros verts) : Diffuseurs Paris : 0805 050 147
Dépositaires banlieue/province : 0805 050 146
Service relations abonnés
● Depuis la France : 03 21 13 04 32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr
● Depuis l'étranger : (33) 3 21 13 04 32

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
© ADAGR, Paris, 2015, pour les œuvres de ses adhérents.
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 54 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo

Imprimerie du Monde
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0519 I 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

« COMME UNE GRANDE PRISON DONT LES DÉTENUS AURAIENT LA CLÉ »

Islam et relégation urbaine à Montpellier

EN cet après-midi de juin, à Montpellier, la chaleur commence à s’installer. Les terrasses de la place de la Comédie se remplissent ; on commande un rosé, une pression ou un Perrier citron. Les gens se sentent bien, beaucoup de jeunes, les visages sont métissés. Un tramway de la ligne 1, de couleur bleue piquée de dessins d’oiseaux blancs, quitte lentement la place et s’enfonce dans un tunnel avant d’en ressortir rapidement. Direction la Mosson, à l’extrémité ouest de la ville. Le trajet dure quarante minutes. A mesure que l’on s’éloigne du centre-ville, on observe une transformation sociale de la foule des passagers. Davantage de visages maghrébins, de foudards couvrant la chevelure des femmes et de vêtements bon marché. Il est environ 18 heures lorsqu’on atteint le terminus. Les derniers employés des administrations du quartier (caisse d’allocations familiales, mairie annexe, bibliothèque municipale, poste de police, etc.) et les instituteurs montent dans les véhicules qui viennent de se vider, avant que le véhicule reparte dans l’autre sens.

Les habitants de la Paillade, selon l’ancien nom que tout le monde continue d’utiliser, se retrouvent alors entre eux : quinze mille personnes, pour la plupart issues des immigrations postcoloniales. Et, parmi elles, une proportion importante de familles venues du sud du Maroc. En juin 2000, lors de l’inauguration de cette ligne de tramway, Georges Frêche, le maire de l’époque (décédé en 2010), avait lancé une plaisanterie qui avait fait beaucoup rire les élus municipaux : « *Ici, c’est le tunnel le plus long du monde* [il parlait du passage souterrain situé à l’extrémité de la place de la Comédie] : *vous entrez en France et vous ressortez à Ouarzazate !* » Et, pour ceux qui auraient encore pu douter de la connotation raciste de son propos, il avait ajouté en désignant une passagère qui portait le foulard : « *Ne vous inquiétez pas pour la dame, elle n’a que les oreillons !* » (1).

Une vie religieuse circonscrite à quatre quartiers

Quelques heures plus tôt, ce vendredi de juin, une foule d’hommes portant une djellaba ou un qamis envahissaient peu à peu le Grand Mail, la longue artère piétonne tracée au milieu des habitations à loyer modéré (HLM) du bas de la Paillade. D’une longueur d’à peine cinq cents mètres, la voie compte quatre lieux de prière, aménagés avec discrétion dans d’anciens locaux désaffectés : banques, commerces, etc. La dernière en date, la mosquée de l’Hortus, appelée aussi mosquée de la Miséricorde, vient d’être inaugurée par une association adhérente de l’Union des organisations islamiques de France (UOIF). Installée dans une ancienne boucherie, elle peut accueillir jusqu’à six cents fidèles.

Vers 13 h 30, alors qu’approche la *salat al-joumoua*, la prière collective du vendredi, de longues

Décrit tantôt comme une menace pour l’identité nationale, tantôt comme une idéologie guerrière, l’islam fait l’objet d’attaques incessantes dans les médias ou de la part de dirigeants politiques. Mais on aborde rarement cette religion dans sa pratique quotidienne : qu’est-ce qu’être musulman dans une société qui condamne les immigrés et leurs descendants à la ségrégation ? Exemple à Montpellier.

UNE ENQUÊTE DE PIERRE DAUM *

paillasses en plastique sont rapidement disposées à l’extérieur des quatre mosquées (2), au milieu de la zone piétonne. Serrés étroitement les uns contre les autres, formant plusieurs rangées bien tracées, des centaines d’hommes se courbent sur le trottoir, puis s’agenouillent en embrassant le sol. Des haut-parleurs tournés vers l’extérieur diffusent la voix grave et mélodieuse des imams : « *Allahou akbar...* »

« *C’est vrai qu’il s’agit d’une occupation illégale de l’espace public et, en plus, pour l’exercice d’un culte, admet M. Frédéric Loiseau, directeur de cabinet du préfet de l’Hérault. Mais que voulez-vous que je fasse ? Que j’envoie une compagnie de CRS pour les dégager pendant qu’ils sont à genoux ? C’est impensable ! De toute façon, comme l’écrasante majorité des habitants du quartier est musulmane, on n’a pas de problème d’acceptabilité...* » Et de conclure : « *Notre principal souci, c’est le “vivre ensemble” . Donc, tant qu’on ne reçoit pas de plaintes des riverains...* »

En guise de « vivre ensemble », à Montpellier, la vie religieuse musulmane reste circonscrite à un espace géographique strictement délimité, composé de quatre quartiers contigus : la Paillade, donc, ainsi que les quartiers voisins des Hauts de Massane (dix mille habitants), du Petit Bard et des Cévennes (six mille chacun). Dans ce vaste ensemble situé à la périphérie nord-ouest de la ville vivent donc quelque trente-sept mille personnes, qui représentent environ 15 % des Montpelliérains.

Dans une étude sur la Paillade remise en 2012 à la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, les sociologues Bruno Carlon et Corinne Dessis constatent un « *processus de ségrégation, accentué par une politique de peuplement qui a concentré progressivement des populations précaires à tous égards, financier, culturel et social* ». Ils fournissent une batterie de chiffres : 33 % d’habitants de nationalité étrangère (contre 11 % pour l’ensemble de Montpellier), un taux de chômage de 36 % (contre 18 %), un revenu médian annuel par unité de consommation de 6377 euros (contre 15287 euros), une part de la population de plus de 15 ans non scolarisée sans diplôme de 55 % (contre 19 %), etc. (3).

« *La Paillade, c’est comme une grande prison, sauf qu’ici les habitants ont la clé de leur cellule* »,

lance M. Roméo Ascenzo (4), jogging et petite sacoche en bandoulière, qui passe ses journées en bas des immeubles. Tous se plaignent de la « *gestion ethnique* » dans la distribution des HLM et du « *racisme à l’embauche* ». Dans les écoles du Petit Bard, la ghettoïsation est telle que les mères d’élèves se sont mobilisées pour réclamer plus de « *mixité ethnique* » (5). C’est sur ces territoires ségrégués que se pratique l’islam à Montpellier.

« Vous imaginez, si on venait avec nos tapis place de la Comédie ? »

« *Ici, tout le monde est musulman !* », affirme M. Mourad Khoulani, 25 ans, titulaire d’un brevet de technicien supérieur (BTS), employé comme gardien sur des chantiers. Né au Petit Bard et habitant toujours le quartier, il se lève très souvent en pleine nuit pour aller prier à la mosquée, avant de retourner se coucher quelques heures. Au cours des journées entières que nous passons à déambuler dans ces quartiers, les dizaines de personnes rencontrées semblent confirmer ses dires : à la Paillade, au Petit Bard et aux Cévennes, tout le monde s’affirme musulman (6). A la pratique traditionnelle des anciens se mêle celle, plus identi-

taire, de leurs enfants. « *Si on n’est pas musulman, on est quoi ?* », interroge M. Kamel Tarif, jeune homme rencontré sur le Grand Mail, où il tue le temps avec ses amis. Et son voisin de lancer, presque agressif : « *L’islam, tu ne vas pas nous l’enlever ! On nous a déjà tout enlevé !* » Dès que le sujet est lancé, chacun devient vite intarissable pour expliquer, tel un érudit, ce qui est *haram* (interdit) et ce qui ne l’est pas. Et tous de préciser, avant même que la question soit posée, que « *les djihadistes ne sont pas des musulmans, parce que, dans l’islam, il est interdit de tuer* ».

Si tous s’affirment musulmans, ils admettent dans le même temps se permettre quelques arrangements : la cigarette, le shit et surtout le sexe. « *J’ai déjà couché une fois avec une fille*, avoue M. Salim Ouaghilani, 27 ans, militant associatif au Petit Bard. *Mais je me sens coupable. Je fais la prière, je regrette ce geste.* » Dans ces quartiers de Montpellier, les hommes dominent largement l’espace public, et aucune femme n’oserait s’asseoir à la terrasse d’un café. « *Ici, ce n’est que pour les hommes !* s’énervent M^{me} Hanna Bougchiche, lycéenne. *Chaque fois que je passe en bas du Grand Mail, j’ai cinquante paires d’yeux qui me matent comme des malades.* » « *Moi, quand je vois un gros cul avec un string, je regarde, c’est normal !* confirme M. Sofiane Yafil, suscitant les gloussements complices de ses copains. *Par contre, si je vois passer une femme avec le foulard, je baisse*

(1) « Georges Frêche, des années de dérapages incontrôlés », *Libération*, Paris, 28 février 2006.

(2) Les pratiquants utilisent largement le terme « mosquée » pour désigner la plupart des lieux de prière. Les autorités françaises (préfectures et mairies) restreignent son usage aux lieux gérés par une association. « Mosquée » peut donc désigner aussi bien un grand et noble bâtiment dédié qu’une minuscule épicerie transformée et aménagée par les fidèles.

(3) « Le rapport qui dérange sur la “ségrégation” des habitants de la Paillade », 24 mai 2013, www.montpellier-journal.fr

(4) La plupart des personnes rencontrées dans la rue ont demandé que leurs nom et prénom soient changés.

(5) « Montpellier Petit Bard : des parents disent “Non au ghetto, oui à la mixité” », 8 mai 2015, www.midilibre.fr

(6) Il y aurait entre quatre et cinq millions de personnes « de culture musulmane » en France. Selon une enquête de l’IFOP menée en 2011 pour le journal *La Croix*, 75 % d’entre elles se disent « croyantes », 41 % « croyantes et pratiquantes » (contre 16 % chez les catholiques), et 34 % « croyantes mais non pratiquantes » (57 % chez les catholiques).

Mosquée

La seconde catégorie comprenait principalement les membres de la très active Union des musulmans de l’Hérault (UMH), filiale de l’Union des organisations islamiques de France (UOIF). « *Nous avons l’argent pour acheter un local, nous avons les artisans pour entreprendre les travaux, mais la mairie nous a toujours refusé le permis de construire*, raconte M. Abdelkader El-Marraki, docteur en pharmacie et cheville ouvrière de l’UMH. *Il a fallu attendre le décès de Georges Frêche pour que la situation se débloque.* » A l’occasion du ramadan 2012, l’UMH a inauguré sa mosquée dans le quartier des Cévennes. Installée dans une ancienne supérette, elle se révèle rapidement insuffisante, malgré une capacité d’accueil de huit cents personnes. Aujourd’hui, la ville compte quatorze lieux de culte, la plupart dans les quartiers de la Paillade, du Petit Bard et des Cévennes. Tous si discrets que la plupart des Montpelliérains en ignorent l’existence. De taille modeste, ils sont loin de suffire à l’exercice de la foi dans des conditions décentes.

La situation est d’autant plus mauvaise que les associations gestionnaires de ces lieux se livrent à d’âpres combats aux motivations complexes, entre batailles d’ego et luttes financières. En 2014, M. Mohamed Khattabi, ancien imam à la mosquée Ibn-Rochd, démis de ses fonctions par M. Lhoussine Tahri, président de l’association qui gère le lieu, a ouvert la mosquée Aïcha. « *C’est bien simple*, se lamente M. Tahri, *depuis l’ouverture des mosquées des Cévennes et Aïcha, nous avons perdu la moitié de nos fidèles ! Comme nous vivons des dons, à ce rythme-là, nous n’allons plus pouvoir subvenir à nos besoins !* » Et cet ancien protégé de Frêche de poursuivre : « *La mairie n’aurait jamais*

CÉLINE ESCOLANO. – Pendant la prière du vendredi à la mosquée Averroès, à la Paillade, 2015.



* Journaliste.



les yeux.» Son voisin ajoute : «*Moi, pour les filles, je vais place de la Comédie.*» A la Paillade, pour s’embrasser, il y a le parc, et les jeunes se cachent derrière les buissons, tout au fond vers la rivière.

Tout le monde ici se conforme aux obligations visibles de l’islam. Si l’on peut acheter de l’alcool dans quelques boutiques, il n’existe aucun endroit pour boire une bière ou un rosé en terrasse. Aucun café, snack ou restaurant ne sert d’alcool, et tous baissent le rideau en journée pendant le mois de ramadan (7). «*Ah bon ? Vraiment ?*», s’étonne M. Hassan Moussaoui, 26 ans, étudiant en chirurgie dentaire, partisan d’un islam «*totale­ment intégré à la République*». «*Pourtant, le Coran dit qu’il ne doit y avoir nulle contrainte en religion. Les gens devraient avoir le droit de faire ce qu’ils veulent.*» Son ami, M. Marouan El Mokaddem, objecte : «*Les cafés pourraient ouvrir, mais ils n’auraient aucun client. Donc, économiquement, ce ne serait pas rentable.*»

En effet, à la Paillade ou au Petit Bard, nul n’imagine se montrer en train de boire ou de manger pendant ce mois sacré. «*C’est une question de respect*», répond-on en général. M. Madjid Abbou

admet cependant : «*La pression sociale est très lourde, tu ne peux pas faire ce que tu veux.*» Et il ajoute : «*Ici, c’est comme un village, tout le monde connaît tout le monde. Si tu fais un truc de travers, on va venir le raconter à tes parents, ça va déclencher des problèmes à n’en plus finir.*»

Une seule personne rencontrée, M^{me} Sarah El-Houria, Franco-Marocaine de 19 ans, admet ne pas jeûner pendant le ramadan. «*Je vous le dis à vous, parce que je suis honnête. Mais je ne vais pas le dire aux gens d’ici, je ne cherche pas les problèmes.*»

La ségrégation sociale, dénoncée lorsqu’il s’agit d’accès au logement ou au travail, semble finalement appréciée par beaucoup en ce qui concerne la pratique religieuse. Et le «*vivre ensemble*» qui préoccupe tant le directeur de cabinet du préfet correspond plutôt à un «*vivre séparé*» qui arrange tout le monde. «*Vous imaginez, si on venait avec nos djellabas et nos tapis faire la prière place de la Comédie ? Les gens seraient épouvantés, ils se mettraient à hurler !* pouffe M. Mohamed Hallami. *Tandis qu’ici, ils nous laissent faire ce qu’on veut...*»

Pratique identitaire pour les uns, moment de recentrage spirituel pour les autres, le ramadan est devenu pour les musulmans le marqueur d’attachement à leur islamité le plus important (8). C’est donc naturellement durant cette période que la vie musulmane est la plus visible en France. En ces soirées de la fin juin, à l’heure du *ftour* (la rupture du jeûne), vers 21 h 30, le Grand Mail est totalement désert. Tout le monde vit chez soi ce moment précieux de communion familiale. Puis le quartier s’anime à nouveau : hommes, femmes et enfants sortent parés de leurs plus belles djellabas.

«*Ici, c’est comme place de la Comédie, mais en version orientale*», s’esclaffe M. Faiçal Zergoun, chauffeur-livreur. Puis, reprenant son sérieux : «*Au centre-ville, on ne pourrait pas avoir cette ambiance.*» Dans le contexte d’une hostilité ressentie comme généralisée («*Nos sœurs, quand elles vont place de la Comédie avec leur foulard, elles se font insulter*», entend-on souvent), «*le quartier est à la fois un empêchement, une contrainte, mais aussi un abri chaleureux où l’on trouve de la réassurance, de la ressemblance, des formes de solidarité, où l’on sait que l’on va être admis et compris*», soulignent les sociologues Carlon et Dessis.

CÉLINE ESCOLANO.

– La quatrième des cinq tours des Tritons, partiellement détruite en mars 2012, dans le quartier de la Paillade, 2013

Ces soirs-là, plus encore que le reste de l’année, la place de la Comédie semble appartenir à un autre monde. «*Moi, c’est bien simple, je n’y vais presque jamais !* lance M. Rahim Tarzout d’un ton amer. *Je vis ici vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Pourquoi ? Parce que les Français ne nous acceptent pas. Oui, je dis bien “les Français”, et pourtant je suis né ici, j’ai la carte d’identité et tout. Mais, en France, un musulman qui veut vraiment pratiquer sa religion est mal vu.*» Assis sur le muret à côté de lui, M. Kamel Djouder ajoute : «*Chaque fois que je descends en ville, je me fais contrôler par la police. Alors je préfère éviter.*» Au Petit Bard, M. Ahmed El Kilani, informaticien de 33 ans, père de trois enfants, vit le même rejet : «*La Comédie ? Ce n’est pas pour moi ! Le 11 janvier, après les assassinats à Charlie Hebdo, c’est là-bas qu’il y avait la manifestation. Pourquoi j’y serais allé ? Toute l’année, ils me refusent et, le jour où ils ont besoin d’un Arabe, il faudrait que j’y aille ?*»

Juste lui, ses trois copains et les vapeurs de chicha

Il est 23 h 30, un soir de début juillet. La chaleur commence enfin à diminuer. M. Abdelmalek Ibtaleb, 25 ans, sans travail malgré un BTS en électrotechnique, vient d’achever sa prière à la mosquée du Petit Bard, le quartier où il est né et dans lequel il vit toujours, chez ses parents. Il attend le dernier tramway en direction de la place de la Comédie. «*Je vais retrouver des copains, on connaît un bar à chicha qu’on aime bien.*» Aucune fille ne fréquente ce bar ; on n’y sert aucun alcool. Juste lui, ses trois copains et les vapeurs de chicha. A 3 heures du matin, un ami le ramènera dans son quartier. Il mangera un morceau, passera à la mosquée pour prier, puis rentrera se coucher.

PIERRE DAUM.

(7) En 2015, le ramadan s’est déroulé du 18 juin au 17 juillet.

(8) 71 % des personnes «*de culture musulmane*» affirment respecter le jeûne du ramadan. «*Le ramadan en France, une “pratique identitaire et affective”*», *Le Monde*, 18 juin 2015.

contre mosquée

dû leur accorder un permis de construire. Nous, nous représentons un islam modéré, intégré à la République. Mais eux, vous ne savez pas ce qu’ils prêchent... Pourquoi croyez-vous que les jeunes partent en Syrie ?» En réalité, une seule personne, un converti, serait partie de Montpellier il y a deux ans. Selon M. Alain Genre-Jazelet, ancien militaire devenu délégué du préfet pour le quartier de la Mosson, «*il n’y a pas de problème de djihadisme sur ce territoire*».

« Je me fiche de ce que dit l’imam. J’y vais pour prier, c’est tout »

En face, on aime bien fustiger les «*faux musulmans*», qui «*revêtent les habits à la mode pour passer sur les plateaux de télévision*» (dixit M. Khattabi), ou encore «*ces soi-disant nouveaux penseurs de l’islam qui boivent et ne font pas leurs prières*» (M. El-Marraki). Cette vision manichéenne de l’islam (modéré/extrémiste), instrumentalisée par les élus montpelliérains dans leurs guerres intestines, conforte l’approche des représentants de l’Etat – et celle de nombreux journalistes. Dans son reportage «*A Montpellier, vingt-quatre heures de la vie d’un imam*» (25 mai 2015), l’envoyée spéciale de *Libération* considère ainsi M. Farid Darrouf, l’imam «*modéré*» de la mosquée Ibn-Rochd, comme situé «*aux avant-postes face à la montée du radicalisme religieux parmi les jeunes générations*».

Même s’il sait parfaitement que «*les djihadistes le deviennent chez eux, devant leur ordinateur, et non pas en écoutant les imams*», M. Frédéric Loiseau, directeur de cabinet du préfet de l’Hérault, prévient qu’il surveille les mosquées «*comme le lait sur le feu*». «*Nous vérifions que le discours dispensé soit parfaitement miscible avec les valeurs de la République.*» Sur quels points précis se posent des problèmes de «*miscibilité*» ? «*La nourriture des cantines scolaires, les horaires de piscine pour les femmes, la tenue à l’école, le voile, etc. Enfin, vous savez bien !*» Et de pointer en particulier l’UOIF, qui chercherait, «*à coups de décisions du Conseil d’Etat*», à «*tordre le service public pour l’adapter aux préceptes de l’islam*» (2).

«*Nous, tout ce qu’on demande, c’est d’être traités selon les lois françaises, comme tout le monde !* rétorque M. El-Marraki. *Le Conseil d’Etat, tous les Français ont le droit d’y avoir recours, non ? Où est le problème ?*» Pour Elias Ouejdide, 33 ans, enseignant-chercheur en économie et fils d’immigrés marocains de la Paillade, «*ces discours bien rodés des institutions cachent en fait un rejet inconscient d’une religion qu’on ne comprend pas, qu’on ne cherche pas à comprendre et qu’on considère comme étrangère*». Et d’ajouter : «*Il existe chez une partie des Français une peur de l’islam, exprimée ou refoulée, qu’il serait urgent de déconstruire. C’est cela, le vrai sujet.*»

Les fidèles assistent avec dépit aux querelles qui déchirent leurs dirigeants. Tous semblent résignés face à la mainmise de responsables d’association immuables, dont certains se comportent en despotes. «*En plus, ils appartiennent tous à la*

génération de nos pères, et, dans notre culture, on ne va pas contester son père», remarque M^{me} Fatima Zohra Ben Talib, enseignante de français en collège, dont les parents sont arrivés du Maroc en 1970. Pour les pratiquants, le choix de la mosquée est avant tout une question de proximité. «*Je vais à celle qui est en bas de chez moi*, déclare M. Nadir Hassine. *Je me fiche de qui la gère et de ce que dit l’imam. J’y vais pour prier, c’est tout.*» La plupart des imams s’expriment en arabe *fosha* (littéraire), difficilement compréhensible par les fidèles. Leurs discours restent souvent très moralisateurs. «*Ils nous prennent pour des gamins, soupire M. Kheira Manna, 28 ans, natif du Petit Bard. “Il ne faut pas faire ci”, “Il ne faut pas faire ça”. Franchement, les gens n’écoutent pas ce que dit l’imam.*»

D’où le succès de M. Khattabi, l’imam de la mosquée Aïcha, lieu de prière qu’il vient d’aménager, grâce à ses supporters, dans un vaste hangar, entre un immense garage de tramways et un centre de traitement des ordures. «*Khattabi, on a des raisons de le surveiller*», lâche d’un ton mystérieux M. Loiseau, refusant d’en dire plus. «*Lui, au moins, j’aime bien. Il parle des vrais problèmes, des sujets qui nous touchent : le racisme, la guerre en Syrie, la Palestine, etc.*», déclare M. Abdel Medaoui, 38 ans, éducateur sportif, qui l’a suivi d’Ibn-Rochd à Aïcha.

Chacun de ses prêches, prononcés en arabe marocain puis traduits intégralement en français, prend pour point de départ un passage du Coran et illustre une question d’actualité. A la mi-mai, par exemple, deux événements venaient de faire la «*une*» des médias. M. Robert Ménard, le maire de Béziers (apparenté Front national), affirmait avoir

recensé le nombre d’enfants «*musulmans*» scolarisés dans sa ville –pour constater qu’il y en avait trop. Quelques départements plus loin, M. Robert Chardon, maire UMP (Union pour un mouvement populaire) de Venelles, dans les Bouches-du-Rhône, demandait que l’on «*interdise l’islam en France*». Lors de son prêche, deux jours plus tard, M. Khattabi fustigeait «*les deux Robert*», les traitant de «*racistes*» et de «*connards*».

Et, s’adressant aux quelque cinq cents fidèles présents ce jour-là (le hangar était plein), dont une grande majorité de moins de 40 ans : «*On n’est pas des étrangers. On doit cesser de nous regarder comme des étrangers. Les musulmans, ça fait longtemps qu’ils sont en France et ils y resteront. La France est leur patrie. La France, c’est chez eux. Et je ne cesse de le dire à la jeunesse musulmane : retirez de votre esprit que vous êtes des étrangers ici ! C’est ce qu’ils veulent ! (...)* Quand on ne se sent pas étranger, on se bat pour ses droits (...). Nous devons former une force politique, électorale, sociale. C’est cela qui changera la donne. Et c’est cela qui va faire en sorte qu’ils vont nous reconnaître comme une réalité dans cette société» (3).

P. D.

(1) Cf. Lydie Fournier, *Le Fait musulman à Montpellier. Entre réalités sociologiques et enjeux politiques*, Dalloz, Paris, 2008.

(2) Il s’agit essentiellement de la question du foulard islamique. Depuis l’avis du Conseil d’Etat de 1989, puis la loi sur les signes religieux à l’école de 2004, plusieurs femmes ont porté plainte, souvent avec le soutien de l’UOIF.

(3) «*Hé les Roberts, on est français !* (réponse à Robert Chardon et Ménard)», YouTube.com, 15 mai 2015. M. Khattabi diffuse tous ses prêches sur Internet.



NATIONAL GEOGRAPHIC CREATIVE - WWW.DAVIDGUTTENFELDER.COM

Voyage sous bonne garde en Corée du Nord

Il a fallu deux ans pour obtenir un visa d'entrée en tant que journaliste en République populaire démocratique de Corée. Ce sésame ne signifie pas pour autant liberté de mouvement, ni même choix du programme, et encore moins discussions spontanées dans la rue. A quelques exceptions près, les autorités décident de ce que vous devez voir. Mais elles ne peuvent pas tout cacher...

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
MARTINE BULARD

UN CARREFOUR encombré, des voitures dans tous les sens, des coups de klaxon furieux... on se croirait à Paris ou à Milan. On est à Pyongyang, en République populaire démocratique de Corée (RPDC), en milieu d'après-midi. Le tumulte est provoqué par la Foire internationale du printemps, qui se déroule au parc des Trois-Révolutions. Dans un grand hall d'exposition, des centaines d'entreprises nord-coréennes et surtout étrangères vendent leurs produits au grand public : ordinateurs dernier cri et écrans plats de Hongkong ou du Japon, cosmétiques de Suisse, café de Malaisie, réfrigérateurs de Chine, moteurs pour pompes de Nouvelle-Zélande, chaussures nord-coréennes, sans oublier les produits vietnamiens, russes, etc. Même l'European Business Association est représentée. Dans un pays sous embargo international par décision de l'Organisation des Nations unies (ONU) (1), la performance n'est pas mince. Ce jour-là, il est extrêmement difficile de se frayer un chemin dans les travées, tant il y a de monde. « *C'est leur grand magasin* », résume la représentante d'une entreprise occidentale. Des familles entières, des femmes seules (en très grand nombre) ainsi que des jeunes, téléphone portable à l'oreille, sortent avec une multitude de paquets ; certains se reposent devant les petits kiosques qui vendent des brochettes grillées ou des glaces.

Le lieu, la foule, l'agitation témoignent de la fièvre de consommation d'une partie des habitants de la capitale. Incontestablement privilégiés – il faut payer en yuans, en euros, etc. –, ceux qui déambulent dans cette foire ne figurent pas non plus parmi les plus riches. Ceux-ci fréquentent des magasins plus huppés, comme il en existe une vingtaine dans la capitale, aux dires de plusieurs personnes rencontrées hors du pays. Pour mes deux anges gardiens, qui ne me quitteront pas d'une semelle tout au long de cette semaine en RPDC – ils servent à la fois de traducteurs et de guides (très) politiques –, ces boutiques de luxe n'existent pas. Pas plus que les marchés semi-officiels ou privés.

Quant aux habitants de Pyongyang plus modestes mais néanmoins argentés, ils peuvent faire leurs emplettes de produits coréens et importés

dans quelques supermarchés qui, peu nombreux, disposent cependant de tous les attributs du genre : Caddie, panier, caisse où l'on peut payer avec une carte de crédit. Ce dimanche, ce sont surtout le deuxième étage de ce supermarché et son énorme restaurant qui sont remplis de familles venues déjeuner dans une ambiance joyeuse.

La capitale n'est pas pour autant devenue un vaste espace de consommation. Loin s'en faut. Il suffit de se promener dans la rue ou dans le métro (une seule visite autorisée, avec un seul trajet entre deux stations) pour constater la présence d'hommes et de femmes pauvrement vêtus, portant parfois de lourdes charges. La majorité des personnes croisées ne respire pas la grande prospérité. Et que dire des jeunes soldats omniprésents dans la ville – sans agressivité aucune – et souvent occupés sur les chantiers ? « *La vocation de l'armée n'est pas seulement de défendre le pays, mais aussi de participer à sa construction* », explique l'un de mes gardes du corps. Très pratique, car cette main-d'œuvre ne coûte pas grand-chose.

Mot d'ordre actuel de Kim Jong-un : « Speed Pyongyang »

Politiquement, le régime campe sur ses certitudes, si hallucinantes soient-elles. Le peuple apparaît guidé par des demi-dieux, des dirigeants d'une clairvoyance absolue, objets d'une vénération sans bornes : Kim Il-sung, le fondateur, qui a bouté dehors les occupants japonais, puis les Américains, avant de devenir « président pour l'éternité » ; son fils Kim Jong-il, qui a consolidé l'armée et doté le pays de capacités nucléaires ; et enfin le petit dernier, M. Kim Jong-un, 32 ans, qui entend moderniser le pays. Monument, piscine, école : pas un édifice public où ne figure le portrait de l'une, au moins, de ces trois sommités, devant lequel chacun s'incline comme on se signe à l'église. Selon les tables de la loi locale, la Corée du Nord possède le meilleur système politique et social du monde,

NATIONAL GEOGRAPHIC CREATIVE - WWW.DAVIDGUTTENFELDER.COM



protégeant ses citoyens d'un impérialisme agressif et d'un capitalisme ravageur. Quiconque en doute est envoyé en stage de rééducation – « *l'école du cerveau* », plaisantent certains sous cape – ou dans des camps, ou encore passé par les armes.

Il reste que les conditions de vie matérielles se sont améliorées et que la capitale se transforme. « *Il y a dix ans, témoigne un voyageur vietnamien venu repérer de nouvelles destinations, tout était gris, pratiquement sans aucune voiture. Aujourd'hui, la couleur est partout.* » Dans les vêtements des femmes (2). Dans les immeubles aussi : une forêt de tours de trente ou quarante étages – certaines classiques, d'autres bleues tout en rondeur, d'autres encore, vert et ocre, en forme de pinceau – contraste avec les bâtiments austères et massifs des années 1950, construits dans le plus pur style soviétique.

Les bords du Taedong, le fleuve qui traverse la capitale, foisonnent de chantiers : agrandissement de l'université Kim Chek (université de pointe pour les sciences et les nouvelles technologies), aménagement des berges pour le tourisme. Une volonté incontestable de modernisation, conformément au mot d'ordre actuel de M. Kim Jong-un : « *Speed Pyongyang* ». Il faut « *rendre visible le haut niveau de civilisation que nous voulons pour Pyongyang* », rapporte le *Pyongyang Times* (16 mai 2015). Pas seulement pour en changer l'image, mais aussi pour former la nouvelle élite. Un passage à la bibliothèque de l'université Kim Il-sung, puis à Kim Chek, permet de voir plusieurs salles remplies d'ordinateurs, tous connectés à l'intranet local – assez rapide et performant, selon plusieurs interlocuteurs. Les étudiants de master ont accès à la Toile mondiale sous certaines conditions, car, souligne le chaperon de la jeune fille qui nous fait les honneurs de Kim Chek, « *il y a aussi de très mauvaises choses sur Internet* ». Les sites visités par les étudiants comme par les professeurs sont dûment répertoriés. Difficile de savoir où commence et où s'arrête le contrôle. Il est certain, en revanche, qu'aucun étudiant ne possède d'adresse de courriel pour l'extérieur.

Les professeurs de ces établissements de prestige apparaissent fort choyés. En témoigne l'immeuble en construction sur les rives du Taedong, donnant sur une magnifique avenue, où ils seront logés gratuitement. Une vieille tradition, si l'on en croit la femme qui nous ouvre la porte de son appartement des années 1990. Ce couple, auquel nous rendons une visite dûment préparée par mes anges gardiens, n'a rien d'ordinaire : mari professeur à l'université Kim Il-sung, beau-père architecte ayant travaillé avec le « président pour l'éternité ». Le vaste logement – sept pièces, deux salles de bains – est parfaitement conçu. La maîtresse de maison souligne que les meubles leur ont été donnés « *par le grand leader Kim Jong-il* », comme à tous leurs voisins de ces deux tours jumelles d'une quarantaine d'étages. Il ne lui semble pas aberrant qu'elle n'ait rien pu choisir et que l'uniformité soit la règle. En sera-t-il de même pour les prochaines générations, celles que l'on voit aujourd'hui habillées de vêtements colorés et diversifiés ?

Il faut noter que si ces cadres – actuels et futurs – bénéficient d'avantages réels, l'éducation de base, dans la plus pure tradition des pays se réclamant du communisme, n'est pas négligée. Sans doute les enfants étudient-ils tout ce qu'il faut savoir sur la dynastie Kim, ses multiples bienfaits et les horreurs de l'impérialisme américain, mais ils apprennent aussi à lire et à écrire : 99 % des hommes et des femmes sont alphabétisés, selon les statistiques de l'annuaire de la Central Intelligence Agency (CIA), peu suspecte de sympathies pro-nord-coréennes (3). Un résultat remarquable pour un pays en développement.

Dans les campagnes, les paysans travaillent encore à la main

Patinoire, théâtres, centre équestre, parc aquatique équipé de gigantesques toboggans où les Coréens déboulent par dizaines avec leur unité de travail pour s'amuser le dimanche, parcs d'attractions avec autos tamponneuses, montagnes russes et jeux vidéo ont fait leur apparition : la ville doit aussi être joyeuse. En banlieue, et plus encore à la campagne, ce n'est pas la même musique. Aucune donnée statistique, aucune rencontre ; seulement des impressions lors d'une traversée d'ouest en est, entre Pyongyang et Wonsan, sur la mer de l'Est : cent soixante kilomètres et près de trois heures de voiture, une épreuve pour le dos, un bonheur pour les yeux. La route étant faite de plaques de ciment plus ou moins jointes, soumises à une grande amplitude de température (plus de 30 degrés l'été et jusqu'à -20 l'hiver) et donc truffée de nids-de-poule, il est impossible d'aller vite, ce qui laisse le temps de voir les rizières, les champs de céréales et les villages.

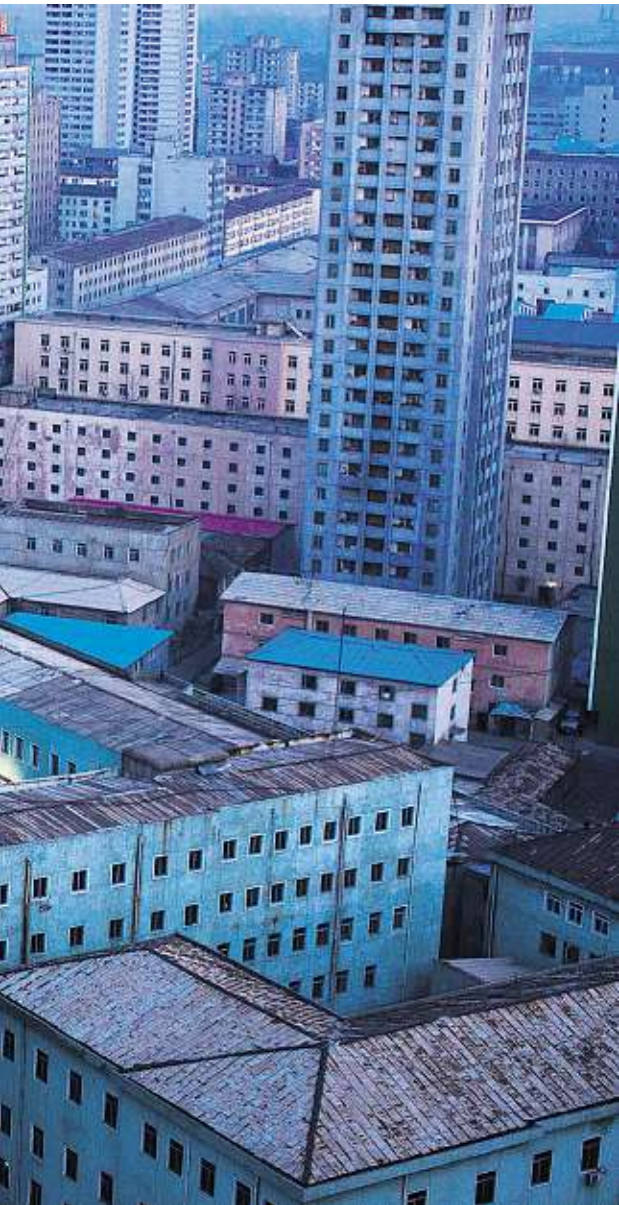
Nous sommes en pleine saison de repiquage du riz et de labourage des terres. Malgré l'étendue des parcelles, les paysans travaillent le plus souvent à la main, avec des instruments de fortune : des bèches, des sortes de serfouettes. Parfois, une charrue est tirée par un bœuf efflanqué ou, plus exceptionnellement encore, par un petit tracteur. Régulièrement, au milieu des champs, on aperçoit des taches de couleur : ce sont les étudiants qui ont quitté leur lycée ou leur université pour venir replanter le riz ou semer les céréales (blé, maïs) pendant dix à quinze jours. Rendez-vous obligatoire deux fois par an, lors des semailles et des plantations, puis des récoltes. On voit également une flopée de petits drapeaux rouges : ceux de dizaines

(1) Le boycott des Etats-Unis est complet depuis la guerre de Corée (1950-1953) ; un embargo du Conseil de sécurité de l'ONU a été décidé à l'unanimité (Chine comprise), et renforcé à chaque étape, après les essais nucléaires de 2006, 2009 et 2013.

(2) Lire Philippe Pons, « Les Nord-Coréennes réveillent le « royaume ermite » », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.

(3) Estimation 2014. *The World Factbook*, CIA, Washington, DC, www.cia.gov

Les images qui accompagnent cet article sont tirées de la série « Life in the Cult of Kim » (Vivre dans le culte de Kim), 2015, de David Guttenfelder.



de soldats qui sont, eux aussi, de la partie. Certains tout au long de l'année.

Depuis mai 2012, les paysans disposent de leurs propres lopins de terre. Ils sont autorisés à gérer eux-mêmes, par petites unités de quatre ou cinq, une partie des champs, et même à vendre les produits ainsi obtenus. Combinée à une arrivée de fertilisants et à une légère amélioration des méthodes de culture (4), cette réforme a permis d'accroître les récoltes. La famine a disparu, aux dires des organisations non gouvernementales (ONG) sur place (5) et du Programme alimentaire mondial. Toutefois, selon un rapport de l'ONU publié en mars 2013, près de trois Coréens sur dix (27,9 %) souffrent toujours de malnutrition chronique.

Sur le chemin du retour, notre voiture tombe en panne à l'entrée d'un village légèrement en retrait de la route. Nous sommes à quarante kilomètres de Pyongyang. Avant qu'on vienne nous chercher, nous avons largement le temps de traverser le pont et d'aller à pied jusqu'aux premières maisons. Cette simple idée affole mes anges gardiens, qui avancent tous les arguments du monde pour éviter cette balade rurale. Leurs collègues et eux ont parfaitement compris que le mot « interdiction » avait un effet dévastateur sur l'image de leur pays. Alors, ils essaient plus ou moins naïvement de fournir une explication : la sécurité, le manque d'intérêt de l'endroit, l'éventuelle hostilité des paysans à l'égard des étrangers... Mes accompagnateurs ne sont pas des apparatchiks obtus ; ils font de leur mieux pour répondre à mes demandes et appliquent les consignes avec le plus de souplesse possible. Sans toutefois dévier de leur règle d'or : rien n'est interdit, mais tout ce qui n'est pas dans le programme est prohibé.

Dans le cas présent, c'est d'autant plus absurde que les maisons du village que l'on voit de la route sont plutôt attrayantes ; il y a même un bâtiment très cossu, fraîchement repeint – une salle de réunions publiques ? Les Coréens qui passent en cette fin d'après-midi, chargés de sacs plus ou moins lourds, à pied ou à vélo, ont l'air harassés et pauvres. Mais qui penserait que la campagne, même aux alentours de la capitale, est riche ?

Tant qu'à quitter Pyongyang, mes anges gardiens préfèrent me faire apprécier la très chic station de ski du mont Masik (1 528 mètres), construite par l'armée et ouverte en décembre 2013. Une vue à couper le souffle, et des équipements comme on en trouve en Occident : trois télésièges, bientôt un quatrième, dix pistes sur un champ skiable de 1 400 hectares, un café-restaurant au sommet et en bas un hôtel « super-luxe » : cent vingt chambres avec piscine, sauna, salle de fitness, salon de coiffure, dancing, karaoké, salle de jeux, bientôt un golf, et même Internet dans les chambres. Du haut de gamme, construit uniquement « avec nos propres forces », assure M. Ri Su-bom, le responsable, « en raison du boycott américain » qui empêche les entreprises occidentales de coopérer. Le jour de notre

passage, deux techniciens étrangers, respectivement allemand et chinois, étaient tout de même présents pour la maintenance des ascenseurs.

Le prix d'une nuit peut atteindre 220 dollars (200 euros), ce qui représente peu pour de telles prestations, mais reste inaccessible à la grande majorité des Nord-Coréens – le produit intérieur brut par habitant atteint tout juste 135 euros par mois. Hors de portée, également, la pratique du ski, puisqu'il faut dépenser 28 dollars pour la location de l'équipement et les remonte-pentes. Pas très démocratique pour un pays qui prône l'égalité totale. Mais c'est pour la bonne cause : rapporter des devises en visant la clientèle étrangère.

Le nouveau cap économique a d'ailleurs été fixé le 30 mai 2014, lors d'un comité central du Parti des travailleurs dirigé par M. Kim : réduire (légèrement) le contrôle de l'Etat, laisser faire les entreprises semi-officielles qui mettent de l'huile dans les rouages et des marchandises dans les magasins, étendre les zones économiques spéciales (ZES) ouvertes au marché et aux entreprises étrangères. Connues sous le nom de « mesures du 30 mai », les décisions peinent à se traduire en actes. Mais « notre détermination est totale », affirme M. Ri Chol Sok, vice-président de l'Association pour le développement économique de la Corée, créée par le ministère des affaires économiques étrangères. Comme tous les officiels rencontrés, il se déplace jusqu'à notre hôtel.

M. Ri Chol Sok, qui cherche à convaincre, ne manie pas la langue de bois. « Nous avons tiré les leçons de nos propres expériences et de nos erreurs, ainsi que des expériences des pays étrangers. Nous voulons créer un environnement favorable pour que les investisseurs bénéficient des meilleures conditions, pour qu'ils puissent travailler sans entraves et en tirer profit. » Vingt-six zones ont été établies. La liste des investissements souhaités n'est pas encore bouclée, mais elle inclut d'ores et déjà le tourisme, l'électronique grand public, la mécanique et les industries agroalimentaires. Précision utile, les taxes et impôts sur le bénéfice net seront réduits.

« C'est la première fois que l'on crée de telles zones, et nous manquons de personnel expérimenté, reconnaît M. Ri Chol Sok. C'est pourquoi nous avons mis en place des formations pour comprendre et apprendre à gérer les ZES. L'an dernier, nous avons ouvert un département d'économie sur ces questions à l'université Kim Il-sung, afin de nous initier à la culture du management et de l'entreprise. » Conférences, séminaires avec des partenaires étrangers, voyages d'études dans d'autres pays se multiplient. En janvier 2013, la visite du président de Google, M. Eric Schmidt, a défrayé la chronique.

Un pont suspendu qui débouche... sur un terrain vague

M. Ri Chol Sok admet que la partie n'est pas gagnée. Aux difficultés des premières expériences s'ajoute la « très mauvaise image de notre pays » à l'étranger, qu'il attribue à la seule campagne hostile des Etats-Unis. Ne figurent évidemment pas au tableau les essais nucléaires et les tests de missiles, les déclarations tonitruantes du grand leader et son rejet de tout dialogue – dont témoigne son refus d'autoriser la visite à Kaesong, ville proche de la frontière avec la Corée du Sud, du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon le 21 mai dernier –, ni la répression, dénoncée en février 2014 dans un accablant rapport de la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

La riposte occidentale – l'embargo – n'est pas de nature à changer la donne. Sa principale conséquence est, au contraire, de resserrer les rangs autour du dirigeant suprême, qui se forge ainsi une image de protecteur du peuple. De même, il faut ignorer les réalités de l'histoire et le traumatisme causé par le déluge de bombes subi pendant l'affrontement avec le Sud (6) pour ne pas comprendre que le déploiement des armées américaine et sud-coréenne (vingt-sept mille militaires) tout près de la frontière, lors d'exercices annuels simulant un débarquement, puisse susciter des réactions inconsidérées. Comparant le sort de l'Irak et celui de l'Iran, M. Kim et son entourage sont persuadés que seule la menace d'acquiescer l'arme nucléaire a préservé Téhéran d'une intervention armée. Ils y voient donc une assurance tous risques pour leur pays. « Il y a autant de provocations au Nord qu'au Sud. Les Américains poussent à la faute », commente un diplomate occidental en poste à Pyongyang. Il regrette la période du rapprochement intercoréen, la « politique du rayon de soleil » (Sunshine Policy) lancée par le président sud-coréen Kim Dae-jung et poursuivie par son successeur Roh Moo-hyun entre 1998 et 2007. Rappelons que la France est le seul pays européen (avec l'Estonie) à ne pas avoir reconnu la RPDC et à ne pas y disposer d'une ambassade.

Pour l'heure, seuls sont présents les investisseurs chinois (les plus nombreux et les moins aimés), sud-

coréens (dans la zone de Kaesong) et égyptiens (Orascom, dans la téléphonie mobile). Ce faible nombre s'explique par l'embargo, mais aussi par la bureaucratie et par les hésitations des dirigeants nord-coréens. Ainsi, le projet de ZES à Sinuiju, sur la rive du fleuve Yalu, qui marque la frontière avec la Chine, juste en face du port de Dandong, semble au point mort. Le superbe pont suspendu construit par Pékin et achevé depuis près d'un an débouche côté coréen sur... un immense terrain vague.

Contre toute attente, mes accompagnateurs m'ont laissée seule durant les neuf heures de train entre Pyongyang et Dandong (Chine). Sans trop de risques, à vrai dire : les voyageurs ne parlent pas d'autre langue que le coréen pour la plupart, ou se montrent peu bavards avec les étrangers. Seul un homme d'affaires de Shanghai, élégant, volubile, engage la conversation lors des deux heures d'arrêt au poste-frontière de Sinuiju. Il confie exercer la profession assez singulière de labor exporter (exportateur de main-d'œuvre). Il négocie – « pas directement avec le pouvoir, mais avec des organismes qui en dépendent » – des contrats de travail en Chine pour des travailleurs nord-coréens qui, visiblement, voyagent dans le compartiment voisin. Où vont-ils ? Comment sont-ils payés ? Impossible d'en savoir plus. L'homme finit par retourner dans sa voiture de première classe.

La ville-port de Dandong a des allures de mini-Hongkong. Elle n'en révèle pas moins bien des aspects secrets d'une société nord-coréenne en plein mouvement, car s'y retrouvent les commerçants des deux côtés du fleuve. Accueillant les voyageurs à la sortie de la gare, l'immense statue de Mao Zedong, le doigt pointé vers l'avenir, reste imposante, même entourée d'immeubles qui ont poussé comme des champignons. Dandong n'a pas échappé à la fièvre immobilière qui a saisi toute la Chine ces dernières années. Des quartiers entiers de résidences de luxe, magnifiquement situées sur les bords du Yalu (Amnok en coréen), semblent vides, aussi inutiles que le pont suspendu. Le nouveau port de l'Est, qui déborde d'activité, ne travaille pas qu'avec la RPDC ; mais Dandong n'en concentre pas moins tous ceux qui négocient avec Pyongyang.

Patron chinois d'une petite usine d'assemblage de minibus dans la banlieue de la capitale nord-coréenne, M. Wang Yuangang est de ceux-là. En 2010, il s'est associé à une société de Pyongyang pour créer une joint-venture qu'il détient à 54 %. Tout en préparant le thé selon le rite traditionnel, il explique : « Avec les transports qui se développent, on s'est dit qu'il y avait un bon marché. Les ouvriers sont disciplinés et ils restent à leur poste – pas comme les ouvriers chinois, qui changent d'usine comme ils veulent. » Ils sont payés « l'équivalent de 30 euros par mois, plus 7 euros d'assurances », pour huit heures de travail, six jours par semaine. Près de dix fois moins qu'un ouvrier chinois dans l'usine Huanghai, l'un des fabricants de Dandong, dont il achète les pièces détachées pour son usine nord-coréenne. Il faut, précise le petit patron, ajouter la distribution obligatoire de nourriture (riz, huile de cuisine...). L'affaire est rentable, même si, à travers son récit, on comprend que cette coopération, « saluée par Kim Jong-un », n'est pas un long fleuve tranquille. Pour l'heure, il cherche des partenaires pour s'agrandir, mais les candidats semblent rares. On apprendra au passage qu'il sert de porteur d'affaires pour des sociétés étrangères censées ne pas travailler avec Pyongyang en raison du boycott.

Ce sont surtout les sociétés d'import-export qui ont pignon sur rue. Ici se rencontrent les affairistes de tout poil : des officiels nord-coréens installés à Dandong, qui négocient tout en surveillant leur petit monde, et notamment les jeunes femmes qui travaillent comme serveuses dans les restaurants ; des Sino-Coréens ayant plus ou moins pactisé avec les premiers, et qui ont l'avantage de parler leur

langue ; de petits commerçants chinois prêts à tout pour atteindre ce marché jugé prometteur.

La patronne d'une société d'import-export demande à garder l'anonymat : « Ils sont sensibles, là-bas, et se vexent vite », lance-t-elle en pointant son doigt en direction de la RPDC. En affaires avec celle-ci depuis vingt ans, elle estime que tout a changé ces dernières années : « Avant, ce n'était pas facile, mais il y avait un seul donneur d'ordres. Il était fiable, même si parfois il disparaissait [mort ou tombé en disgrâce]. Aujourd'hui, c'est plus confus. Il arrive de plus en plus fréquemment que certains refusent de payer une fois livrés, ou réclament des délais de paiement invraisemblables. » Elle affirme avoir accumulé une ardoise de 70 millions d'euros et demeure convaincue que l'argent part dans les poches des dirigeants politiques comme des hommes d'affaires : une corruption à grande échelle. Invérifiable, évidemment.

Trafics en tout genre sur les rives du fleuve Yalu

Ce qui est sûr, c'est que les traficotages existent à tous les niveaux. Pour obtenir des visas rapidement, les agences paient douaniers et policiers. Là où le fleuve Yalu se resserre, les soldats et les paysans nord-coréens améliorent leur quotidien en faisant de petites affaires. A une quinzaine de kilomètres du centre de Dandong, sur la Bin Jiang Dong Lu (la route du littoral), s'est ainsi improvisé un port avec deux ou trois bateaux, quelques arpentés de quai cimenté, de petits kiosques. Pour 100 yuans (15 euros), les Chinois ou les touristes peuvent se rendre sur le sol nord-coréen, où les militaires leur vendent des œufs frais des fermes environnantes, des cigarettes, de l'alcool et des souvenirs officiels (monnaie coréenne, timbres...) comme on en voit à Pyongyang. On trouve les mêmes babioles sur le quai, le frisson en moins. Les commerçants versent un pourcentage de leurs ventes aux militaires nord-coréens qui trafiquent et aux militaires chinois qui laissent faire, « à parts égales », précise une vendeuse.

Tout le monde ferme les yeux. En Chine, où la corruption est un sport national malgré la campagne du président Xi Jinping, ces pratiques n'ont rien d'étonnant. En RPDC, le jeu de ces militaires de base et de leurs supérieurs permet à l'armée de vivre un peu mieux et sert de soupape.

Une preuve de plus que l'argent – sujet tabou à Pyongyang – s'immisce dans la vie quotidienne. Une « classe marchande » est en train de se constituer, estime Andreï Lankov, professeur à l'université Kookmin de Séoul et grand spécialiste de la Corée du Nord : « Elle va de plus en plus affirmer ses propres intérêts politiques, qui, en dépit des clichés, ne contredisent pas nécessairement ceux du gouvernement et de la vieille nomenklatura du parti-Etat (7). » En pleine mutation économique sous une chape de plomb politique, la RPDC ne ressemble pas aux caricatures souvent véhiculées en Occident, et encore moins à la vision d'une société sans classes que tentent de donner les officiels nord-coréens.

MARTINE BULARD.

(4) Cf. Romain Mielcarek, « La Corée du Nord en guerre contre la famine », Radio France Internationale, 16 avril 2013.

(5) Plusieurs ONG interviennent en Corée du Nord, souvent avec beaucoup de difficulté. Parmi elles, Triangle génération humanitaire, qui travaille sur l'accès à l'eau potable, Première urgence-Aide médicale internationale, la Fédération mondiale des sourds, etc.

(6) Lire Bruce Cumings, « Mémoires de feu en Corée du Nord », Le Monde diplomatique, décembre 2004.

(7) Andreï Lankov, « News media keeps missing the point on North Korea », NK News, Séoul, 7 avril 2015.



LE RÉVÉLATEUR GREC

La crise grecque dévoile le fonctionnement de l'Union européenne, comme en témoigne ici l'ancien ministre des finances grec Yanis Varoufakis (*pages 1, 18 et 19*). Elle a mis au jour la distance qui s'est créée avec les ambitions formulées par les pères fondateurs – démocratie, solidarité et prospérité. Elle a également consacré

la victoire d'une idéologie venue d'Allemagne, l'ordo-libéralisme (*pages 20 et 21*). Aux paris perdus du premier ministre grec Alexis Tsipras a répondu l'aveuglement historique de l'Union, qui se montre désormais ouvertement hostile à toute perspective progressiste en son sein (*pages 1, 17, 18 et 19*).

L'Europe dont nous ne voulons plus

PAR SERGE HALIMI

(Suite de la première page.)

A priori, les rapports entre des nations membres de la même union, qui se retrouvent dans les mêmes institutions, contribuent à l'élection du même Parlement, disposent de la même monnaie ne devraient pas permettre ce type de machination. Pourtant, assurés de leur supériorité écrasante, tous les Etats de l'Eurogroupe, Allemagne en tête, ont imposé à une Grèce affaiblie un diktat qui, chacun l'admet, aggravera la plupart de ses problèmes. L'épisode éclaire la profondeur de la malfaçon européenne (1).

En janvier dernier, quand Syriza remporte les élections, ce parti de gauche a raison sur (presque) toute la ligne. Raison de lier l'effondrement de l'économie grecque à la purge administrée depuis cinq ans au pays tantôt par les socialistes, tantôt par la droite. Raison de plaider qu'aucun Etat au secteur productif disloqué ne saurait escompter son rétablissement s'il doit consacrer des sommes croissantes au remboursement de ses créanciers. Raison de rappeler qu'en démocratie la souveraineté appartient au peuple et que celui-ci s'en trouverait dépossédé si la même politique lui était imposée quoi qu'il décide.

A QUOI BON PLAIDER SON DOSSIER DEVANT UN PELOTON D'EXÉCUTION ?

Trois cartes imbattables, mais à condition de les jouer entre gens de bonne compagnie. Dans les conseils européens, ces atouts se sont retournés contre leurs détenteurs, assimilés à des marxistes méridionaux, décalés de la réalité au point d'oser mettre en cause des postulats économiques issus de l'idéologie allemande (*lire l'article de François Denord, Rachel Knaebel et Pierre Rimbart, pages 20 et 21*). Les armes de la raison et de la conviction sont impuissantes dans un cas pareil. A quoi bon plaider son dossier devant un peloton d'exécution ? Lors des mois de « négociations » auxquels il a participé, le ministre des finances grec Yanis Varoufakis a observé que ses homologues européens le regardaient fixement et semblaient lui répliquer : « Vous avez raison dans ce que vous dites, mais nous vous écraserons quand même (2) » (*lire son témoignage pages 1, 18 et 19*).

Toutefois, le succès au moins provisoire du projet allemand de relégation de la Grèce au rang de protectorat de l'Eurogroupe s'explique aussi par l'échec des paris, trop optimistes, engagés dès le départ à Athènes par la majorité de gauche qui espérait changer l'Europe (3). Pari que les dirigeants français et italien l'aideraient à surmonter les tabous monétaristes de la droite allemande. Pari que les peuples européens, accablés par les politiques d'austérité qu'ils subissaient eux-mêmes, feraient pression sur leurs gouvernements pour qu'ils relaient la réorientation keynésienne dont la Grèce s'imaginait être l'éclaireur sur le Vieux Continent. Pari que ce tournant serait envisageable à l'intérieur de la zone euro, au point même qu'aucune solution de repli ne fut envisagée ni préparée. Pari, enfin, que la suggestion intermittente d'une « option russe » contiendrait, pour des raisons géopolitiques, les tentations punitives de l'Allemagne et



PHOTO : PARIS PARISS - TSATSI PROJECTS - ARTFORUM - GRÈCE

ARIS STOIDIS. – « Farewell » (Adieu), de la série « Human Behavior » (Comportement humain), 2015

amènerait les Etats-Unis à retenir le bras vengeur de Berlin. A aucun moment un seul de ces paris n'a semblé en voie d'être remporté. Hélas, on ne combat pas un char d'assaut avec des violettes et une sarbacane.

Coupables de leur innocence, les dirigeants grecs ont pensé que les créanciers du pays seraient sensibles au choix démocratique du peuple grec, de sa jeunesse en particulier. Les élections législatives du 25 janvier dernier d'abord, le référendum du 5 juillet ensuite provoquèrent au contraire la stupéfaction outragée de Berlin et de ses alliés. Ils n'eurent plus qu'un but : châtier les rebelles et ceux que leur vaillance aurait pu inspirer. La capitulation ne suffisant plus, elle devrait s'accompagner d'excuses (Athènes a admis que ses choix économiques avaient provoqué une rupture de confiance avec ses partenaires) doublées de réparations : des actifs publics privatisables d'une valeur égale au quart du produit national grec seront gagés pour le compte des créanciers. Grâce au soutien décidément inestimable de M. François Hollande, la Grèce a simplement obtenu que ces gages ne soient pas transférés au Luxembourg. Chacun se prétend soulagé : la Grèce paiera.

« L'Allemagne paiera. » La formule, soufflée à Georges Clemenceau par son ministre des finances Louis Klotz à la fin de la Grande Guerre, était devenue le talisman des épargnants français qui avaient prêté au Trésor pendant la mêlée sanglante. Confiants, car ils se souvenaient qu'en 1870 la France avait réglé l'intégralité du tribut exigé par Bismarck, pourtant supérieur à ce que la guerre avait coûté aux Allemands. Ce précédent inspira le président du conseil Raymond Poincaré lorsque, las de ne pas recevoir le versement des réparations prévues par le traité de Versailles (4), il décida en janvier 1923 de se servir en occupant la Ruhr.

L'économiste britannique John Maynard Keynes avait compris d'emblée la vanité d'une telle politique d'humiliation et de prise de gages : si l'Allemagne, comme aujourd'hui la Grèce, ne payait pas, c'est qu'elle ne le pouvait pas. Seuls les surplus éventuels de sa balance commerciale auraient pu venir à bout de sa gigantesque créance. Or la France refusait alors la résurrection économique de sa rivale, laquelle lui aurait permis de « payer », mais peut-être aussi de financer son armée, au risque d'ouvrir la perspective d'une troisième manche meurtrière. Le succès économique de la gauche grecque n'aurait pas eu, bien sûr, des conséquences humaines aussi dramatiques pour les peuples européens. Mais il aurait flanqué par terre la justification des politiques austéritaires de leurs dirigeants...

PUNIR ATHÈNES COÛTERA ENCORE PLUS CHER AUX AUTRES EUROPÉENS

Un an environ après sa prise de gages, Poincaré dut augmenter les impôts de 20 % afin de financer les frais de l'occupation de la Ruhr. Pour un dirigeant de droite anti-impôts qui n'avait cessé de claironner que l'Allemagne paierait, le paradoxe apparut cruel. Poincaré perdit les élections ; son successeur évacua la Ruhr. Nul n' imagine encore des conséquences de cet ordre dans un des pays européens qui viennent d'étrangler la Grèce afin qu'elle règle les échéances d'une dette dont même le Fonds monétaire international (FMI) reconnaît qu'elle est « totalement non viable ».

Toutefois, leur acharnement punitif a déjà obligé les pays de l'Eurogroupe à engager en juillet trois fois plus d'argent (86 milliards d'euros) qu'il n'aurait été nécessaire si la somme avait été débloquée cinq mois plus tôt, puisque, entre-temps, l'économie grecque s'est écroulée faute de liquidités (5). La rigueur du ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble coûtera donc presque aussi cher que celle de Poincaré, avec qui il partage la conviction que durcir une politique qui a échoué inversera forcément son résultat. L'interminable humiliation d'Athènes aura néanmoins valeur d'exemple pour les prochains récalcitrants – Madrid ? Rome ? Paris ? Elle leur rappellera le « théorème de Juncker », formulé par le président de la Commission européenne quatre jours seulement après la victoire législative de la gauche grecque : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens (6). »

Quand dix-neuf rêves s'y côtoient, un même lit ne devient-il pas trop étroit ? Imposer en quelques années la même monnaie à des peuples qui n'ont ni la même histoire, ni la même culture politique, ni le même niveau de vie, ni les mêmes amis, ni la même langue a constitué une entreprise quasiment impériale. Comment un Etat peut-il encore concevoir une politique économique et sociale soumise à débat et à arbitrages démocratiques si tous les mécanismes de réglage monétaire lui échappent ? Et comment imaginer que des peuples qui parfois ne se connaissent pas acceptent une solidarité comparable à celle qui lie aujourd'hui la Floride et le Montana ? Tout reposait sur une hypothèse : le fédéralisme à marche forcée devait rapprocher les nations européennes. Quinze ans après la naissance de l'euro, l'animosité est à son comble.

(Lire la suite page 18.)

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 1, 18 ET 19 : « Leur seul objectif était de nous humilier », par **Yanis Varoufakis**.

Exil, par **Angélique Ionatos**.

« Le système a absorbé le virus », par **Renaud Lambert**.

PAGES 20 ET 21 : L'ordolibéralisme allemand, cage de fer pour le Vieux Continent, par **François Denord, Rachel Knaebel et Pierre Rimbart**.

(1) Lire Frédéric Lordon, *La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2014.

(2) *New Statesman*, Londres, 13 juillet 2015.

(3) Lire « La gauche grecque peut-elle changer l'Europe ? », *Le Monde diplomatique*, février 2015.

(4) Lire « A Versailles, la guerre a perdu la paix », *Manuel d'histoire critique*, éditions Le Monde diplomatique, Paris, 2014.

(5) Gabriele Steinhauser, Viktoria Dendrinon et Matthew Dalton, « Europe reaches rescue deal for Greece », *The Wall Street Journal*, New York, 14 juillet 2015.

(6) *Le Figaro*, Paris, 29 janvier 2015.



ARIS STOIDIS. – « Main avec allumette », 2013

Exil

PAR ANGÉLIQUE IONATOS *

LES POÈTES sont en exil. Dans notre monde soumis à une nouvelle barbarie, celle de la ploutocratie, il faut les interroger pour retrouver la mémoire et l’utopie tout à la fois. Ce sont eux qui veillent sur notre humanité.

Ma « *belle et étrange patrie* (1) », qui a déposé une terre si fertile sur mes racines, m’a enseigné que la poésie depuis toujours nourrit le chant. Et ce chant peut devenir un cri.

C’est le hasard qui nous fait naître dans un pays plutôt que dans un autre. Et c’est l’exil qui nous fait prendre conscience de notre identité culturelle.

Je n’ai pas choisi l’exil ; je l’ai subi et j’en ai souffert. Pour m’intégrer – donc pour survivre – sur la terre « d’accueil », il m’a fallu pour quelque temps renoncer à mon identité. Et, pour commencer, il fallait apprendre la langue étrangère, sinon on n’existe pas.

Notre monde occidental est, à tort ou à raison, logocentrique. Il s’installe donc une distance (physique et mentale) entre nous, expatriés, et notre pays d’origine. C’est précisément cette distance qui nous dispensera au fil du temps des richesses insoupçonnées. Entre autres, celle de la redécouverte de notre patrie.

Ce qui m’a aidée à supporter l’exil lorsqu’il devenait trop lourd, ce fut la poésie. « *Grecque me fut donnée ma langue, humble ma maison sur les sables d’Homère. Unique souci ma langue sur les sables d’Homère* (2). »

Lorsque j’ai enfin commencé à bien comprendre et parler le français, j’ai pu me tourner vers le grec et le redécouvrir dans toute sa beauté, sa singularité, sa richesse et sa liberté.

En 1992, je recevais d’Odysseus Elytis un petit livre à la couverture bleue cartonnée, dont le titre était gravé en rouge. Sous le titre, il y avait le dessin d’une sirène tenant dans une main un bateau et dans l’autre un poisson. Le poème s’intitulait « Parole de juillet » (3). Ce titre a tout de suite sonné dans ma tête comme « Parole d’honneur ! ».

Et j’ai commencé à le mettre en musique. C’est devenu une élégie ; mais une élégie solaire. La couleur du deuil serait blanche. Le thrène (4) se déroulerait en plein midi avec la déloyale et stridente concurrence des cigales. « *Une cigale qui a su convaincre des milliers d’autres, la conscience éblouissante comme un été* (5). »

Voici les premiers vers de « Parole de juillet » : « *Mesuré est le lieu des hommes, et les oiseaux ont reçu le même, mais immense !* » Et plus loin : « *Le Soleil sait. Il descend en toi pour regarder. Car l’extérieur n’étant que reflet, c’est dans ton corps que la nature demeure et de là qu’elle se venge. Comme dans une sauvagerie sacrée pareille à celle du lion ou de l’Anachorète Ta propre fleur pousse que l’on nomme Pensée.* »

Depuis quelques mois, mon pays se trouve au cœur de l’actualité. J’entends et je lis des commentaires qui souvent me blessent. Or je connais la situation tragique dans laquelle se trouvent mes compatriotes, pour l’avoir vue de près. Dans ma ville, Athènes, où les murs crient leur misère, mais aussi dans ma propre famille. L’humiliation est terrible ! C’est pour cela que j’ai eu le désir de parler des poètes, ces autres exilés. J’ai eu le désir de remettre leur parole au cœur de cette tourmente. Et de vous en faire cadeau.

Le premier devoir d’un artiste est de témoigner de son temps. Et de résister ! « *Chacun selon ses armes* », dit le poète Elytis. Pour redonner espoir et dignité.

Souvent je me sens découragée parce qu’impuissante face à tant de malheur. Parfois même je suis tentée de me taire.

Alors, je lis mes poètes. Leurs mots jamais ne s’oxydent à l’haléine du désespoir. Leur parole est politique et souvent prophétique. Et voilà que l’espoir revient comme « *un chant de maquisard dans la forêt des aromates* (6) ».

* Chanteuse, guitariste et compositrice. Elle a quitté la Grèce des colonels en 1969.

(1) Titre d’un poème d’Odysseus Elytis (1911-1996), poète grec, Prix Nobel de littérature 1979.
(2) Odysseus Elytis, *Axion Esti*, Gallimard, Paris, 1996 (1^{re} éd. 1987).
(3) Du recueil *Les Élégies de la pierre tout-au-bout*, 1991.
(4) Lamentation chantée lors des funérailles.
(5) Odysseus Elytis, poème *Glorificat*.
(6) Nikos Gatsos (1911-1992), *Amorgos*, Desmos, Paris, 2001.

« Leur seul objectif était

(Suite de la première page.)

Notre mandat était clair : en finir avec la stratégie du « comme si » et avec l’austérité qui l’accompagne, un cocktail qui avait déjà fait mordre la poussière au secteur privé grec ; démontrer que l’on pouvait opérer les réformes profondes dont le pays avait besoin avec l’assentiment populaire.

Lors de ma première réunion de l’Eurogroupe (2), le 11 février, j’ai délivré à mes interlocuteurs un message simple : « *Notre gouvernement sera un partenaire digne de confiance. Nous ferons tout pour trouver un terrain d’entente avec l’Eurogroupe sur la base d’une stratégie en trois points, afin de répondre aux difficultés économiques de la Grèce : 1. une série de réformes profondes visant à améliorer l’efficacité de nos institutions et à lutter contre la corruption, l’évasion fiscale, l’oligarchie et la rente ; 2. l’assainissement des finances de l’Etat grâce à un excédent primaire (3) modeste mais viable, qui n’exige pas d’efforts trop importants du secteur privé ; 3. une rationalisation, ou un reprofilage, de la structure de notre dette, de façon à obtenir cet excédent primaire et le taux de croissance requis pour optimiser le remboursement de nos créanciers.* »

Quelques jours plus tôt, le 5 février, j’avais rendu ma première visite à M. Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand. J’avais cherché à le rassurer : il pouvait compter sur nous pour formuler des propositions qui iraient non pas dans l’intérêt de la seule population grecque, mais dans celui de toutes les populations européennes – allemande, française, slovaque, finlandaise, espagnole, italienne, etc.

Hélas, aucune de nos nobles intentions ne suscitait le moindre intérêt auprès des gens aux commandes dans l’Union. Nous allions en faire le rude apprentissage au cours des cinq mois de négociations qui allaient suivre...

Le 30 janvier, quelques jours après ma nomination au poste de ministre des finances, le président de l’Eurogroupe, M. Jeroen Dijsselbloem, m’a rendu visite. Il s’était à peine écoulé quelques minutes qu’il me demandait déjà ce que je comptais faire au sujet du mémorandum, l’accord que le précédent gouvernement avait signé avec la « troïka ». Je lui ai répondu que notre gouvernement avait été élu pour le renégocier ; bref, que nous allions solliciter la révision, dans leurs grandes lignes, des politiques budgétaires et des mesures qui avaient causé tant de dégâts au cours des cinq dernières années : chute d’un tiers du revenu national et mobilisation de l’ensemble de la société contre l’idée même de réforme.

La réponse de M. Dijsselbloem fut aussi immédiate que catégorique : « *Cela ne marchera pas. C’est le mémorandum ou l’échec du programme.* » En d’autres termes : soit nous acceptions les politiques imposées aux gouvernements précédents, alors même que nous avions été élus pour les remettre en question puisqu’elles avaient si lamentablement échoué, soit nos banques seraient fermées. Car voici, en termes concrets, ce qu’implique un « échec du programme » pour un Etat membre qui se

retrouve privé d’accès aux marchés : la BCE coupe tout financement à ses banques, qui n’ont alors d’autre choix que de fermer leurs portes et de mettre hors service leurs distributeurs de billets.

Cette tentative à peine voilée d’exercer un chantage sur un gouvernement fraîchement – et démocratiquement – élu n’a pas été la seule. Lors de la réunion de l’Eurogroupe onze jours plus tard, M. Dijsselbloem a confirmé son mépris des principes démocratiques les plus élémentaires. Mais M. Schäuble est parvenu à surenchérir. Le ministre des finances français Michel Sapin venait de prendre la parole pour inviter chacun à trouver un moyen de concilier, d’une part, la validité de l’accord en vigueur et, d’autre part, le droit du peuple grec à nous donner un mandat pour en renégocier des pans importants. Intervenant juste après lui, M. Schäuble n’a pas perdu un instant pour remettre M. Sapin à ce qu’il estimait être sa place : « *On ne peut pas laisser des élections changer quoi que ce soit* », a-t-il tranché, cependant qu’une large majorité des ministres présents opinaient du chef.

ENTENDRE DIRE QUE « LA FRANCE N’EST PLUS CE QU’ELLE ÉTAIT » M’A PRESQUE TIRÉ DES LARMES

A la fin de cette même réunion, alors que nous préparions la déclaration commune qui devait être publiée, j’ai demandé que nous accolions le terme « amendé » à une référence au mémorandum. Il s’agissait d’une phrase où notre gouvernement s’engageait à en respecter les termes. M. Schäuble a mis son veto à ma proposition, arguant qu’il n’était pas question que l’accord soit renégocié au seul prétexte qu’un nouveau gouvernement avait été élu. Après quelques heures passées à essayer de sortir de cette impasse, M. Dijsselbloem m’a mis en garde contre un « *naufnage imminent du programme* », ce qui se traduirait par la fermeture des banques le 28 février, si je persistais à vouloir adjoindre le terme « amendé » à la référence au mémorandum. Le premier ministre Alexis Tsipras m’a invité à quitter la réunion sans que nous nous soyons entendus sur un communiqué, préférant ignorer la menace de M. Dijsselbloem, qui ne fut pas directement mise à exécution. Mais ce n’était qu’une question de temps.

J’ai perdu le compte du nombre de fois où l’on a brandi devant nous le spectre d’une fermeture de nos banques lorsque nous refusions d’accepter un programme qui avait fait la démonstration de son inefficacité. Les créanciers et l’Eurogroupe restaient sourds à nos arguments économiques. Ils exigeaient que nous capitulions. Ils m’ont même reproché d’avoir osé leur « *faire la leçon* »...

Voilà, en substance, l’atmosphère dans laquelle les négociations avec les créanciers se sont déroulées : sous la menace. Et il ne s’agissait pas

L’Europe dont nous ne voulons plus

(Suite de la page 17.)

Le 27 juin, lorsqu’il annonce son référendum, le premier ministre Alexis Tsipras recourt d’ailleurs à des termes proches de ceux d’une déclaration de guerre. Il vilipende « *une proposition* [de l’Eurogroupe] *en forme d’ultimatum adressé à la démocratie grecque* ». Et il accuse certains de ses « partenaires » d’avoir pour objectif d’« *humilier tout un peuple* ». Les Grecs appuieront massivement leur gouvernement ; les Allemands feront bloc derrière les exigences rigoureusement contraires du leur. La famille européenne peut-elle associer plus étroitement encore le destin de ses membres sans encourir le risque de nouvelles violences conjugales ?

Car l’inimitié ne concerne plus seulement Athènes et Berlin. « *Nous ne voulons pas être une colonie allemande* », insiste M. Pablo Iglesias, dirigeant de Podemos en Espagne. « *Je dis à l’Allemagne : ça suffit ! Humilier un partenaire européen est impensable* », laisse échapper le président du conseil italien Matteo Renzi, d’une discrétion pourtant remarquée dans toute cette affaire. « *Dans les pays méditerranéens, et dans une certaine mesure en France, observe le sociologue allemand Wolfgang Streeck, l’Allemagne est plus détestée qu’elle l’a jamais été depuis 1945. (...) L’Union économique et monétaire, qui devait consolider définitivement l’unité européenne, risque à présent de la faire voler en éclats* (7). »

Les Grecs à leur tour suscitent des sentiments hostiles. « *Si l’Eurogroupe fonctionnait comme une démocratie parlementaire, tu serais déjà dehors, car la quasi-totalité de tes partenaires le souhaitent* », aurait conclu, en s’adressant à M. Tsipras, M. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne (8). Et, selon une mécanique conservatrice bien connue, cette fois élevée au niveau des nations, les pauvres furent encouragés à se soupçonner mutuellement de vivre en assistés aux frais des autres, surtout quand ceux-ci étaient encore plus pauvres qu’eux. Le ministre de l’éducation estonien morigéna ainsi son « partenaire » d’Athènes : « *Vous avez*

fait trop peu, trop lentement, et infiniment moins que l’Estonie. Nous avons souffert bien davantage que la Grèce. Mais nous ne nous sommes pas arrêtés pour gémir, nous avons agi (9). » Les Slovaques s’offusquèrent du niveau, selon eux trop élevé, des retraites en Grèce, un pays que le très généreux ministre des finances tchèque aurait aimé voir « *enfin mis en faillite afin de purger l’atmosphère* (10) ».

Clôturant à sa façon ce festival estival de l’Europe sociale, M. Pierre Moscovici, socialiste français et commissaire européen aux affaires économiques et financières, répéta avec beaucoup de gourmandise la même « *anecdote* » à tous les micros qui se tendaient vers lui : « *Lors d’une réunion de l’Eurogroupe, un ministre socialiste lituanien a dit à M. Varoufakis : “C’est très sympathique, que vous vouliez augmenter le smic de 40 %, mais votre smic est déjà deux fois supérieur au nôtre. Et vous voulez l’augmenter avec l’argent que vous nous devez, avec la dette !” Eh bien ça, c’est un argument assez fort* (11). » Très fort même quand on sait qu’il y a un seulement le parti de M. Moscovici annonçait : « *Nous voulons une Europe qui protège ses travailleurs. Une Europe du progrès social et non de la casse sociale.* »

LE DANGER D’UN NOUVEAU BOND EN AVANT FÉDÉRAL

Le 7 juillet 2015, lors de la réunion d’un Conseil européen, plusieurs chefs d’Etat et de gouvernement ont signifié à M. Tsipras l’exaspération qu’il leur inspirait : « *On n’en peut plus ! Ça fait des mois qu’on ne parle que de la Grèce ! Il faut prendre une décision. Si tu n’es pas capable de la prendre, on la prendra à ta place* (12). » Ne devait-on pas voir là déjà le prélude, certes un peu rude, du fédéralisme qui vient ? « *Il nous faut avancer* » fut en tout cas la conclusion que M. Hollande tira, le

14 juillet dernier, de tout cet épisode. Avancer, mais dans quelle direction ? Eh bien, la même que d’habitude : « *le gouvernement économique* », « *un budget de la zone euro* », « *la convergence avec l’Allemagne* ». Car en Europe, quand une prescription détruit la santé économique ou démocratique d’un patient, on double toujours la dose. Dès lors que, selon le président français, « *la zone euro a su réaffirmer sa cohésion avec la Grèce (...) les circonstances nous conduisent à accélérer* (13) ».

Un nombre croissant de militants de gauche et de syndicalistes estiment au contraire qu’il vaudrait mieux s’arrêter et réfléchir. Même pour ceux qui redoutent qu’une sortie de l’euro ne favorise la dislocation du projet européen et le réveil des nationalismes, la crise grecque a offert un cas d’école démontrant que la monnaie unique s’oppose frontalement à la souveraineté populaire. Loin de contenir l’extrême droite, une telle évidence la conforte puisque celle-ci ne manque jamais de railler les leçons de démocratie de ses adversaires. Et comment imaginer par ailleurs que la monnaie unique puisse s’accommoder un jour d’une politique de progrès social après avoir lu la feuille de route que les Etats de l’Eurogroupe, unanimes, ont envoyée à M. Tsipras pour enjoindre à ce premier ministre de gauche d’appliquer sans tarder une politique néolibérale de fer ?

SERGE HALIMI.

(7) Wolfgang Streeck, « Une hégémonie fortuite », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.
(8) *Libération*, Paris, 11 au 12 juillet 2015.
(9) *The Wall Street Journal*, 13 juillet 2015.
(10) *Le Figaro*, 3 juillet 2015.
(11) France Inter, 1^{er} mars 2015.
(12) Selon *Le Figaro*, 9 juillet 2015.
(13) *Le Journal du dimanche*, Paris, 19 juillet 2015.

de nous humilier »



ARIS STOIDIS. – « Oh!!! », de la série « Human Behavior » (Comportement humain), 2015

PHOTO : PARIS PAKIS - TSATIS PROJECTS - ARTFORUM - GRÈCE

de paroles en l'air ; nous l'avons très vite compris. Mais nous n'étions pas disposés à baisser la garde ou à abandonner l'espoir que l'Europe change d'attitude.

Un mois avant notre élection, le précédent gouvernement, de mèche avec le gouverneur de la Banque de Grèce, ancien ministre des finances du même gouvernement, avait déclenché à titre d'avertissement une mini-panique bancaire.

Quelques semaines après notre prise de fonctions, la BCE multipliait les signaux suggérant qu'elle couperait le robinet de financement du système bancaire grec. Au moment le plus opportun pour l'Eurogroupe, elle aggravait de la sorte la fuite des capitaux, phénomène qui allait « justifier » la fermeture des guichets, comme nous en avait avertis M. Dijsselbloem.

L'entrée des technocrates dans la ronde des négociations a confirmé nos pires craintes. En public, les créanciers clamaient leur souhait de récupérer leur argent et de voir la Grèce se réformer. En réalité, ils n'avaient qu'un objectif : humilier notre gouvernement et nous forcer à capituler, même si cela signifiait l'impossibilité définitive pour les nations prêteuses de récupérer leur mise ou l'échec du programme de réformes que nous seuls pouvions convaincre les Grecs d'accepter.

A de multiples reprises, nous avons proposé de concentrer nos efforts législatifs sur trois ou quatre domaines, en accord avec les « institutions » : des mesures visant à limiter l'évasion fiscale, à protéger le fisc des pressions des pouvoirs politique et économique, à lutter contre la corruption dans l'attribution des contrats publics, à réformer l'appareil judiciaire, etc. Chaque fois, la réponse a été la même : « *Certainement pas !* » Aucune loi ne devait être votée avant la fin d'un examen approfondi de notre situation.

Lors des négociations au sein du « groupe de Bruxelles (4) », on nous demandait par exemple de présenter notre plan pour réformer la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Avant même que nous ayons pu parvenir à un accord sur cette question, les représentants de la « troïka » décidaient de passer à la question de la réforme des retraites. A peine avaient-ils entendu nos propositions qu'ils les estimaient bonnes pour la corbeille à papier et passaient, par exemple, au droit du travail. Une fois notre

offre balayée dans ce domaine aussi, il fallait en venir aux privatisations ; et ainsi de suite. De sorte que les discussions passaient d'un sujet à l'autre sans que nous puissions nous mettre d'accord sur quoi que ce soit, ni négocier sérieusement. Pendant de longs mois, les représentants de la « troïka » se sont employés à faire obstruction à la bonne marche des pourparlers, insistant pour que nous couvriions l'ensemble des sujets, ce qui revenait à n'en régler concrètement aucun. Un chat poursuivant sa propre queue n'aurait pas été moins efficace.

Pendant ce temps, sans même avoir formulé la moindre suggestion et en nous menaçant d'interrompre les discussions si nous avions l'audace de publier nos propres documents, ils organisaient la fuite de leurs confidences dans la presse, prétendant que nos propositions étaient « *faibles* », « *mal conçues* », « *peu crédibles* ». Dans l'espoir qu'un jour ils accepteraient de jouer le jeu et de nous retrouver à la moitié du chemin, nous avons cependant consenti à participer à cette mascarade.

Pour que les négociations se déroulent dans de bonnes conditions, il aurait aussi fallu que nos interlocuteurs soient moins divisés. La position du FMI rejoignait la nôtre sur la question de la restructuration de la dette, mais le Fonds insistait pour que nous détruisions ce qu'il restait de droit du travail tout en supprimant les garde-fous protégeant les professions libérales. La Commission s'avérait plus souple sur les questions sociales, mais ne voulait pas entendre parler de restructuration de la dette. La BCE avait elle aussi son idée sur ce qu'il convenait de faire. Bref, chaque institution affichait ses propres lignes rouges, lesquelles finissaient par tisser une toile d'araignée dans laquelle nous étions pris.

Il nous fallait de surcroît subir la « fracture verticale » de nos interlocuteurs : de la même façon que les dirigeants du FMI et de la Commission avaient des priorités distinctes de celles de leurs sbires, les ministres des finances allemand et autrichien défendaient des pistes en contradiction avec les objectifs fixés par leurs chanceliers respectifs.

Le plus accablant a sans doute été d'assister à l'humiliation de la Commission et des rares ministres des finances bienveillants à notre égard. M'entendre dire, par des gens haut placés dans la Commission et au sein du gouvernement français, que « *la Commission doit s'en remettre aux conclusions du président de l'Eurogroupe* », ou que « *la France n'est*

plus ce qu'elle était », m'a presque tiré des larmes. Sans parler de ma déception lorsque le ministre des finances allemand m'a expliqué, le 8 juin dans son bureau, qu'il n'avait pas le moindre conseil à prodiguer sur le meilleur moyen d'éviter un accident – une sortie de l'euro – qui, pourtant, se serait révélé extrêmement coûteux pour l'Europe.

A la fin juin, nous avons abdiqué et accepté la plupart des exigences de la « troïka ». A une exception près : nous insistions pour obtenir une légère restructuration de notre dette, sans décote, au moyen d'échanges de titres. Le 25 juin, j'ai participé à mon avant-dernier Eurogroupe. On m'y a présenté la dernière offre de la « troïka », « *à prendre ou à laisser* ». Nous avons cédé sur neuf dixièmes des exigences de nos interlocuteurs et nous attendions d'eux qu'ils fassent un effort afin que nous parvenions à quelque chose qui ressemble à un accord honorable. Ils ont choisi au contraire de durcir le ton, sur la TVA par exemple. Le doute n'était plus permis. Si nous acceptions de le signer, ce texte détruisait les derniers vestiges de l'Etat social grec. On exigeait de nous une capitulation à grand spectacle qui montre aux yeux du monde notre agenouillement.

L'EUROGROUPE, UNE STRUCTURE AU POUVOIR ILLIMITÉ CAR « SANS EXISTENCE LÉGALE »...

Le jour suivant, le premier ministre Tsipras annonçait qu'il soumettrait l'ultimatum de la « troïka » à un référendum. Vingt-quatre heures plus tard, le samedi 27 juin, je participais à ma dernière réunion de l'Eurogroupe, celle qui a déclenché le processus de fermeture des banques grecques ; une façon de nous punir d'avoir eu l'audace de consulter la population de notre pays.

Au cours de cette rencontre, le président Dijsselbloem a annoncé qu'il était sur le point de convoquer un second rendez-vous, le soir même, mais sans moi. Sans que la Grèce soit représentée. J'ai protesté, soulignant qu'il n'avait pas le droit, seul, d'exclure le ministre des finances d'un Etat membre de la zone euro, et j'ai exigé une clarification juridique à ce sujet.

Après une brève pause, le secrétariat nous a répondu : « *L'Eurogroupe n'a pas d'existence légale. Il s'agit d'un groupe informel et, en conséquence, aucune loi écrite ne limite l'action de son président.* » Ces mots ont résonné à mes oreilles comme l'épithaphe de l'Europe que Konrad Adenauer, Charles de Gaulle, Willy Brandt, Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt, Helmut Kohl, François Mitterrand et bien d'autres avaient cherché à créer. D'une Europe que j'avais toujours considérée, depuis l'adolescence, comme ma boussole.

Quelques jours plus tard, en dépit de la fermeture des banques et de la campagne de terreur orchestrée par des médias corrompus, le peuple grec a clamé haut et fort son « non ». Lors du sommet des chefs d'Etat de la zone euro qui a suivi, le premier ministre Tsipras s'est vu imposer un accord qu'on ne saurait décrire autrement que comme une reddition. L'arme de chantage utilisée ? La perspective, illégale, d'une expulsion de la zone euro.

Qu'importe l'opinion que chacun se fait de notre gouvernement : cet épisode restera dans l'histoire comme le moment où les représentants officiels de l'Europe ont utilisé des institutions (l'Eurogroupe, le sommet des chefs d'Etat de la zone euro) et des méthodes qu'aucun traité ne légitimait pour briser l'idéal d'une union véritablement démocratique. La Grèce a capitulé, mais c'est le projet européen qui a été défait.

Aucun peuple de la région ne doit plus jamais avoir à négocier dans la peur.

YANIS VAROUFAKIS.

(2) Réunion des ministres des finances des dix-neuf pays de la zone euro.

(3) Situation budgétaire positive d'un Etat, avant le paiement du service de la dette.

(4) Quintette composé du gouvernement grec, de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE), du Mécanisme européen de stabilité (MES) et du Fonds monétaire international (FMI).

« Le système a absorbé le virus »

PAR RENAUD LAMBERT

IL FAUT désormais l'eurobéatitude congénitale d'un chroniqueur comme Bernard Guetta pour estimer que « *le compromis est décidément le mode de fonctionnement européen* » (France Inter, 23 juin 2015). Loin des studios de la maison ronde, l'illusion s'est dissipée.

Cette épiphanie, on la doit en grande partie au premier ministre britannique. Réélu avec une majorité à la Chambre des communes le 7 mai dernier, le conservateur David Cameron a très vite annoncé que, à l'instar de M. Alexis Tsipras, il souhaitait renégocier les traités européens. Réponse de M. Wolfgang Schäuble : avec plaisir ! A ceux qui s'étonnaient qu'il ait réservé un verdict diffèrent à Athènes, le ministre des finances allemand a expliqué : « *Nous avons intérêt à ce que le Royaume-Uni demeure un acteur important et engagé de la construction européenne* » (Wall Street Journal, 20 mai 2015).

Aux yeux de M. Schäuble et de ses collègues européens, le militantisme libéral de Londres – des nouvelles entraves au droit de grève à l'encadrement de l'audio-visuel public – justifie certaines concessions ; pas les options politiques de Syriza, pourtant modérées. Au contraire : « *Une grande partie des dirigeants européens partagent le sentiment qu'assouplir les règles pour satisfaire un gouvernement de gauche en Grèce créerait un dangereux précédent et fragiliserait sans doute la zone euro davantage qu'une défection du pays* », rapporte le journaliste américain Jack Ewing (International New York Times, 28 mai 2015). Le président du Conseil européen Donald Tusk le formule autrement : « *Plus qu'une contagion financière de la crise grecque, c'est le risque de contagion idéologique ou politique qui me préoccupe* » (Financial Times, 16 juillet).

Face à la menace Syriza, dans un premier temps, les dirigeants européens se sont arc-boutés sur un seul objectif : chasser les nouveaux venus hors de leur cercle (1). « L'Allemagne joue la chute du gouvernement grec », clamait la « une » du Monde le 3 juillet. Et elle n'était pas la seule, précisait le journaliste bri-

tannique Paul Mason : « *Les milieux d'affaires grecs, les secteurs bénéficiaires de la mondialisation, les cadres de grandes entreprises (...) et l'Union européenne sont en train d'essayer de se débarrasser du gouvernement Syriza* » (« Channel 4 News », 2 juillet 2015). Après avoir concédé, sur le plateau de BFM TV, que les négociations entre Athènes et Bruxelles portaient sur « *très peu, quelques milliards* », l'économiste Jean-Hervé Lorenzi, par ailleurs membre du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque, reconnaissait : « *Il s'agit de faire un exemple* » (1^{er} juillet 2015).

Etranglement économique du pays, étouffement de la démocratie, menaces en tout genre... Si l'accord signé le 13 juillet constitue bien une opération de « *changement de régime* », comme le souligne l'analyste libéral Wolfgang Münchau (Financial Times, 13 juillet), celui-ci s'est opéré sans qu'il ait été nécessaire de faire chuter M. Tsipras : un coup d'Etat sans renversement. Comparant le parti de gauche grec à un miasme, un ancien dirigeant européen, qui préfère garder l'anonymat, se félicite de cette démonstration

de force : « *Le système a montré qu'il était capable d'absorber le virus* » (Financial Times, 16 juillet 2015).

Il a également donné à voir l'une de ses vertus : offrir une police d'assurance contre l'aléa progressiste, en dépit des élections. Un cas de figure réservé aux pays de la périphérie européenne ? Pas de l'avis de M. Nicolas Sarkozy. Le 5 juillet 2008, lors d'un conseil national de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), l'ancien président français s'était enflammé : « *La France a besoin de l'Europe. Et l'Europe nous a apporté beaucoup, à nous, notre pays. Imaginons un peu ce qu'il serait advenu de la France et de son débat politique lorsque nous avions des ministres communistes et des dirigeants socialistes au gouvernement. Heureusement qu'il y avait l'Europe pour les empêcher d'aller jusqu'au bout de leur idéologie et de leur logique. C'est aussi ça, l'Europe (2) !* »

(1) Lire Pierre Rimbert, « Syriza delenda est », Le Monde diplomatique, juillet 2015.

(2) Cité par François Denord et Antoine Schwartz, L'Europe sociale n'aura pas lieu, Raisons d'agir, Paris, 2009.



L’ordolibéralisme allemand,

« Je me sens proche de l’ordolibéralisme allemand d’après-guerre », a déclaré le président du Conseil européen, M. Donald Tusk, à propos du dossier grec. Née outre-Rhin il y a huit décennies, cette forme continentale de néolibéralisme étend son influence.

PAR FRANÇOIS DENORD*, RACHEL KNAEBEL** ET PIERRE RIMBERT

« S I QUELQU’UN voulait encore une preuve du danger que font peser les référendums sur le fonctionnement des démocraties modernes, la voilà », fulminait le site de l’hebdomadaire *Der Spiegel* le 6 juillet 2015, après l’annonce des résultats de la consultation grecque. La sidération provoquée en Allemagne par ce « non » retentissant s’explique par la collision frontale entre deux conceptions de l’économie et, plus largement, des affaires publiques.

La première approche, qu’incarnaient début juillet les dirigeants grecs, reflète un mode de gouvernement proprement politique. Le suffrage populaire prime sur la règle comptable, et un pouvoir élu peut choisir de changer les règles. La seconde, à l’inverse, subordonne l’action gouvernementale à la stricte observance d’un ordre. Les politiques peuvent agir comme ils l’entendent pourvu qu’ils ne sortent pas du cadre, lequel se trouve de facto soustrait à la délibération démocratique. Le ministre allemand des finances Wolfgang Schäuble personnifie cet état d’esprit. « Pour lui, les règles ont un caractère divin », a observé son ancien homologue grec Yanis Varoufakis (*lire pages 1, 18 et 19*).

Cette idéologie allemande mal connue porte un nom : l’ordolibéralisme. Comme les adeptes anglo-saxons du « laisser-faire », les ordolibéraux refusent que l’Etat fausse le jeu du marché. Mais, contrairement à eux, ils estiment que la libre concurrence ne se développe pas spontanément. L’Etat doit l’organiser ; il doit édifier le cadre juridique, technique, social, moral, culturel du marché. Et faire respecter les règles. Telle est l’« ordopolitique » (*Ordnungspolitik*). L’histoire de cet interventionnisme libéral prend sa source dans le bouillonnement de l’entre-deux-guerres, il y a huit décennies. « Je suis né à Fribourg, confiait M. Schäuble en septembre 2012. Là-bas, il y a quelque chose qui s’appelle l’école de Fribourg. Cela a un rapport avec l’ordolibéralisme. Et aussi avec Walter Eucken (1). »

Fribourg-en-Brisgau, une cité prospère, non loin de la cathédrale de Strasbourg et des coffres-forts suisses, au pied du massif de la Forêt-Noire. Dans ce fief catholique et conservateur, la crise économique ouverte en 1929 produit ses effets comme ailleurs : aux élections de mars 1933, le parti nazi arrive en tête avec près de 36 % des voix. Alors que la république de Weimar agonise, trois universitaires réfléchissent à l’avenir. Economiste, Walter Eucken (1891-1950) aspire à refonder philosophiquement sa discipline. Franz Böhm (1895-1977) et Hans Grossmann-Doerth (1894-1944) se frottent en juristes à l’épineux problème des monopoles et des ententes (2). Leur rencontre produit une étrange alchimie.

Ensemble, ils élaborent un programme de recherche articulé autour de la notion d’ordre (*Ordnung*), comprise à la fois comme constitution économique et comme règle du jeu. Pour neutraliser les cartels et éviter que la guerre économique ne dégénère, il faut, disent-ils, un Etat fort. « L’Etat doit consciemment construire les structures, le cadre institutionnel, l’ordre dans lesquels l’économie fonctionne, écrit Eucken. Mais il ne doit pas diriger le processus économique lui-même (3). »

DANS LA SOCIÉTÉ COMME AU MONASTÈRE PRIME LA RÈGLE DISCIPLINAIRE

Contrairement aux libéraux classiques, les ordolibéraux ne considèrent pas le marché ou la propriété privée comme des produits de la nature, mais comme des constructions humaines, et donc fragiles. L’Etat doit rétablir la concurrence si elle ne fonctionne pas. Il doit aussi créer un environnement favorable : formation des travailleurs, infrastructures, incitation à l’épargne, lois sur la propriété, les contrats, les brevets, etc. Entre le cadre et les processus s’intercale la monnaie. Dans son testament intellectuel (*Fondements de la politique économique*, 1952), Eucken insiste sur le « primat de la politique monétaire » et sur la nécessité de la soustraire aux pressions politiques et populaires. Non seulement une bonne « constitution monétaire » doit éviter l’inflation, mais, « comme l’ordre concurrentiel, elle doit fonctionner de manière aussi automatique que possible ». Faute de quoi « l’ignorance, la faiblesse envers les groupes d’intérêt et l’opinion publique » (4) feraient dévier les responsables monétaires de leur objectif sacré : la stabilité.

A Fribourg, le petit cercle des ordolibéraux s’élargit. Leur notoriété dépasse bientôt l’enceinte de la cité. Leurs travaux inspirent notamment deux économistes, Wilhelm Röpke (1899-1966) et Alexander Rüstow (1885-1963), qui y injectent des références historiques et sociologiques, ainsi qu’une forte dose de conservatisme. Ces opposants au régime nazi

situent l’épicentre de la crise non pas dans la sphère économique elle-même, mais dans la désintégration de l’ordre social provoquée par le laisser-faire. La modernité aurait engendré un prolétariat déshumanisé, un Etat social obèse, une ferveur collectiviste. Face à la « révolte des masses », Röpke appelle de ses vœux une « révolte des élites » (5). Pour rendre aux travailleurs leur dignité perdue, il faudrait les réintégrer dans diverses communautés prédémocratiques pensées comme naturelles – famille, commune, Eglise, etc. – et éradiquer l’égalitarisme.

En sacrifiant au culte du Moloch libéral, écrit Rüstow, « on a nié le principe de l’échelonnement en général et l’on a mis à sa place l’idéal, faux et erroné, de l’égalité et l’idéal, partiel et insuffisant, de la fraternité ; car, dans la petite comme dans la grande famille, plus important que le rapport de frère à frère est le rapport de parents à enfants, assurant la suite des générations qui maintient le courant de la tradition culturelle (6) ». De culture chrétienne comme leurs amis de Fribourg, Röpke et Rüstow chargent la notion d’ordre du sens que lui donnait saint Augustin : une règle disciplinaire ordonnatrice de la vie commune.

L’essor de l’ordolibéralisme s’inscrit dans un vaste mouvement international de renouveau de la pensée libérale, qui se déploie dans les années 1930 sous l’appellation de « néolibéralisme ». Dans cette mouvance, les « ordos » s’opposent aux nostalgiques du laisser-faire – Ludwig von Mises et son élève Friedrich Hayek –, lesquels, peste Rüstow, « ne trouvent rien d’essentiel à critiquer ou à changer au libéralisme traditionnel ».

« DE MÊME QUE L’ARBITRE NE JOUE PAS, L’ÉTAT SE TROUVE EXCLU DE L’ARÈNE »

A la fin des années 1930, les éclaireurs de l’ordopolitique restent marginaux. Ils ne disposent guère de relais dans l’Allemagne nazie, même si plusieurs d’entre eux participent à des cercles de réflexion économique du régime – c’est notamment le cas de Ludwig Erhard (1897-1977) et d’Alfred Müller-Armack (1901-1978), deux permanents d’organismes patronaux promis à un brillant avenir, qui se rencontrent pour la première fois en 1941 « dans le cadre d’une collaboration engagée au nom de l’industrie légère avec l’Etat nazi (7) ». A peine né, note l’économiste François Bilger, l’ordolibéralisme « fut en quelque sorte “exilé” ou réduit à une vie de “catacombes” ». Deux des principaux libéraux allemands, Röpke et Rüstow, durent s’exiler à l’avènement du régime national-socialiste ; quant aux autres, ils ne purent continuer à enseigner ou poursuivre quelque autre activité qu’en renonçant à dire toute leur pensée (8) ».

La chute du nazisme sonne pour eux l’heure de la conquête. En Allemagne de l’Ouest, à la différence de ce qui se produit en France, en Italie ou au Royaume-Uni, la reconstruction s’effectue sur des bases libérales plutôt que sociales-démocrates. Puissance occupante la plus influente, les Etats-Unis empêchent les nationalisations auxquelles aspirait la majorité (9). Ils facilitent en revanche la transition vers une économie ouverte, réceptacle idéal pour leurs exportations, et accorderont à leur nouvel allié une division par deux de sa dette extérieure (10).

Ces conditions favorisent l’édification, à partir de 1948-1949, d’un système qui opère la fusion de l’ordolibéralisme et de la doctrine chrétienne en une « économie sociale de marché ». L’expression est heureuse, mais l’adjectif trompeur : « Son caractère social, précise en 1948 Müller-Armack, inventeur de la formule, réside dans le fait qu’elle est en situation de proposer une masse diversifiée de biens de consommation à des prix que le consommateur peut contribuer à déterminer par la demande (11). » Une série de mesures compensent les inégalités qu’engendre le modèle concurrentiel : maintien du système d’assurances sociales hérité de Bismarck, impôt sur le revenu, logements sociaux, aide aux petites entreprises... Bref, le « social » dont il est ici question rappelle qu’une économie de marché ne fonctionne que si l’Etat produit la société qui lui correspond. L’Allemagne d’après-guerre sera un laboratoire néolibéral à ciel ouvert.

L’expérimentateur en chef se nomme Ludwig Erhard, directeur de l’administration économique de la zone occupée par les Etats-Unis et le Royaume-Uni (Bizone), puis ministre de l’économie de Konrad Adenauer de 1949 à 1963, et finalement chancelier de 1963 à 1966. Sous la houlette de cet économiste converti aux thèses ordolibérales pendant la guerre sont introduites la plupart des réformes de structure associées au « miracle économique », en particulier la libération des prix et la création du deutsche Mark, le 20 juin 1948, qui restent gravées dans la mémoire collective comme une refondation.

Initiateur de l’ouverture au libre-échange international et des privatisations, Erhard aimait résumer son action par une métaphore : « De même que l’arbitre ne prend pas part au jeu, l’Etat se trouve exclu de l’arène. Dans tout bon match de football, il y a une constante : ce sont les règles précises qui ont présidé à ce jeu. Ce que vise ma politique libérale, c’est justement de créer les règles du jeu (12). » L’introduction de la cogestion dans l’industrie en 1951-1952 lui sera imposée par le chancelier Adenauer et par des syndicats qui y voyaient une compensation à la stagnation salariale.

Conformément aux préceptes d’Eucken, Ehrard répugnait à intervenir pour pallier les effets des trous d’air économiques. « Il redoutait qu’une politique de conjoncture, qui se focalise sur l’objectif de plein-emploi au détriment de tout autre, ne s’effectue aux dépens de la stabilité monétaire et au prix d’une moindre responsabilité individuelle », expliquera l’un de ses disciples, M. Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank (banque centrale allemande) entre 1993 et 1999 (13).

Intégration sous tutelle

Conformément au théorème selon lequel toute crise européenne ne peut s’expliquer que par une insuffisance d’Europe, le drame grec a suscité une pluie de commentaires sur la nécessité d’accélérer l’intégration. Or, selon qui l’emploie, ce terme renvoie à deux idées diamétralement opposées. Pour les uns, il s’agit d’approfondir la coordination entre les Etats membres en créant un « gouvernement économique » à l’échelle de l’Union – une structure politique, donc. Pour les dirigeants allemands, il faudrait en revanche réviser les traités européens pour y inscrire de nouvelles règles contraignantes, qui soustrairaient un nombre croissant de sujets à la délibération démocratique. Plus d’intégration rime donc avec moins de politique.

Cette constitutionnalisation de l’économie a remis au goût du jour l’idée d’un placement sous tutelle des pays membres qui ne se plieraient pas aux règles. Plébiscitée depuis 2011 par les partis de gouvernement allemands et par les instances européennes, cette option ne manque pas non plus de partisans dans les rangs de l’intelligentsia française, apparemment nostalgique de l’ère coloniale :

★ « Mettre la Grèce sous protectorat, comme le firent les Anglais en Egypte en 1882, annuler sa dette, puis l’aider à s’en sortir, voilà la potion du docteur Alexandre Adler [essayiste]. Les directeurs des ressources humaines réunis par l’association Dialogues pour un dîner le 8 juin ont eu l’appétit momentanément coupé par la noirceur de cette prescription. » Challenges, Paris, 16 juin 2011

★ « Le tragique de l’histoire c’est que, pour des raisons liées à la fierté nationale grecque, nous ne pouvons pas exiger que la Grèce soit placée sous la tutelle d’une administration européenne provisoire qui la soumettrait aux règles d’une économie moderne. » Alain Minc, essayiste et conseiller, *The New York Review of Books*, 25 octobre 2012

★ « Si nous étions au XIX^e siècle, nous dirions : il faut mettre la Grèce sous protectorat. Mais nous ne sommes plus au XIX^e siècle ; on ne parle plus de protectorat. » Jean-Claude Casanova, directeur de la revue *Commentaire*, France Culture, 11 février 2012

★ « Il faudra penser une tutelle, une vraie tutelle des seize hôtes de la zone euro sur le dix-septième, c’est-à-dire la Grèce. Et quand on dit “les seize”, on pense bien sûr “les deux” : la France et l’Allemagne. Nous devons tout en termes démocratiques à la Grèce antique ; c’est le moment de rendre à la Grèce ce qu’elle nous a apporté. » Christophe Barbier, directeur de *L’Express*, édito vidéo, 23 mai 2012

Les fourberies de Sapin

Interrogé sur France Inter le 29 juin sur le rôle du Fonds monétaire international (FMI) dans l’interruption des négociations entre la Grèce et ses interlocuteurs, le ministre des finances français Michel Sapin a repris un argument régulièrement avancé par les créanciers d’Athènes : « Le FMI ne répond pas devant des pays d’Europe, il répond de sa responsabilité devant l’ensemble des pays du monde. Et, dans ces pays du monde, savez-vous ceux qui étaient les plus exigeants ? L’Argentine, le Brésil. Des pays qui avaient, par le passé, bénéficié de l’aide du FMI et qui posaient une question à la directrice générale [Christine Lagarde] : “Pourquoi êtes-vous plus flexible avec un pays européen que vous ne l’avez été avec nous ?” »

Interrogée par *Le Monde diplomatique*, M^{me} María del Carmen Squeff, ambassadrice d’Argentine en France, dément dans un courriel daté du 30 juin 2015 : « Cette information est totalement inexacte. L’Argentine s’est solidarisée avec la Grèce. D’ailleurs, (...) le ministre [Axel] Kicillof et le chef de cabinet de la présidente Cristina Fernández de Kirchner, M. Anibal Fernández, ont publiquement soutenu le gouvernement et le peuple grecs, et ont dénoncé les politiques d’ajustement que l’ex-“troïka” entend leur imposer. »

Dans un courriel adressé à l’édition brésilienne du *Monde diplomatique* le 1^{er} juillet 2015, le conseiller spécial de la présidente Dilma Rousseff, M. Marco Aurélio Garcia, dément également.

Invité à réagir, le cabinet du ministre français n’a pas souhaité le faire.

* Sociologue (Centre national de la recherche scientifique).
** Journaliste (Berlin).

(1) Wolfgang Schäuble, allocution à Francfort, 5 septembre 2012.
(2) David J. Gerber, « Constitutionalizing the economy : German neo-liberalism, competition law and the “new” Europe », *The American Journal of Comparative Law*, vol. 42, n° 1, Washington, DC, 1994.
(3) Cité par Siegfried G. Karsten, « Eucken’s “social market economy” and its test in post-war West Germany », *The American Journal of Economics and Sociology*, vol. 44, n° 2, Hoboken (New Jersey), 1985.
(4) Walter Eucken, *Grundsätze der Wirtschaftspolitik*, Mohr, Tübingen, 1952.
(5) Jean Solchany, *Wilhelm Röpke, l’autre Hayek. Aux origines du néolibéralisme*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2015.
(6) Centre international d’études pour la rénovation du libéralisme (CIRL), *Compte rendu des séances du colloque Walter Lippmann*, Librairie de Médicis, Paris, 1939.

(7) Patricia Commun, « La conversion de Ludwig Erhard à l’ordolibéralisme (1930-1950) », dans Patricia Commun (sous la dir. de), *L’Ordolibéralisme allemand. Aux sources de l’économie sociale de marché*, Cirac, Cergy-Pontoise, 2003.
(8) François Bilger, *La Pensée économique libérale dans l’Allemagne contemporaine*, LGDJ, Paris, 1964.
(9) Werner Abelshauser, « Les nationalisations n’auront pas lieu », *Le Mouvement social*, n° 134, janvier-mars 1986.
(10) Lire Renaud Lambert, « Dette publique, un siècle de bras de fer », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.
(11) Alfred Müller-Armack, repris dans *Genealogie der Sozialen Marktwirtschaft*, Haupt, Berne, 1981.
(12) Ludwig Erhard, *La Prospérité pour tous*, Plon, Paris, 1959.
(13) Hans Tietmeyer, *Economie sociale de marché et stabilité monétaire*, Economica, Paris, 1999.

cage de fer pour le Vieux Continent

L'ordopolitique connaît son apothéose en 1957, quand Erhard fait voter deux lois décisives : l'une sur l'indépendance de la Bundesbank, l'autre contre les limitations de la concurrence. Stabilité monétaire et concurrence non faussée : « *Dans le modèle d'économie sociale de marché*, analyse le haut fonctionnaire français Christophe Strassel, *ces deux politiques échappent au débat démocratique ordinaire* (14). »

Le ministre de l'économie n'agit évidemment pas seul. Dès 1948, Erhard s'entoure d'experts ordolibéraux, qui investissent en force le Conseil scientifique de la Bizone, comme Böhm, Eucken ou Müller-Armack. Le ministère de l'économie devient leur chasse gardée. L'ordopolitique dispose également d'une multitude de relais : une revue théorique, *Ordo*, dont le premier numéro paraît en août 1948 ; un lobby chargé d'assurer sa promotion, la Communauté d'action pour l'économie sociale de marché, fondée en 1953, et dont les travaux irriguent sans retenue la presse, notamment la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ; un mouvement d'industriels catholiques, Die Waage (« la Balance »), « communauté pour la promotion de l'égalité sociale », qui financera pendant une décennie des campagnes d'opinion en amont des élections législatives (15).

Des conservateurs et libéraux jusqu'au SPD et aux Verts, en passant par l'Alternative für Deutschland (AfD, dont un cofondateur, l'économiste Joachim Starbatty, fut assistant de Müller-Armack à Cologne), les partis allemands comptent dans leurs rangs moult héritiers d'Eucken. Tous dénoncent de mauvais usages de la tradition par leurs adversaires. « *Je suis un ordolibéral, mais de gauche* », nous assure M. Gerhard Schick, député vert au Bundestag depuis 2005. Docteur en économie, cet ancien chercheur à l'institut Walter-Eucken ne se qualifierait pourtant « *en aucun cas de néolibéral. Chez les Verts, le terme d' "économie sociale de marché" fait consensus, même si nous y ajouterions le terme "écologique". Je partage les analyses ordolibérales sur le contrôle du marché. Et je trouve important que l'Etat pose des règles pour que la concurrence fonctionne* ».

Au fil des ans, des courants plus ou moins interventionnistes ont émergé. « *Il ne s'agit pas d'une doctrine fermée* », analyse M. Ralf Fücks, directeur de l'influente fondation Heinrich-Böll des Verts. Le principe ordolibéral de la « responsabilité » peut justifier la régulation des marchés financiers et des taxes écologiques, mais aussi le refus d'une mutualisation européenne de la dette. « *L'ordolibéralisme est une troisième voie entre le laisser-faire*

de soutien à la relance après la crise financière. Mais, avons-nous ajouté, "si vous craignez que cette mesure ne pénalise ensuite vos conditions de refinancement sur les marchés, alors introduisez un frein à l'endettement" » – la règle d'or budgétaire. Le gouvernement a suivi les deux recommandations à la lettre. « *En tant qu'Allemand, c'est pour moi incompréhensible de voir à quel point mon pays est figé du point de vue de la pensée économique* », nous confie l'économiste et spécialiste de l'ordolibéralisme Ralf Ptak.

Au-delà de sa mise en œuvre germanique dans une version plus ou moins abâtardie, l'idéologie « ordo » s'est transposée à l'état chimiquement pur dans les structures de l'Union européenne. « *Tout le cadre de Maastricht reflète les principes centraux de l'ordolibéralisme et de l'économie sociale de marché* », reconnaît volontiers M. Jens Weidmann, président de la Bundesbank (17). Avec son appel au « *développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive* », l'article 2.3 du traité de Lisbonne, en vigueur depuis fin 2009, semble décalqué d'un discours d'Erhard.

Et pour cause : de Walter Hallstein, premier président de la Commission européenne (1958-1967), à Hans von der Groeben, commissaire à la concurrence (1958-1967), en passant par Müller-Armack, négociateur du traité, la plupart des Allemands ayant participé à la mise en place du Marché commun dans les années 1950 adhéraient à la pensée d'Eucken. Les hauts fonctionnaires des institutions européennes ont reproduit à l'échelon communautaire la stratégie d'Erhard et de son comité d'experts dans l'Allemagne fédérale occupée : acteurs d'un organisme dépourvu de légitimité, ils se sont concentrés sur l'élaboration d'un cadre juridique de la concurrence et de la stabilité monétaire, préoccupation jugée de second ordre par les puissances établies pendant la guerre froide.

QUAND LE PILOTAGE AUTOMATIQUE PREND LE RELAIS DE L'ACTION POLITIQUE

Leur triomphe n'était pas acquis d'avance. Dans les années 1950, l'édifice européen s'érige sur deux piliers doctrinaux bien distincts. L'un, français, interventionniste et planificateur, fore volontiers à coups de subventions de larges zones d'exception dans le cadre concurrentiel (la politique agricole commune et celle des champions nationaux). Il voit dans le projet de marché intérieur européen une protection vis-à-vis du libre-échange mondial. L'autre, ordolibéral, presse ses partenaires non seulement d'établir un marché unique communautaire, mais également de procéder à un arasement des barrières douanières à l'échelle du « monde libre ». Dès 1956, le chancelier Erhard plaide pour l'instauration d'un... grand marché transatlantique (18).

Dominante dans les années 1960 et 1970, l'approche hexagonale ne résiste pas à la déréglementation des échanges internationaux, qui implique rigueur budgétaire et compétitivité. Paris abdique symboliquement le 23 mars 1983, quand François Mitterrand, renonçant à conduire la politique de rupture pour laquelle il a été élu, décide de maintenir le franc arrimé au système monétaire européen et à l'Allemagne. Ce choix implique la mise en œuvre par la gauche d'un plan d'austérité symboliquement comparable à celui que M. Alexis Tsipras entérina en juillet 2015. « *Je suis partagé entre deux ambitions*, confiait Mitterrand le 19 février 1983. *Celle de la construction de l'Europe et celle de la justice sociale* (19). » Une alternative du même tonneau fut imposée au dirigeant grec.

Vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin, la doctrine « ordo » imprègne toujours les cadres de la direction générale de la concurrence et inspire nombre de commissaires européens, tel le Belge Karel Van Miert, récipiendaire du prix Ludwig-Erhard en 1998, ou encore l'Italien Mario Monti. Mais le fief ordolibéral le plus inexpugnable se trouve à Francfort. « *La constitution monétaire de la Banque centrale européenne [BCE] s'ancre fermement dans les principes de l'ordolibéralisme* », reconnaît l'actuel président de l'institution, M. Mario Draghi (20). Par son fonctionnement, par son indépendance vis-à-vis des institutions démocratiques ou encore par sa mission unique de maintien de la stabilité des prix, la BCE plagie la Bundesbank. En 2003 (19 septembre), *Les Echos* saluaient son futur président, M. Jean-Claude Trichet – pourtant énarque et français –, comme « *le plus authentique représentant de l'esprit mais aussi de la pratique qui a incarnés la Bundesbank depuis sa création en 1949 jusqu'à l'intronisation de l'euro* ».

Le combat a cessé faute de combattants. En Europe, la marée basse de la souveraineté populaire laisse apparaître dans leur froide efficacité les structures de pilotage automatique patiemment mises en place dans les bureaux de Bruxelles et les tours de Francfort : indicateurs placés en apesanteur démocratique par le traité de Maastricht (les fameux 3 % de déficit), instauration en mars 2012 de la « règle d'or » allemande limitant les déficits budgétaires pour les Etats membres.

Dix jours après le référendum grec, Hans-Werner Sinn, l'économiste le plus influent outre-Rhin, conseiller du ministre des finances et représentant inflexible de l'orthodoxie, nous l'affirmait : « *La crise européenne exclut les recettes keynésiennes. Ce n'est pas spécialement ordolibéral, c'est tout simplement économique*. » Le cadre d'Eucken s'est mué en cage de fer.

FRANÇOIS DENORD, RACHEL KNAEBEL ET PIERRE RIMBERT.



ARIS STOIDIS. – « Silence », de la série « Human Behavior » (Comportement humain), 2015

Mais c'est au Parlement que l'ordolibéralisme réussit sa percée la plus inattendue. Avec la notion d'économie sociale de marché et son slogan « La prospérité pour tous », il offre à la jeune Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) l'occasion de répliquer sur le terrain des sociaux-démocrates. Conquis, le parti revendique à partir de 1949 une société dont « *l'ordre se réalise grâce à la liberté et au respect des engagements qui s'expriment dans l' "économie sociale" de marché par la concurrence authentique et le contrôle des monopoles* (16) ».

Certains intellectuels du Parti social-démocrate (SPD) succombent à ce chant des sirènes. En 1955, Karl Schiller publie *Socialisme et concurrence*, où figure la célèbre devise « Concurrence autant que possible, planification autant que nécessaire ». Formule reprise par le SPD lui-même lors de son grand tournant doctrinal de novembre 1959, quand, à Bad Godesberg, une majorité de délégués reconnaît la propriété privée des moyens de production et l'économie de marché comme des bienfaits incontestables.

Un tel aggiornamento n'aurait pas été possible si l'ordolibéralisme s'était imposé à l'état brut dans la société allemande. Dans la pratique, l'économie sociale de marché hybride Eucken et Bismarck, la règle comptable théorisée à Fribourg et le système de protection sociale instauré par le chancelier moustachu à la fin du XIX^e siècle. La chute d'Erhard, en 1966, marque une inflexion « sociale » qu'accentue l'arrivée au pouvoir en 1969 du social-démocrate Willy Brandt. Aux influences « ordo » et bismarckienne s'ajoute une perspective keynésienne : planification à moyen terme, hausse des salaires, renforcement de la cogestion, investissements dans l'éducation et la santé. La République fédérale des années 1970-1980 se bricole ainsi un « modèle allemand » qui proclame sa fidélité à l'économie sociale de marché mais incorpore une bonne dose d'interventionnisme classique.

L'alternance de 1982 offre au chrétien-démocrate Helmut Kohl l'occasion de fermer la parenthèse. Le balancier idéologique a basculé ; l'heure est au rétablissement de l'équilibre budgétaire. Mais les coûts de l'unification allemande entraveront durant les années 1990 le retour aux fondamentaux ordolibéraux. Et il échoit au social-démocrate Gerhard Schröder, intronisé en 1998, de restaurer l'ordre des années 1950 par la dérégulation massive du droit du travail et l'affaiblissement de la protection sociale. Des mesures confirmées par l'actuelle chancelière, M^{me} Angela Merkel, qui rappelait en janvier 2014 que « *l'économie sociale de marché est bien plus qu'un ordre économique et social. Ses principes sont intemporels* ».

Quatre-vingts ans après sa fondation, l'ordolibéralisme se perpétue en Allemagne dans des institutions comme l'Office fédéral de lutte contre les cartels – créé en 1957 –, la Commission des monopoles, qui conseille le pouvoir politique sur les questions de concurrence, ou encore le Conseil de stabilité, créé en 2010 pour veiller au respect de la « règle d'or » du déficit zéro, au niveau fédéral comme dans les Länder. Mais il imprègne aussi les débats politico-économiques allemands à la manière d'un fonds culturel commun que chacun interprète à sa guise.

et l'étatisme, estime cet ex-dirigeant des Grünen. Pour les Verts, c'est une position particulièrement intéressante, qui permet de se démarquer à la fois des idées de la gauche traditionnelle et du néolibéralisme. »

Député Die Linke (gauche radicale) de 2005 à 2010 et ancien professeur d'économie, M. Herbert Schui souligne que « *l'économie sociale de marché est un concept de suggestion. Il a été créé après guerre pour éloigner la population des idées socialistes. La formule fonctionne si bien que même certains à gauche s'y laissent prendre* ». Elle procure une référence ductile, mais très légitime, car associée à l'idée de refondation – un peu comme le gaullisme en France. La Confédération allemande des syndicats (DGB) l'a adoptée en 1996. « *L'économie sociale de marché a produit un haut niveau de prospérité matérielle* » et représente « *un grand progrès historique face au capitalisme sauvage* », déclare-t-elle dans son programme fondateur, inchangé depuis. Tout en reconnaissant que ce système « *n'a empêché ni le chômage de masse ni le gaspillage des ressources, et n'a pas produit l'égalité sociale* ».

Tandis qu'une partie de la gauche allemande voit dans l'ordolibéralisme une forme d'interventionnisme opposable au néolibéralisme, le patronat l'associe à une économie de marché strictement libérale. Une série d'organismes partageant cette vision fournissent à la pensée ordolibérale une chambre d'écho polyphonique. L'Initiative pour une nouvelle économie sociale de marché, think tank naguère présidé par M. Tietmeyer, lutte contre le soutien public aux énergies renouvelables, contre l'impôt sur le patrimoine ou encore contre le salaire minimum légal mis en place début 2015. La Communauté d'action pour l'économie sociale de marché sévit toujours soixante ans après sa création. Plus récente, l'Alliance d'Iéna pour le renouvellement de l'économie sociale de marché décerne chaque année un prix pour l'innovation dans l'*Ordnungspolitik*, tandis que le Kronberger Kreis, un cercle d'économistes adossé à une fondation pour l'économie de marché, se vante de fournir aux gouvernements « *la pensée pour les réformes indispensables* ». L'ordopolitique dispose de relais jusqu'au sein de l'Eglise, en la personne de Mgr Reinhard Marx, archevêque de Munich et président de la Conférence épiscopale allemande.

Mais la voix la plus influente de l'ordopolitique n'est autre que le Conseil allemand des experts économiques, créé en 1963 par Erhard pour guider les choix du gouvernement. Seul l'un de ses cinq membres, Peter Bofinger, est keynésien. « *Quel que soit le sujet, je suis seul contre quatre* », peste-t-il (*The Economist*, 9 mai 2015). Ses confrères, eux, se veulent avant tout pragmatiques. « *Nous voyons les avantages des concepts ordopolitiques, mais, si on y regarde de plus près, c'est plus hétérogène* », nous explique par exemple Lars Feld, l'un des « sages », professeur à l'université de Fribourg et président de l'institut Walter-Eucken. « *L'ordolibéralisme en lui-même ne rime pas forcément avec austérité. En 2008, avec mon collègue Clemens Fuest, nous avons par exemple recommandé au gouvernement de mettre en place un programme*

PHOTO : PARIS PARISIS - TSATSIS PROJECTS - ARTFORUM - GRÈCE

(14) Christophe Strassel, « La France, l'Europe et le modèle allemand », *Hérodote*, vol. 4, La Découverte, Paris, 2013.

(15) Ralf Ptak, *Vom Ordoliberalismus zur Sozialen Marktwirtschaft*, Leske+Budrich, Opladen, 2004.

(16) André Piettre, *L'Economie allemande contemporaine (Allemagne occidentale), 1945-1952*, Librairie de Médecis, Paris, 1952.

(17) Conférence à l'institut Walter-Eucken, Fribourg-en-Brisgau, 11 février 2013.

(18) Lire notre dossier en ligne, www.monde-diplomatique.fr/dossier/GMT

(19) Jacques Attali, *Verbatim I*, Fayard, Paris, 1993.

(20) Conférence de M. Mario Draghi à Jérusalem, 18 juin 2013.

Des brigadistes aux djihadistes,

(Suite de la première page.)

L'apparente nouveauté du phénomène comme son ampleur expliqueraient cette formidable mobilisation et les restrictions de liberté qu'elle implique –notamment celle d'aller et venir. Pourtant, tout au long du XX^e siècle, des Brigades internationales (BI) en Espagne (1936-1939) aux brigadistes ayant appuyé la révolution sandiniste de 1979 au Nicaragua ou les forces afghanes, bosniaques, tchéchènes... en passant par les volontaires français contre le bolchevisme (1941-1944) et les combattants du Machal dans la guerre ayant conduit à la création de l'Etat d'Israël en 1948, les exemples ne manquent pas d'individus rejoignant, en dépit des réticences de leur Etat d'origine, des conflits qui ne

les concernent pas au premier chef. Le politiste américain David Malet a relevé leur présence dans plus de 20% des guerres recensées entre 1816 et 2005. Leur nombre oscille entre quelques centaines et plusieurs dizaines de milliers (2).

Indépendamment de la diversité de ces expériences historiques et des jugements que chacun peut porter sur elles, leur juxtaposition fait ressortir des mécanismes communs. Elle permet de comprendre ce qui pousse certains à quitter leur famille, leurs amis, leur cadre ordinaire de vie et de travail, et à s'engager pour une cause lointaine, parfois réprouvée autour d'eux, souvent dangereuse, pour une rétribution qui demeure – à la différence de celle des mercenaires – très incertaine.

« Là où les choses se passent »

UNE PREMIÈRE piste, sans doute la plus évidente : l'idéologie. Les témoignages de combattants laissent une large place aux grands récits dans lesquels s'affrontent deux camps porteurs de visions du monde antagonistes. « Dans l'islam, explique M. Mourad Fares depuis la Syrie, il n'y a ni frontière ni nationalisme : les musulmans forment une seule et même communauté. (...) C'est la troisième et dernière guerre mondiale qui a commencé ici. Le monde entier contre l'islam (3). »

Cette conception rappelle la lettre laissée en août 1944 par Henri Duval à son père, dans laquelle il écrivait : « A Londres, on s'engage pour lutter au profit du Capitalisme sauvage aux mains de la juiverie internationale. A Paris, on s'engage pour combattre le communisme et permettre l'avènement d'un Ordre nouveau. Ne m'en veuillez pas, j'ai choisi : je m'engage dans la Légion des volontaires français contre le bolchevisme [LVF] (4). »

Ou encore les souvenirs de Simon Lagunas, militant du Parti communiste français (PCF), qui rejoint les BI en Espagne, en décembre 1936 : « Il y a quelque chose que les gens ne peuvent pas

comprendre et que nous avons vécu, qui est très important, c'est l'antifascisme. Ça a été le ciment de l'époque. Dans l'antifascisme, il pouvait y avoir différentes tendances, mais tous étaient unis par la volonté de barrer la route au fascisme (5). »

La traduction d'un conflit en des catégories très générales et assez lâches (fascisme-antifascisme, communisme-anticommunisme, croyants-mécréants, etc.) mobilise des acteurs qui en étaient initialement éloignés. Cela permet de taire les dissensions politiques ou stratégiques à l'intérieur d'un même camp et, surtout, d'indexer la confrontation sur les identités préalablement endossées par les individus dans leur propre société. Le cadrage de la guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995) en termes communautaires – l'agression contre les musulmans – plutôt que nationaux – Bosniaques contre Serbes ou Croates – augmente les chances de recruter des combattants étrangers. Il élargit le spectre des personnes concernées et facilite l'identification avec ceux qui souffrent.

Emmanuel Mignard, riveur, jeune militant communiste d'Issy-les-Moulineaux, expliquait ainsi son départ pour l'Espagne,

en novembre 1936 : « Ma principale motivation ? Assez vague, du fait que je n'étais pas un militant averti et que je ne définissais pas très bien le pourquoi. Ce que je définissais bien, c'était qu'il y avait des ouvriers, que j'étais un ouvrier, j'étais un exploité – ça, j'en étais convaincu –, et qu'il y en avait d'autres qui étaient en train de se faire massacrer, et que ce n'était pas normal qu'on ne les aide pas. (...) Je l'ai fait un peu par instinct. » Un « instinct de classe », ajoutait son camarade Marcel Bertone. On observe des ressorts similaires chez des musulmans partis en Syrie, comme le montre cette lettre envoyée par une jeune femme à sa mère : « J'ai besoin de venir en aide du mieux que je peux à nos frères et sœurs, ils n'ont pas à subir tout cela pendant que nous on regarde et qu'on ne fait rien pour que les choses changent (6). »

Décrire un conflit sous l'angle d'une identité globale menacée localement par une coalition de forces adverses constitue ainsi un puissant vecteur d'attraction de volontaires étrangers. Chez certains – sans doute les plus politisés –, cette vision défensive se double du désir de participer à la réalisation concrète d'une utopie, que celle-ci prenne la forme d'une révolution sociale, d'un ordre nouveau ou encore d'un Etat « juif » ou « islamique ».

Lorsque les perspectives de transformation semblent éloignées ici alors qu'elles paraissent se rapprocher ailleurs, le départ peut devenir une option. « Dans notre société fliquée, bétonnée, nucléarisée, coïncés dans notre individualisme écriqué, il nous est parfois bien difficile de maintenir au soleil la fleur vacillante de l'espoir », disait ce militant suisse parti rejoindre les brigades de travail au Nicaragua en 1983. « Pour la première fois, renchérisait l'une de ses camarades, il y avait la possibilité concrète de se rendre sur place pour être au contact d'un peuple qui avait réussi une révolution. » (7)

Hier en Espagne, en Palestine ou en Allemagne, aujourd'hui en Irak et en Syrie, la combinaison « de l'universalité transcendant tout particularisme étroit et de l'enracinement dans la construction d'une "utopie" concrète sur le terrain (8) » semble

expliquer la mobilisation massive de volontaires étrangers. Ils expriment leur satisfaction d'être « là où les choses se passent ». « C'est une période historique et je veux en faire partie. (...) On sait que le Mahdi [le sauveur] va sortir de là-bas et je veux y être (9) », affirme Souleymane, ouvrier mécanicien de 24 ans parti en Syrie au printemps 2013 avec femme et enfant.

En pratique, l'acquisition de cette grille de lecture repose largement sur le travail de médiateurs dans les pays de départ. Partis politiques, organisations ouvrières, sionistes ou musulmanes, associations caritatives ou culturelles : autant d'espaces dans lesquels se produit et se diffuse une vision idéologique du conflit. Outre des raisons d'agir, ils fournissent parfois des moyens pour le faire, en levant des fonds, en prenant en charge la logistique nécessaire à l'acheminement de volontaires, d'armes ou de matériel, et en établissant des points de chute dans la zone de conflit. Certains s'engagent ouvertement, tels l'American League for a Free Palestine en Israël ou le Parti populaire français de Jacques Doriot auprès de la LVF ; d'autres, plus discrètement, tel le PCF en Espagne. Il arrive que les autorités les soutiennent, comme lorsque la Central Intelligence Agency (CIA) facilitait, à la fin des années 1980, l'activisme de certaines mosquées américaines dans le recrutement et le financement de volontaires pour l'Afghanistan ; mais, le plus souvent, elles les réprouvent.

Avec l'essor d'Internet et des nouvelles technologies fleurissent également des intermédiaires virtuels qui diffusent des vidéos de propagande, dialoguent sur les réseaux sociaux et, le cas échéant, communiquent des contacts et des itinéraires. M. Fares et M. Omar Diaby (plus connu sous son pseudonyme, Omar Omsen) ont ainsi acquis une certaine notoriété chez les francophones préoccupés par le conflit syrien. Mais, souligne un responsable du renseignement français, « il ne faut surtout pas négliger la présence d'une personne physique qui concrétise dans la vraie vie les théories glanées sur les forums » (Libération, 2 juillet 2015).

Le rôle de ces intermédiaires compte d'autant plus que la mobilisation de volontaires internationaux repose surtout sur une émulation entre copains de classe ou de quartier, entre collègues de travail, entre camarades politiques ou compagnons de prière, voire entre membres d'une famille.

Pierre Andrieux raconte ainsi que, à l'issue d'une réunion sur l'Espagne, l'orateur termina son allocution « en demandant qui était prêt à partir » : « J'étais avec mon ami Georges Vallet, nous militions dans la même cellule. Il a levé la main immédiatement. Quand je l'ai vu, je me suis dit : "Après tout..." , et j'ai levé la main aussi. » Les premiers volontaires tracent des itinéraires en tâtonnant et transmettent des informations utiles à leurs proches, au point que des groupes se reconstituent parfois sur place. En Syrie et en Irak, une vingtaine de jeunes de la région de Lunel (Hérault) ou une quinzaine de leurs homologues du quartier de la Meinau, à Strasbourg, ont ainsi pu se rassembler pour un temps.

Si l'idéologie ne suffit pas à provoquer spontanément l'engagement, elle lui donne incontestablement un sens, perceptible dans la plupart des témoignages de combattants étrangers. Pour autant, ces récits demeurent incomplets, voire trompeurs. Ils restent en effet des modes de présentation de soi, des justifications vis-à-vis des proches, des journalistes ou des chercheurs qui les recueillent. Difficile, dès lors, d'évoquer des motivations plus triviales, comme une rupture affective ou familiale, un besoin de reconnaissance ou encore l'envie de découvrir le monde. Si bien que les raisons invoquées se superposent souvent avec celles offertes par les organisations rejointes, accreditant ainsi l'illusion d'un ajustement parfait entre les militants et la cause (10).

Au-delà des discours, un détour par les caractéristiques sociales et les trajectoires des volontaires étrangers apparaît donc nécessaire pour mettre au jour les déterminants individuels et collectifs de l'engagement.

Parmi leurs premiers points communs : la jeunesse. Le dépouillement par l'historien Rémi Skoutelsky de 3 910 fiches remplies par des Français en Espagne fait apparaître que les moins de 30 ans représentaient 60% du total et les plus de 40 ans seulement 4,4%. Le registre de 595 « combattants étrangers en Irak » saisi par l'armée américaine dans la ville de Sinjar en octobre 2007 montre que plus de la moitié ont moins de 22 ans (11). Quant aux 235 membres des brigades de solidarité avec le Nicaragua étudiés par Kadelbach, 65% d'entre eux avaient moins de 29 ans et seulement 6,8% plus de 40 ans. Enfin, si l'on en croit les parlementaires français, les volontaires pour la Syrie sont « principalement des jeunes âgés de 15 à 30 ans (12) ».

« Soldats Gucci » venus du Golfe

PLUS DIFFICILE, l'analyse des statuts socio-professionnels révèle également des constantes. L'engagement concerne d'abord les ouvriers et les manœuvres : plus de 82% des brigadistes français en Espagne. Philippe Carrard rapporte pour la LVF que « les employés, les ouvriers d'usine, les ouvriers agricoles constituaient la plus grande partie de l'organisation, montrant que celle-ci avait recruté avant tout dans la très petite bourgeoisie et le lumpen-prolétariat (13) ». En revanche, en Irak et au Nicaragua, les étudiants prédominent : respectivement 43% et 20% des recrues.

Bien qu'éclairantes, ces statistiques méritent d'être précisées. Elles suggèrent en effet que l'une des principales conditions de l'engagement est la « disponibilité biographique (14) ». L'absence d'emploi

stable et valorisant, de vie familiale établie (avec, notamment, des enfants) : autant d'éléments qui facilitent dans bien des cas le départ, puisque « rien ne vous retient ». Cette disponibilité concerne plus facilement les jeunes et les étudiants, mais peut être partagée par des individus plus âgés qui ont vécu une perte d'emploi, une séparation ou un décès.

L'engagement offre d'abord une rupture avec la banalité du quotidien. L'anarchiste Léo Voline, vétéran de la bataille de Teruel durant la guerre d'Espagne, lance : « Fabriquer des postes [de radio] à longueur de semaine pour aller au cinéma le dimanche, recommencer le travail et le cinéma le dimanche. C'était ça, la vie à cette époque ! Bon alors, non, cette vie monotone, moi non. C'est les 20 ans qui parlent, comme

(2) David Malet, *Foreign Fighters. Transnational Identity in Civil Conflicts*, Oxford University Press, New York, 2013.

(3) Johann Prod'homme, « Le djihad, lol », Vice.com, 12 février 2014.

(4) Philippe Carrard, *Nous avons combattu pour Hitler*, Armand Colin, Paris, 2011.

(5) Rémi Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales (1936-1939)*, Grasset, Paris, 1998. Sauf indication contraire, les citations concernant les Brigades internationales en Espagne sont extraites de cet ouvrage.

(6) François Vignolle et Azzeddine Ahmed-Chaouch, *La France du djihad*, Editions du Moment, Paris, 2014.

(7) Thomas Kadelbach, *Les Brigadistes suisses au Nicaragua (1982-1990)*, Université de Fribourg, coll. « Aux sources du temps présent », 2006.

(8) Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech. L'Etat islamique ou le retour de l'Histoire*, La Découverte, Paris, 2015.

(9) David Thomson, *Les Français jihadistes*, Les Arènes, Paris, 2014. Sauf indication contraire, les citations concernant la Syrie sont extraites de cet ouvrage.

(10) Pascal Dauvin et Johanna Siméant, *Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002.

(11) Brian Fishman et Joseph Felter, *Al-Qa'ida's Foreign Fighters in Iraq : A First Look at the Sinjar Records*, Combating Terrorism Center, New York, 2007.

(12) Nathalie Goulet et André Reichardt, « Rapport sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe », Sénat, Paris, avril 2015.

(13) Philippe Carrard, *Nous avons combattu pour Hitler*, op. cit.

(14) Doug McAdam, « Recruitment to high risk activism. The case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, Chicago, 1986.



RÉSERVEZ VOS PLACES !
LeMonde.fr/festival

**THOMAS PIKETTY MONA ELTAHAWY
VINCENT LINDON CHRISTINE ANGOT
ANNE HIDALGO ROBERT J. GORDON
PIERRE GAGNAIRE ASTRO TELLER
MATTHIEU RICARD IRÈNE FRACHON
MURONG XUECUN EVGENY MOROZOV
EMMANUEL MACRON JORDI SAVALL
KAMEL DAOUD ALESSANDRO BARICCO
NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET YOUSSEUPHA**

CHANGER LE MONDE | 25-27 | Opéra Bastille - Palais Garnier
LeMonde.fr/festival | SEPTEMBRE 2015 | Théâtre des Bouffes du Nord
2^E ÉDITION | Cinéma Gaumont Opéra



D'UN ENGAGEMENT ARMÉ

combattre à l'étranger



FRANCK STELLA. – « Desparia », de la série : « Imaginary Places » (Lieux imaginaires), 1995

ADAGP - BRIDGEMAN IMAGES

chez bien d'autres, je pense. » Malet signale pour sa part la présence en Afghanistan de fils de bonnes familles du Golfe, « *allant et venant, comme en voyage, comme en vacances* », pour des « *jihad tours* », au point de gagner auprès des combattants locaux le surnom de « *soldats Gucci* ».

L'attrait de l'inconnu se combine parfois avec un désir de revalorisation de soi. Ceux qui ont des compétences militaires, techniques ou médicales peuvent aspirer à des positions inaccessibles dans leur pays d'origine, tel cet ancien légionnaire français qui se voit confier le commandement d'unités de combat dans le nord de l'Irak ; ceux qui en sont dépourvus peuvent du moins trouver dans le groupe une insertion, parfois un salaire. Ils y cherchent également la possibilité de restaurer leur dignité en se rendant « utiles », alors même qu'ils sont souvent considérés comme surnuméraires dans leur propre société.

C'est particulièrement le cas de ceux qui ont un passé de délinquant, présents en nombre sur l'ensemble des terrains étudiés. Certes, la crainte de la répression, l'attente d'un jugement accélèrent le départ ; certes, l'engagement armé prolonge des conduites à risque antérieures (violence, défi, consommation de drogues). Mais il ne faut pas sous-estimer ce que cette expérience permet en termes de reconstruction de l'estime de soi. « *Il y a eu des Français qui avaient un peu sombré du point de vue social et qui sont allés en Espagne, et qui se sont bien repris. Ils se sont bien intégrés, et dans l'esprit et dans l'action des Brigades internationales. Et ils ont eu un comportement moral tout à fait différent du comportement... discutable de leur vie antérieure* », témoignait le syndicaliste François Mazou. Les groupes islamistes armés fournissent un idéal et peuvent apporter une forme de renaissance, que consacre un changement de nom. Les photos martiales imprudemment publiées sur les réseaux sociaux voudraient attester cette transformation.

L'engagement à l'étranger apparaît donc comme la rencontre d'un travail idéologique de formulation du conflit et de dispositions personnelles qui incitent à partir. Mais le tableau ne serait pas complet sans une troisième dimension essentielle : ce qui se passe une fois sur place.

Arrivés à destination, au terme de voyages souvent rocambolesques durant lesquels ils ont dû échapper aux contrôles des autorités et trouver le moyen de franchir la frontière (le plus souvent en payant des passeurs), les aspirants combattants découvrent des situations extrêmement confuses. Une ville, un territoire peut un jour être tenu par un camp ou une faction et le lendemain par une autre. Si bien que le hasard joue un grand rôle dans les unités qu'ils peuvent rejoindre : des militants communistes ont intégré des colonnes anarchistes en Espagne, et bien malins seraient les jeunes volontaires européens qui pourraient se targuer de

rejoindre à coup sûr l'Organisation de l'Etat islamique ou le Front Al-Nosra. Contrairement à ce que prétendent leurs dirigeants, ni l'un ni l'autre ne constituent en effet des organisations unifiées, mais plutôt des regroupements d'unités de combat (*katibas*), dont le recrutement et l'assise sont surtout locaux et qui se

placent sous la bannière de l'un ou de l'autre. Dans l'une des rares enquêtes de terrain sur le conflit syrien, Romain Huët montre même que certains combattants initialement affiliés à l'Armée syrienne libre (ASL) peuvent changer d'allégeance en fonction de l'évolution des rapports de forces (15).

Tenus à distance du feu de l'action

ACE MOMENT s'opère également la rencontre entre l'impatience d'en découdre des nouveaux arrivants et les besoins opérationnels des groupes sur place, qui ne coïncident pas toujours. La bonne volonté ou même quelques semaines d'entraînement ne suffisent pas pour forger des combattants efficaces. M. Abou Hajar, un ingénieur informatique français d'origine syrienne membre des Faucons du Sham, l'explique sans fard : « *Ces jeunes seraient un poids pour nous. Il faut les protéger, car ils n'ont jamais tenu un fusil. Aussi, ce que je conseille à nos frères qui désirent rejoindre les rangs des moudjahidin, c'est de les soutenir d'abord financièrement.* » Ce point de vue était aussi celui d'André Marty, inspecteur général des BI en Espagne, lorsqu'il écrivait en 1936 aux responsables du PCF : « *Le détachement de 515 hommes que nous avons reçu ce matin est encore plus mauvais que le précédent : environ 42 % n'ont jamais fait de service militaire. Il y a aussi des malades et des réformés de l'armée pour blessure.* »

Compte tenu de la rareté des ressources (vivres, armes, munitions), les organisations entendent les réserver à ceux qui seront les mieux à même d'en faire bon usage, et sélectionner ceux qui sauront s'adapter rapidement aux exigences de leur tactique militaire. Nombre de jeunes volontaires en Syrie et en Irak se voient donc confier des tâches subalternes et monotones, comme la garde d'un camp ou d'un checkpoint, et doivent eux-mêmes acquérir leurs armes (de 1 300 à 1 500 euros pour une kalachnikov) et leurs munitions. « *Quand tu vas au front*, raconte Yassine, venu d'une cité de Seine-Saint-Denis, *c'est la katiba qui te donne les balles. Mais pour ta propre sécurité, c'est toi qui les achètes. C'est 1 euro par balle.* »

Il en va différemment pour ceux qui possèdent des compétences rares. « *A notre avis*, écrit Marty, *les seuls n'ayant pas fait le service militaire qui peuvent être envoyés ne doivent être que des spécialistes (aviateurs, mécaniciens, etc.).* » La Haganah, organisation sioniste clandestine très active durant la guerre de 1947-1949, démarcha directement et personnellement des pilotes civils et militaires anglo-saxons pour qu'ils rejoignent ses rangs. Plus récemment, les propagandistes de l'Etat islamique ont lancé dans leur revue en anglais, *Dabiq*, « *un appel spécial aux personnes disposant d'une expertise militaire, administrative et de service, ainsi qu'aux médecins et aux*

ingénieurs de toute spécialisation. Nous les appelons et leur rappelons de craindre Allah, leur émigration est wajib'ayni [une obligation individuelle] ; ainsi, ils pourront répondre au besoin pressant que les musulmans ont d'eux (16) ».

Si les « experts » font de précieuses recrues, généralement traitées avec égards et bien payées, les autres volontaires étrangers peinent à s'intégrer pleinement parmi les combattants locaux. Outre leur piètre valeur militaire, la plupart ne parlent pas, ou mal, la langue locale, ce qui accroît les problèmes de coordination et les risques. Ils sont donc toujours regroupés par langues, dans des brigades autonomes, ce qui accentue leur distance avec les autres unités.

La méconnaissance linguistique se double souvent de celle de la situation locale, tant sur le plan culturel que politique. Les termes idéologiques dans lesquels les combattants étrangers perçoivent le conflit, et qui justifient leur engagement, les poussent à adopter des positions de principe là où leurs homologues locaux privilégient parfois des approches plus pragmatiques. Ces derniers luttent pour défendre leur famille, leur village, davantage que pour un projet global. « *La maladie générale des volontaires à leur arrivée en Espagne*, raconte Marty, *était le sectarisme, l'incompréhension de la politique du Front populaire, le peu d'étude de la situation en Espagne. Français, Polonais, Italiens, etc., avaient comme mot d'ordre pendant trois mois : "Les soviets partout !"* » Malet rapporte également les frictions observables en Afghanistan, en Bosnie ou en Somalie entre les partisans d'un « djihad global » et ceux qui souhaitent d'abord chasser les troupes soviétiques, serbes ou croates, les Américains ou des factions rivales. Durant le conflit israélien, l'acronyme de l'organisation des volontaires étrangers, Machal, fut même transformé en yiddish en « *dingues de l'extérieur de la terre d'Israël* ».

Partis se battre pour un idéal, les combattants étrangers se montrent souvent intransigeants à l'heure de nouer des alliances stratégiques, jugées nécessaires par les commandants locaux, avec des groupes armés d'obédience politique, communautaire ou religieuse différente. Ils essaient parfois aussi d'imposer leurs vues aux populations civiles, au mépris de leur histoire. Ephémère « émir » d'une brigade française en Syrie, M. Omsen lui-même

s'emporte contre ce qu'il nomme les exactions de certains jeunes Européens, susceptibles selon lui d'aliéner les autochtones à la cause : « *Je suis allé les voir et je leur ai dit : "La charia que vous appliquez, elle est injuste." (...) Avant d'appliquer le fouet à quelqu'un qui a fait de la fornication, il y a une éducation à faire. (...) Le prophète, il a mis vingt-trois ans à poser les bases de la religion. L'alcool n'a pas été interdit d'un coup.* »

De réputation douteuse au niveau militaire, peu en phase avec les exigences tactiques du conflit, les combattants étrangers peinent à conquérir une légitimité là où ils se déploient. Ils sont donc tenus à distance du feu de l'action – comme la LVF, rattachée à des divisions de sûreté de l'armée allemande pour assurer l'ordre à l'arrière du front – ou, au contraire, utilisés sans grande considération comme chair à canon. La bataille de Teruel, durant l'hiver 1937-1938, dans laquelle un bataillon entier de la 13^e Brigade internationale fut mis hors de combat, est restée gravée dans la mémoire des survivants, tant la proportion de morts et de blessés dépassa celle des autres unités. En Irak, l'esprit de sacrifice combiné à la faible valeur militaire des volontaires venus d'ailleurs expliqueraient pourquoi les organisations locales les utilisent pour commettre des attentats-

suicides (17). Si l'on y ajoute la dureté de la guerre (même loin du front), sa durée, la distance – voire la défiance – qui les sépare des populations locales et les modalités de leur engagement dans le combat, on comprend la démoralisation qui frappe souvent les étrangers.

Ceux qui continuent se battent alors moins par conviction idéologique que par fierté, par solidarité avec le groupe ou par devoir envers ceux qui sont tombés. D'autres essaient de s'enfuir. En février 1937, le chef du gouvernement républicain espagnol, Francisco Largo Caballero, ferme la frontière et enjoint au directeur de la Sûreté d'empêcher « *par tous les moyens et avec le concours des policiers et des gardes d'assaut* » le départ des volontaires étrangers. De son côté, l'Etat islamique aurait mis en place à Rakka une police militaire pour traquer les déserteurs, en exécutant même une centaine (*Financial Times*, 19 décembre 2014). *Dabiq* prend soin de publier une photo montrant comment deux d'entre eux ont été abattus (18). Lorsqu'il s'agit de mineurs ou de piètres soldats, les commandants locaux semblent plus coulants et en laissent filer certains. Au 2 juillet 2015, parmi les 1 210 personnes qui avaient fait le voyage de France vers la Syrie et l'Irak, 27 % étaient déjà revenues (19).

Que feront-ils de retour au pays ?

MÊME en cas de victoire, les volontaires étrangers ne demeurent généralement pas sur place. « *J'étais prêt à mourir pour Israël, pas à y vivre* », résume un Sud-Africain du Machal, rentré chez lui comme plus de 90 % de ses camarades (20). Les retours ont toujours légitimement inquiété les services de police et de renseignement. Ces militants vont-ils prolonger leur activité dans leur pays d'origine et menacer l'ordre social et politique ou, fatigués, vont-ils rechercher une existence moins tumultueuse ?

La réponse dépend bien entendu des individus et des contextes, mais aussi des mesures adoptées par les autorités. Malet et Skoutelsky suggèrent que les anciens combattants qui purent réintégrer sans trop de difficultés la vie civile (avec des mesures de surveillance policière plus ou moins discrètes) poursuivirent parfois une activité politique, mais de moindre intensité. En revanche, ceux qui encouraient une féroce répression, comme les volontaires afghans dans des pays arabes, prirent un autre chemin. Dans l'impossibilité de rentrer chez eux, bon nombre se « professionnalisèrent », passant ensuite d'un conflit à l'autre. Ils devinrent ainsi des points de contact entre groupes épars, qu'ils contribuèrent à unifier sous une bannière commune (le « djihad global ») et auprès desquels ils diffusèrent leur savoir-faire en matière d'attentats, de fabrication de faux papiers, etc.

Le sociologue Emile Durkheim faisait de l'observation et de la comparaison le

fondement des sciences sociales. Pas parce que tout se vaut : les membres des BI ne sont pas les volontaires du Machal, de la LVF ou de l'Etat islamique, et ces expériences demeurent irréductibles les unes aux autres. Mais l'analyse systématique des mécanismes concrets par lesquels des individus aussi différents se sont battus pour faire advenir des utopies opposées déplace le curseur du jugement moral vers le terrain politique. Comment, dans une période donnée, combat-on un idéal susceptible de pousser certaines fractions de la population à quitter leur pays parce que cet idéal donne sens à leur existence ? Il paraît certain que la rhétorique paresseuse de la « guerre de civilisation », qui mêle interventions militaires à l'extérieur et raidissement sécuritaire à l'intérieur, ne constitue pas une réponse.

LAURENT BONELLI.

(15) Romain Huët, « Quand les "malheureux" deviennent des "enragés" : ethnographie de moudjahidines syriens (2012-2014) », *Cultures & Conflits*, n° 97, Paris, été 2015.

(16) *Dabiq*, n° 1, Ramadan 1435 (juillet 2014).

(17) Mohammed M. Hafez, *Suicide Bombers in Iraq : The Strategy and Ideology of Martyrdom*, United States Institute of Peace, Washington, DC, 2007.

(18) *Dabiq*, n° 5, Muharram 1436 (novembre 2014).

(19) Sébastien Pietrasanta, « La déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme », rapport au ministre de l'intérieur, Paris, juillet 2015.

(20) David Malet, *op. cit.*

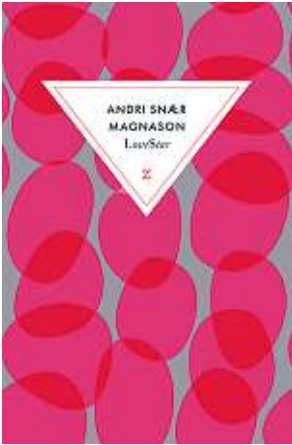


LITTÉRATURES

Amour et algorithmes

LoveStar
d’Andri Snær Magnason

Traduit de l’islandais par Eric Boury,
Zulma, Paris, 2015,
428 pages, 21,50 euros.



LOVESTAR est un génie. Il a libéré le monde des câbles électriques et de l’emprise de l’électronique après avoir percé le mystère des ondes émises par les sternes arctiques. L’«*homme moderne et sans fil*» apparaît comme la nouvelle étape de l’évolution. Depuis la vallée d’Oxanadalur, propriété du héros en Islande, l’entreprise LoveStar, qui donne son nom au mystérieux savant, va rayonner à travers le monde grâce au monopole de cette toute nouvelle façon de transmettre des données. Mais aussi grâce à un service marketing qui, en plus de «*transformer tout ce qu’il touche en or*», va imposer sans difficulté des normes et un modèle social.

L’adhésion à LoveStar est totale, depuis le scientifique jusqu’au consommateur lambda : «*Tous travailleraient main dans la main à développer l’empire, réduire les coûts et améliorer les services proposés.*» Et quels services ! Ainsi, la publicité ne s’arrête plus aux frontières physiques des individus : elle les pénètre littéralement par le biais des ondes qui forcent les cordes vocales à cracher des messages promotionnels. De façon générale, l’entreprise pétille d’initiatives qui sont autant de remèdes aux chagrins et aux errements des hommes. La création de LoveMort révolutionne ainsi la façon de disposer des défunts : plutôt que de les enterrer – un rite jugé archaïque –, on peut désormais les envoyer dans l’espace, les transformer en étoiles filantes. La conquête du marché est vite assurée : comment ne pas préférer à de tristes obsèques un spectacle aussi fantastique ? LoveStar libère des peurs archaïques et corrige même ce qui déplaît au présent. Par exemple, les enfants dont tout laisse à penser qu’ils pourraient mal tourner, ou donner bien peu de satisfactions à leurs parents, peuvent être «*rembobinés*», ce qui représente un sacré soulagement.

Dans le même esprit, une nouvelle application, InLove, identifie scientifiquement les âmes sœurs. Les relations amoureuses sont maintenant à l’abri du hasard ou autre facteur de trouble. Ceux qui s’obstinent à ne pas vouloir être «*calculés*», à préférer leurs sentiments spontanés, en bref, les dissidents, sont perçus comme des «*victimes de la liberté*». C’est le cas de Sigríður et Indriði, deux tourtereaux jeunes et naïfs qui évoquent les héros de *La Nuit des temps* de René Barjavel. Ils s’aiment d’un amour à eux, qui ne doit rien à l’analyse de données, mais ils vont devoir en éprouver la solidité, ébranlée par les rouages de la machine LoveStar. Il n’est pas si facile d’apprendre que leur histoire est statistiquement prévue pour durer cinq ans et sept mois, et qu’ils feraient mieux de saisir l’offre promotionnelle au vol ; car un jour ils chercheront leur véritable âme sœur, mais les conditions d’InLove seront alors nettement plus onéreuses...

Né en 1973, l’Islandais Andri Snær Magnason est connu comme auteur de livres jeunesse et célèbre pour un documentaire sur la crise écologique et financière en Islande : *Dreamland. Manuel de survie pour une population terrifiée* (2009). Ce titre aurait pu convenir aussi à *LoveStar*, son premier roman (2002). Avec cette contre-utopie fantasque et saisissante, qui use des mécanismes de la science-fiction pour décliner ce qui s’apparente à un conte philosophique grinçant, il mêle une fantaisie effervescente à l’âpreté, et invente une constellation qui lie de façon imprévue Italo Calvino, Philip K. Dick et les Monty Python.

NICOLAS MELAN.

EUROPE	AFRIQUE	ÉCONOMIE
DES FEMMES RESPECTABLES. Classe et genre en milieu populaire. – Beverley Skeggs <i>Agone, Marseille, 2015, 456 pages, 25 euros.</i> Pour cette enquête sur les femmes des classes populaires, la sociologue britannique Beverley Skeggs a observé pendant onze ans une formation aux métiers du soin dispensée dans un lycée du nord-est de l’Angleterre. S’appuyant sur plus de quatre-vingts entretiens, elle montre comment les jeunes participantes n’y sont «<i>pas seulement préparées à un métier</i>», mais aussi «<i>formées à occuper une position dans la société, une position de classe et de sexe</i>» : «<i>des femmes hétérosexuelles orientées vers le mariage, les enfants et la prise en charge des autres</i>». Publiée en 1998 au Royaume-Uni, cette étude veut prendre le contrepied de l’idéologie dominante dans le monde académique, qui, selon l’auteure, met l’accent sur le «soi» au détriment de la notion de classe. Ayant elle-même grandi dans un milieu ouvrier, Skeggs porte son attention sur la créativité et la capacité de produire du sens depuis des positions dominées. Subissant «<i>une angoisse qui n’a rien d’individuel</i>», «<i>alimentée sans répit par les doutes et l’insécurité de l’expérience de classe</i>», ces jeunes femmes ne respectent pas pour autant ceux qui ont le pouvoir de les juger, représentants d’une bourgeoisie qu’elles détestent. CÉCILE NOESSER MUSULMANS AU QUOTIDIEN. Une enquête européenne sur les controverses autour de l’islam. – Nilüfer Göle <i>La Découverte, Paris, 2015, 240 pages, 20 euros.</i> L’islam est «<i>devenu une affaire politique majeure</i>» dans les sociétés européennes. C’est l’hypothèse centrale de cet ouvrage, fruit d’une recherche de quatre ans conduite par la sociologue franco-turque Nilüfer Göle. La «<i>cartographie des controverses</i>» est connue en France : port du voile, prières collectives de rue, construction de mosquées, «style de vie» halal, charia, représentation du sacré. S’extirpant du prisme hexagonal, cette enquête rappelle que tout le continent est marqué par «<i>l’irruption contemporaine quasi volcanique de l’islam</i>». Sortant peu à peu des périphéries et de l’exclusion, les nouvelles générations de musulmans européens rendent visible leur religion. Cela ne va pas sans créer une tension, qui engendre de la confrontation, voire de la violence, mais nourrit aussi un «<i>processus dessinant les contours d’un nouvel habitus spécifique aux musulmans d’Europe des années 2010</i>». Dichotomie féconde : comme le montrent de nombreux cas dans l’ouvrage, ces «<i>controverses islamiques</i>» ouvrent quelques «<i>horizons du possible</i>» pour une Europe avec ses musulmans. EMMANUEL RIONDÉ	FRANCE-CÔTE D’IVOIRE, UNE HISTOIRE TRONQUÉE. – Fanny Pigeaud <i>Vents d’ailleurs, Paris, 2015, 354 pages, 24 euros.</i> Depuis la rébellion de 2002, les élections de fin 2010 et l’intervention franco-onusienne d’avril 2011, peu d’ouvrages documentés et dépassionnés sont parus sur la Côte d’Ivoire. Mais l’élection présidentielle et le procès de l’ancien président Laurent Gbagbo devant la Cour pénale internationale, fin 2015, semblent susciter un certain regain d’intérêt éditorial pour le poids lourd économique de l’Afrique de l’Ouest. A-t-on «<i>enlevé Laurent Gbagbo pour mettre à la place Alassane Ouattara</i>» ?, feignait de s’interroger rétrospectivement M. Nicolas Sarkozy. En effet, qui a réellement remporté la calamiteuse présidentielle de décembre 2010 ? Et quel a été le rôle de la France, de l’Organisation des Nations unies (ONU) et des puissances africaines ? Journaliste spécialiste de l’Afrique, Fanny Pigeaud ne se perd pas dans ses références politologiques – pourtant nombreuses. Elle propose une véritable contre-enquête documentée, qui la fait arpenter les couloirs de l’ONU et sonder les arcanes du ministère français de la défense ou du Quai d’Orsay, sans oublier d’interroger les acteurs ivoiriens. MICHEL GALY	AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE. Expériences et méthodes. – Maria Lucia Fattorelli <i>Auditoria Cidadã da Dívida, Comité pour l’annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) et Centre Europe-Tiers Monde (Cetim), Genève, 2015, 264 pages, 10 euros.</i> Logiques énigmatiques, sigles cabalistiques, sommes astronomiques... l’information sur la dette pourrait se résumer ainsi : «Ne cherchez pas à comprendre ce qui vous dépasse, payez !» Un peu partout dans le monde, des femmes et des hommes ont néanmoins fait une découverte : derrière le jargon se dissimule un dispositif de spoliation sommaire. Mieux, ils ont décidé d’en contester la légitimité. Ce double mécanisme de révélation-contestation relève d’un même projet : l’audit, à travers lequel des citoyens ou, plus rarement, des États décortiquent le «système dette». Ils identifient la part de créances «odieuses» (contractées par une dictature, par exemple), «illégitimes» (contractées à l’encontre de l’intérêt général), «illégalles» (contractées en dehors de la loi, à travers la corruption) ou «insoutenables». En dépit de sa nature technique, l’audit se veut avant tout un outil d’éducation et de mobilisation populaires. Extrêmement pédagogique, ce livre offre une méthodologie détaillée reposant sur les expériences fructueuses d’une quinzaine de pays. RENAUD LAMBERT DES CROISSANCES. Les alternatives à l’économie officielle. – Thierry Jeantet <i>François Bourin, Paris, 2014, 88 pages, 9 euros.</i> Catastrophes dites naturelles ou industrielles, inégalités sociales croissantes ; crise alimentaire, sociale, climatique, financière... Thierry Jeantet, directeur général du groupement européen d’intérêt économique Euresa et président du Forum international des dirigeants de l’économie sociale et solidaire, surnommé le «contre-Davos», entreprend de proposer des solutions d’avenir, qui ne se cantonnent pas à des réponses économiques. Avec pour objectif de replacer le citoyen au centre, l’auteur retrace les combats de l’économie sociale et solidaire : intégration des logiciels libres, des semences libres, évolution des structures, interventions auprès des organisations internationales, prise en compte des systèmes d’évaluation. Les imaginations appliquées au social et au sociétal sont jugées majeures. L’économie ne peut se faire au détriment du social, mais avec lui. THIBAUT NICOLAS
SOCIÉTÉ		
QU’EST-CE QUE RÉSISTER ? Usages et enjeux d’une catégorie d’analyse sociologique. – Sous la direction de José-Angel Calderón et Valérie Cohen <i>Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d’Ascq, 2014, 165 pages, 22 euros.</i> Quelle pertinence peut avoir le recours à la notion de «résistance» pour dévoiler et désigner des modes d’opposition invisibles ? Ces pratiques individuelles ou collectives – insubordination, freinage, débrayages courts à des heures particulières – permettent d’analyser les dynamiques de l’émancipation, notamment pour de nouvelles catégories sociales. Ainsi, Laurent Bazin étudie comment des ouvrières ouzbèkes supportent leur subordination, mais sans adhérer aux principes qui l’organisent. José-Angel Calderón et Pablo Lopez Calle, observateurs des «indignados», élargissent le champ à toutes les formes de rébellion des dominés : ce qu’elles expriment de nouveau et leurs effets sur les rapports sociaux. On trouvera ici une description des théories de la résistance depuis quarante ans, en particulier en sociologie du travail. HÉLÈNE-YVONNE MEYNAUD VIVRE LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE. Histoires et témoignages. – Sous la direction de Cédric Biagini et Pierre Thiesset <i>Le Pas de côté - L’Echappée, Montreuil, 2014, 278 pages, 20 euros.</i> Ils ont abandonné leur emploi ou bifurqué lors d’un accident de la vie. Déserteurs du Capital, militantes d’une simplicité volontaire... «<i>Je peux pleurer de bonheur quand je découvre des citations magnifiques de quelqu’un comme Robespierre qui disait : “Le signe le plus honteux de l’esclavage d’un peuple, c’est l’ignorance profonde”</i>», raconte «Mamie Anar» à Paris. A Lyon, le curé de Saint-Polycarpe anime un groupe intitulé Chrétiens et pics de pétrole. Ya, ex-requin de l’immobilier, vit dans une caravane en Ardèche : «<i>C’était le besoin d’accumuler.</i>» Comme lui, certains quittent Paris et leurs places en or pour reconquérir leur vie. Il y a les riches qui n’en pouvaient plus, et aussi les pauvres qui n’ont jamais pu. Comme François et son cirque Bidon, d’une famille «<i>hyperprolo</i>», encarté au Parti communiste, et qui a basculé avec Mai 68. Ces parcours (une cinquantaine) relatés initialement dans le journal <i>La Décroissance</i> redonnent goût à la politique. CHRISTOPHE GOBY		
ASIE		
LEFTOVER WOMEN. The Resurgence of Gender Inequality in China. – Leta Hong Fincher <i>Zed Books, Londres et New York, 2014, 224 pages, 14,99 livres.</i> Si Mao Zedong les avait hissées au rang de «moitié du ciel», la réalité les a souvent laissées dans les arrières-cours. Les femmes chinoises ont vu leur situation s’aggraver encore avec l’ouverture et les réformes lancées en 1979. Fait significatif : elles ne représentent que 4,9% des membres de l’Assemblée nationale populaire, contre 10,3% en 1973. Ancienne journaliste devenue sociologue à l’université Tsinghua, Leta Hong Fincher ne se contente pas de recenser les discriminations au niveau des salaires, de l’emploi, de l’accès aux responsabilités – ce qui serait déjà bien. Elle met aussi en lumière, à travers les témoignages, le recul des mentalités, et ce chez les deux sexes. Ainsi, d’énormes campagnes idéologiques présentent le mariage comme le premier dessein (destin) des femmes ; celles qui, à plus de 26 ou 27 ans, restent célibataires sont désormais montrées du doigt, présentées comme des <i>leftover women</i>, des laissées-pour-compte, méprisées et méprisables. Ce recul se traduit également par une recrudescence des violences conjugales et des comportements machistes dans la vie quotidienne. MARTINE BULARD JOURNAL D’HIROSHIMA. 6 août - 30 septembre 1945. - Michihiko Hachiya <i>Tallandier, coll. «Texto», Paris, 2015, 303 pages, 9,50 euros.</i> Le 6 août 1945, à 8h15 du matin, un B29 américain largue au-dessus de la ville japonaise d’Hiroshima une première bombe atomique – avant celle de Nagasaki, trois jours plus tard. Des dizaines de milliers de personnes meurent sur le coup, réduites en cendres ; d’autres dizaines de milliers, brûlées et irradiées, vont succomber dans les jours, mois ou années qui suivent. Au total, un pilote, un avion, une bombe auront fait entre soixante-dix mille et cent mille victimes. Médecin hospitalier, Michihiko Hachiya a consigné dans un journal la description clinique des effets de la dévastation nucléaire sur les survivants, traumatisés et privés de tout, qu’il a soignés. Un document édifiant, publié dix ans plus tard – et réédité en poche pour ce 70^e anniversaire –, qui trouble un moment une opinion publique acquise à l’idée que les bombes atomiques avaient en définitive épargné bien des vies américaines. Car les États-Unis ont su conjurer tout risque de procès contre les responsables de l’un des pires crimes contre l’humanité, ne concédant ni repentance ni indemnités. Avant de se prétendre les champions de la lutte contre les armes de destruction massive et contre les autres terroristes, ceux qui ont des explosifs mais pas d’avions. CHRISTIAN DE BRIE		

RÉCIT

Les tribulations des Africains en Chine

ON CONNAÎT l’auteure belge néerlandophone Lieve Joris pour ses récits sur le Congo (1) ou sur le Proche-Orient (2). La voilà qui embarque «*sur les ailes du dragon* (3)» pour un périple en Chine, à la rencontre de ceux qui font «*la mondialisation par le bas*», selon l’expression d’un de ses interlocuteurs. Toujours à hauteur d’homme, le lecteur l’accompagne tout d’abord à Dubaï. Elle se poste dans la boutique d’Indiens de sa connaissance, avant de faire un bout de chemin avec les «*débrouillards*» qui, entre le port, leur chambre d’hôtel en désordre et les boutiques, s’accommodent des barrières culturelles et linguistiques pour acheter de quoi remplir un conteneur de marchandises en tout genre qui fera vivre leur négoce sur les rives du fleuve Congo. Puis c’est sur le marché de Canton (Guangzhou), surnommé «Chocolat City», qu’on la retrouve ; elle y «*explore le paysage chinois en payayant sur [sa] pirogue africaine*».

Lieve Joris se laisse guider par ses rencontres africaines, par ses amitiés naissantes et par un sens de l’observation apte à donner au quotidien une vigueur qui résiste à toutes les théories préétablies sur le commerce et les liens entre la Chine et l’Afrique (4). Au gré des occasions, à Pékin, Shanghai ou dans des villes moins connues comme Xiangtan, elle découvre, regarde, entre en contact, et parvient à son but : décrire avec autant de chaleur la vie,

cette fois, des Chinois qui, d’une façon ou d’une autre, ont un lien avec l’Afrique. Ils y vivent, comme son ami Shudi, fêru d’art, qui parvient à ouvrir un musée d’art africain à Jinhua (elle suivra les différentes étapes menant à sa réalisation) : il habite avec sa femme en Afrique du Sud, où elle leur rendra visite à la fin de son périple. Ou il s’agit d’universitaires, spécialistes de l’histoire d’un continent qu’ils analysent depuis vingt ans, parfois sans y avoir jamais mis les pieds. Ou bien ils y ont voyagé, étudié ou ouvert un commerce. C’est ainsi qu’elle écoute la conférence d’un ancien ambassadeur de Chine en Erythrée, assiste au retour de Zambie d’une étudiante chinoise enthousiasmée.

Parmi bien d’autres rencontres touchantes, il y a Elton, un étudiant qui a travaillé comme interprète pour des Africains en affaires en Chine. Entre deux analyses de la société chinoise, il lui confie son hésitation à rejoindre une compagnie minière à Lubumbashi, au Congo, où il pourrait gagner de quoi offrir une maison à sa mère ; mais cette dernière s’inquiète de le voir partir pour un monde qu’elle associe à la pauvreté et au sida. L’auteure apprendra plus tard qu’après avoir travaillé pour un négociant en bois, il a finalement renoncé à un salaire conséquent et accepté une mission précaire dans un festival de films documentaires, sa passion. Lieve Joris écoute chacun,

africain ou chinois, comparer le quotidien ici et là-bas, ses difficultés et ses réussites, réelles ou fantasmées. Elle manifeste un art consommé des «*conversations de train*», ces conversations intimes avec des inconnus qu’on sait limitées à la durée d’un trajet. Sauf qu’elle parvient à les poursuivre sur plusieurs années, et raconte ainsi grâce à elles la vie de ces aventuriers contemporains passés d’un continent à l’autre, d’une vie à l’autre. Ces hommes et ces femmes composent bon gré mal gré avec les ouvertures, parfois fragiles, que leur offre la recomposition géopolitique postcoloniale, dans laquelle les références et les repères changent. Ainsi, c’est auprès d’Africains que certains dirigeants chinois se renseignent sur l’attitude de l’Europe à leur égard...

ANNE ROY.

(1) Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, Actes Sud, coll. «Babel», Arles, 2006.
(2) Lieve Joris, *Les Portes de Damas*, Actes Sud, coll. «Babel», 2001.
(3) Lieve Joris, *Sur les ailes du dragon. Voyages entre l’Afrique et la Chine*, Actes Sud, 2014, 388 pages, 23,80 euros.
(4) Cf. Serge Michel, Michel Beuret et Paolo Woods (photos), *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Fayard/Pluriel, Paris, 2011.



DU MONDE

Le pouvoir de la nuit

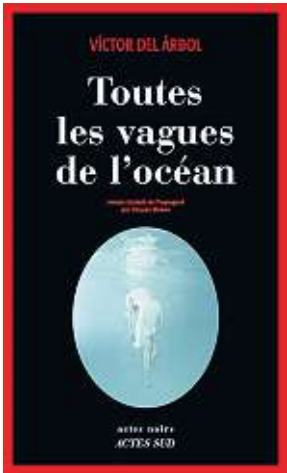
Toutes les vagues de l’océan
de Víctor del Arbol

« **O**n ne pouvait maintenir la marmite fermée en appuyant éternellement sur le couvercle. Le silence et les mensonges n’étaient supportables que jusqu’à un certain point. » Illustrations du poids des non-dits dans les relations filiales, fraternelles, amoureuses... ces phrases traduisent aussi métaphoriquement le rapport de l’Espagne d’aujourd’hui avec le franquisme. Elles pourraient résumer le roman de l’écrivain espagnol Víctor del Arbol, qui, après l’immense succès de *La Tristesse du samouraï* (Actes Sud, 2012), signe ici un ouvrage aux ressorts similaires, entremêlant l’histoire et les bouleversements intimes, auxquels le lecteur se soumet avec bonheur.

Moscou, 1933. Elías, jeune ingénieur asturien communiste, aide à construire la révolution. Mais il sera propulsé dans l’abjection stalinienne des procès et des déportations, dont il sera l’une des victimes. Barcelone, années 2000. Gonzalo, son fils, après le suicide de sa sœur Laura, va reconstituer l’itinéraire de ce père méconnu. Autour d’eux, nombre de personnages, tous décisifs, dont le policier Alcázar, matérialisation du temps d’hier dans le présent. Leurs parcours se croisent ou s’imbriquent sans qu’ils le sachent, pris dans les rets de l’histoire en train de se faire (celle du stalinisme, celle du franquisme) et des résurgences du passé, inévitables ou accidentelles, suscitées par un mot, un objet. Quel chemin emprunter ? De quel(s) choix disposons-nous ? Quelle est ma liberté d’agir, d’aimer ? Dois-je attraper cette main ? La lâcher ? Le lecteur évolue dans une intrigue neuveuse qui jusqu’au bout le saisit.

Leningrad, décembre 1941. Elías écrit à son épouse : « *Ils ne comprennent rien, ni les Allemands ni les Soviétiques. Ils croient que nous luttons pour eux, alors que nous nous battons contre nous. Ils ne comprennent pas qu’il suffit de crier d’un côté le nom de Belchite, ou de Badajoz, ou de*

Traduit de l’espagnol par Claude Bleton, Actes Sud, coll. « Actes noirs », Arles, 2015, 599 pages, 23,80 euros.



Tolède, pour que les uns et les autres se lancent dans la bagarre comme des chiens enragés. (...) Que de mal nous a fait cette guerre ! Je me demande si un jour on pourra laisser tout cela derrière nous, et la réponse m’atterre. » Est-ce la guerre d’Espagne qui a fait du mal aux Espagnols ? Ne serait-ce pas plutôt la dictature franquiste, la transition démocratique ? Le roman pose, à bien des égards, ces questions, tout comme celle de la soumission de l’existence au politique.

Les personnages sont « en situation », pour reprendre l’expression de Jean-Paul Sartre, comme l’est le romancier, presque malgré lui : « *Chacun choisit les batailles où se battre et vaincre.* » Et si on entend Charlie Parker interpréter *Perdido* (« Perdu »), c’est pour nous rappeler que derrière le désespoir se nichent des voies qui refusent l’impasse. La respiration naît des moments où les personnages improvisent, sortent du piège tendu par le passé, du silence rédhibitoire. *Toutes les vagues de l’océan* rappelle que tout acte est politique et que chaque geste engage. « *Voyageur/il n’y a pas de chemin/le chemin se fait en marchant* », ponctuierait le poète Antonio Machado.

Víctor del Arbol a bâti des personnages « *faits de lumières et d’ombres* » – « *comme tout le monde* ». Si une photo devait illustrer ce roman, elle serait en noir et blanc, bien sûr, avec une ombre insistante et oppressante, mais qui permet de voir sourde la lumière. Car il nous faut « *accepter la réalité de la nuit* » afin de conquérir la liberté.

ANNE MATHIEU.

DROIT INTERNATIONAL

De la Société des nations à la gouvernance mondiale

Avec *The Guardians*, ouvrage érudit et agréablement écrit, fruit d’un long travail sur les archives, l’historienne d’origine canadienne Susan Pedersen explore la politique des mandats de la Société des nations (SDN), l’ancêtre de l’Organisation des Nations unies (ONU), dans l’entre-deux-guerres (1). Elle analyse notamment comment les colonies allemandes, confisquées après 1918, ont été confiées à la France, et les ex-territoires ottomans, transférés respectivement à Paris (Liban et Syrie) et à Londres (Irak et Palestine). Elle montre le traitement condescendant, voire brutal, infligé aux populations par les puissances mandataires, qui les pensaient incapables de se gouverner elles-mêmes. Concernant la Palestine, Pedersen souligne

la volonté de plusieurs pays européens d’y créer un territoire pour y envoyer leur population juive et ainsi régler le prétendu « problème juif », en cette période de montée de l’antisémitisme en Europe.

Sous la direction du politiste français Arnaud Blin et de l’économiste franco-chilien Gustavo Marin, le *Dictionnaire de la gouvernance mondiale* décortique quant à lui une centaine de termes qui ont en commun d’avoir une portée transnationale, voire mondiale, comme ceux de « nations unies » ou de « droits humains » (2). Le livre comporte une dimension à la fois historique et prospective. Ainsi, s’il retrace les conférences de paix depuis le XVII^e siècle, il rend

également compte de l’inefficacité et de l’illégitimité de nombre d’organisations internationales – l’Organisation mondiale du commerce (OMC), par exemple. Il relate l’émergence de l’altermondialisme et du mouvement des « indignés », présentés comme porteurs d’espoir, et analyse des concepts nouveaux : les « biens communs », le « devoir d’ingérence », la « gouvernance mondiale ». En appelant à un changement radical, l’ouvrage incite à établir des principes de gestion des biens communs mondiaux, à mettre en place un nouveau système financier, voire à créer un « Etat mondial » et un « Parlement mondial de citoyens », ce que les auteurs voient comme un pas vers davantage de démocratie. En réaction à la conception actuelle de la « gouvernance », libérale et venue du monde de l’entreprise, ils invitent à imaginer une nouvelle coopération.

Plus ciblé, un livre collectif étudie la notion de « bonnes pratiques », devenue en quelques années omniprésente, notamment dans les organisations internationales, dont beaucoup ont adopté cette manière de procéder favorisant les codes de conduite non contraignants (3). Le département des opérations de maintien de la paix de l’ONU s’est ainsi doté en 1995 d’une unité des bonnes pratiques. L’Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a de son côté intégré dès 1976 des « principes directeurs » destinés à encadrer la politique sociale des multinationales. Mais, si l’on peut douter que ces instruments purement incitatifs soient susceptibles d’atteindre leur objectif, il apparaît en outre que cette conception s’accompagne d’une orientation libérale, favorable à la privatisation et à la libéralisation. Dans le domaine de la santé, par exemple, où elle s’est comme ailleurs répandue, se multiplient depuis les années 2000 les partenariats public-privé, souvent au bénéfice du second. D’où, de surcroît, une concurrence entre agences onusiennes, qui développent chacune leurs propres normes...

CHLOÉ MAUREL.



plantes associées aux moissons qui « *sécurisent l’alimentation des insectes pollinisateurs, dont les abeilles* ».

MONA CHOLLET.

(1) Alexa Brunet (photographies) et Patrick Herman (textes), *Dystopia*, préface de Gilles Clément, Le Bec en l’air, Marseille, 2015, 80 pages, 28 euros.

(1) Susan Pedersen, *The Guardians. The League of Nations and the Crisis of Empire*, Oxford University Press, 2015, 571 pages, 22,99 livres.

(2) Arnaud Blin et Gustavo Marin (sous la dir. de), *Dictionnaire de la gouvernance mondiale*, Nuvis, Paris, 2015, 467 pages, 29 euros.

(3) Asmara Klein, Camille Laporte et Marie Saiget (sous la dir. de), *Les Bonnes Pratiques des organisations internationales*, Presses de Sciences Po, Paris, 2015, 241 pages, 15 euros.

HISTOIRE

ÉCLATS D’ANARCHIE. Passage de mémoire (conversations avec Guillaume Goutte). – Freddy Gomez

Rue des Cascades, Paris, 2015, 494 pages, 18 euros.

Fils de l’exil anarcho-syndicaliste espagnol, Freddy Gomez transmet dans un riche entretien une expérience et une réflexion nées de plusieurs décennies de participation à la mouvance libertaire : de son enfance, marquée par un père responsable de la Confédération nationale du travail (CNT) d’Espagne en exil, au Mai 68 d’un lycéen de la proche banlieue parisienne, puis au militantisme, à cheval entre la France et l’Espagne, durant les dernières années du franquisme et les premières de la « transition démocratique », tandis que la CNT sortie des catacombes connaissait un bref essor, avant d’être rapidement victime de ses divisions. Il est aussi question d’une organisation à part dans le mouvement syndical français, le syndicat des correcteurs de la Confédération générale du travail (CGT), et, enfin, du présent perpétuel de l’ordre marchand qui voudrait effacer la mémoire des vaincus. Sous le patronage de Walter Benjamin, dans le sillage de militants atypiques comme Louis Mercier-Vega, André Prudhommeaux, Victor Serge, ces conversations s’adressent à tous ceux qui se réclament d’un anarchisme social et rejettent les orthodoxies.

CHARLES JACQUIER

LES BALLEs DU 14 JUILLET 1953. Des manifestants algériens tués à Paris. – Daniel Kupferstein

Video : 85 minutes ; <http://daniel-kupferstein.com>

« *Le soir, je voulais aller au bal du 14-Juillet, mais je n’aurais jamais cru qu’en allant à cette manifestation je risquais de perdre la vie.* » En 1953, à Paris, une manifestation populaire en l’honneur de la Révolution française, comme chaque année à l’époque, à l’appel du Parti communiste, est en train de se disperser. La police charge un cortège de participants mobilisés par le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en Algérie (MTLD). Six Algériens et un Français sont tués, plus de quarante sont blessés par balle. Auteur de deux autres films sur les massacres liés à la guerre d’Algérie, Daniel Kupferstein donne la parole aux témoins et aux acteurs, policiers compris. Analyses d’historiens, étude de la presse de l’époque et des archives mettent en perspective les témoignages. Cette enquête fournit tous les éléments permettant de reconstituer l’événement, mais aussi de comprendre comment il est tombé dans l’oubli.

JEAN-LUC DERYCKX

IDÉES

SELFISH, SHALLOW, AND SELF-ABSORBED. Sixteen Writers on the Decision Not to Have Kids. – Sous la direction de Meghan Daum

Picador, New York, 2015, 288 pages, 26 dollars.

Dans un contexte de taux de natalité historiquement bas, les témoignages sur le choix de ne pas avoir d’enfants se multiplient depuis quelques années aux Etats-Unis. Ce recueil, qui réunit seize écrivains, treize femmes (dont Lionel Shriver, auteure de *We Need to Talk About Kevin*) et trois hommes, se distingue par sa qualité littéraire. Percutantes, souvent poignantes, parfois drôles, les contributions ménagent toute leur place aux nuances et à l’ambivalence.

Elles élèvent spectaculairement le niveau du débat, quand la réflexion sur le sujet se limite encore trop souvent à une poignée de préjugés – à commencer par l’idée selon laquelle le refus de procréer traduirait une attitude « *égoïste, superficielle et nombriliste* ». Elles invitent à mener sa vie, si nécessaire, en dehors des sentiers battus, à l’image de Michelle Huneven. La romancière raconte s’être arrangée, plus ou moins consciemment, pour ne pas convoler en justes noces avant de ressentir les premières bouffées de chaleur de la ménopause : « *une nouvelle version de la mariée rougissante* ».

M. C.

POUR UNE ÉCOLOGIE DE L’ATTENTION. – Yves Citton

Seuil, Paris, 2014, 320 pages, 20 euros.

« *Si notre attention est le champ de bataille où se joue le sort de nos soumissions quotidiennes et de nos soulèvements à venir, alors nous sommes à la croisée des chemins.* » Sans déplorer la fonte comme neige au soleil de nos capacités cognitives dans l’Internet, cet essai touffu permet la réflexion, sans nostalgie, sur cette ressource limitée qu’est notre capacité d’attention, a fortiori lorsque le numérique en démultiplie les possibilités d’exploitation capitaliste. A quoi l’accorder, que faire de notre attention et comment résister aux « *envoûtements médiatiques* » ? En archéologue des médias, Yves Citton parcourt les époques, du XVIII^e siècle à Google ; les références, de Gabriel Tarde à Nicolas Carr ; et les échelles, de nos activations neuronales à la Terre vue depuis Saturne : il veut trouver ce lieu où s’enchevêtrent le plus privé et le plus politique.

Notion transversale à nos « *écosystèmes imbriqués les uns dans les autres* », l’attention est le lieu stratégique pour repérer ce passage du « je » au « nous ». L’écologie se conçoit ici avant tout comme une « *échologie* ».

THIBAUT HENNETON

PENSÉE ET POLITIQUE DANS LE MONDE ARABE. Contextes historiques et problématiques, XIX^e-XXI^e siècle. – Georges Corm

La Découverte, Paris, 2015, 346 pages, 23 euros.

Avec pédagogie et parfois militantisme, l’économiste et historien libanais Georges Corm dresse un panorama des différents courants de pensée qui ont traversé l’aire arabo-musulmane jusqu’à nos jours : nationalisme, réformisme, marxisme... Travaux d’intellectuels et débats idéologiques, replacés dans leur contexte socio-historico-politique, témoignent pour l’essentiel d’une « *pensée arabe* » riche et complexe, construite principalement autour de trois questions : le retard historique, le sous-développement et l’incapacité à bâtir une nation moderne.

Corm relève que l’un des principaux points de discorde, « *la question religieuse et ses rapports avec l’identité nationale* », a favorisé « *l’appréhension dominante du monde arabe par les appareils académiques et médiatiques de l’Europe et des Etats-Unis (...) à travers la thèse d’une quasi-invariance de l’esprit arabe, prétendument dominé par le religieux islamique* ». Il aurait été enrichissant que les pratiques ou stratégies des acteurs politiques soient, pour la période la plus contemporaine, davantage articulées avec les idéologies dont ils se réclament.

NICOLAS APPELT

L’HISTOIRE DE L’ART DEPUIS WALTER BENJAMIN. – Sous la direction de Giovanni Careri et Georges Didi-Huberman

Mimésis, Milan-Paris, 2015, 209 pages, 18 euros.

Réclames, jouets, gravures, photographies ou peintures : les images matérielles ont revêtu pour le philosophe Walter Benjamin une importance cruciale, suscitant une investigation inquiète et combative. En elles, le réel est selon lui recueilli et illuminé, « *porté à l’ordre du jour* », c’est-à-dire rendu disponible pour la pensée et l’action politique.

Les actes de ce colloque de 2008 présentent, à côté d’essais « *archéologiques* » sur ses sources et ses méthodes dans son approche des images, des textes qui, à la manière de Benjamin, opèrent par analogies et « *constellations* ». Exemplaire à cet égard, l’article de Giovanni Careri explore la temporalité de la chapelle Sixtine à travers la pièce de Samuel Beckett *En attendant Godot*.

La pensée de Benjamin devient ainsi le lieu depuis lequel imaginer une histoire de l’art au présent, qui, comme l’écrit Georges Didi-Huberman, s’autorise à prendre le matériel historique « *à rebrousse-poil, désorganisant, joyeusement ou cruellement, ce que suggéraient les évidences causales de surface* ».

JOHAN POPELARD



ARTS
LA BOUFFONNERIE DE L'ART CONTEMPORAIN. – Nicole Esterolle <i>Jean-Cyrille Godefroy, Paris, 2015, 236 pages, 18 euros.</i> Nicole Esterolle – un pseudonyme – anime Le Schtroumpf émergent, l’un des blogs sur l’art contemporain les plus féroces et les plus suivis. Essentiellement une compilation de ses articles, cet essai à l’humour mi-anarchiste, mi-rabelaisien s’en prend aux «<i>théologiens</i>» dudit art. Défilent donc des «<i>fonctionnaires de la création</i>» promouvant une subversion institutionnelle à travers les fonds régionaux d’art contemporain (FRAC), les directions régionales des affaires culturelles (DRAC), etc., et des artistes dont le succès est proportionnel à la «<i>béance ontologique</i>» de leurs œuvres. L’auteure pointe un «<i>art de classe</i>», «<i>néo-libéral</i>», promu par une coterie endogène où se mêlent une critique «<i>de nature consanguine</i>», artistes, professeurs, inspecteurs de la création. Elle expose la curieuse alliance d’une intelligentsia «<i>de gauche</i>» avec des collectionneurs, celle du service public de la création avec des intérêts privés. «<i>C’est quand je me suis rendu compte que l’art contemporain n’était pas de l’art que je suis devenu artiste contemporain</i>», a déclaré le plasticien Bertrand Lavier; Esterolle le prend au mot. MIKAËL FAUJOUR
BIOGRAPHIE
RINGOLEVIO. – Emmett Grogan <i>L’Echappée, Montreuil, 2015, 704 pages, 25 euros.</i> Emmett Grogan fut la tête pensante des Diggers, d’inlassables activistes qui, en organisant un système de distribution de repas gratuits et en ouvrant des dispensaires pour les démunis, mirent en pratique l’idée d’une <i>free society</i> («<i>free</i>» se traduit à la fois par libre et par gratuit) dans le San Francisco de l’ère hippie, entre 1966 et 1968. Cet enfant des rues de Brooklyn s’opposera avec la même ferveur à l’Amérique du président Lyndon B. Johnson et à la génération <i>peace and love</i>, incapable de concrétiser ses idéaux de transformation de la société. Dans ses prises de parole, il mettra à mal l’arrogance et le discours, coupé des réalités sociales, des leaders autoproclamés de la contre-culture, théoriciens d’une nouvelle gauche radicale ou figures médiatiques du mouvement psychédélique. Seuls trouveront grâce à ses yeux certaines actions des Black Panthers et les écrits de membres de la Beat Generation comme Allen Ginsberg. <i>Ringolevio</i>, son autobiographie, date de 1972. Il est mort d’une overdose en 1978. ERIC TANDY
ÉCOLOGIE
FAUNE SAUVAGE, BIODIVERSITÉ ET SANTÉ, QUELS DÉFIS ? – Sous la direction de Serge Morand, François Moutou et Céline Richomme <i>Editions Quae, Versailles, 2014, 190 pages, 19,50 euros.</i> Emergeant du réservoir parasitaire de la faune sauvage, des pathologies infectieuses se transmettent de façon imprévue à l’espèce humaine, alors que, en milieu anthropisé, la biodiversité s’érode six fois plus vite qu’en milieu naturel. Le mauvais usage des antibiotiques serait-il l’un des facteurs de cette recrudescence d’épidémies, amplifiée par la perturbation des écosystèmes due au réchauffement climatique? Les expertises rassemblées ici étayent l’hypothèse d’un rôle majeur des perturbations anthropiques et l’impact de pratiques peu responsables : utilisation des phytosanitaires et des antibiotiques, commerce de nouveaux animaux de compagnie. A partir des connaissances les plus récentes sur l’écologie de la faune sauvage, la recherche vétérinaire et épidémiologique repense ses stratégies tant pour prévenir l’effondrement de la biodiversité et la multiplication des crises épidémiologiques que pour enrayer la progression des troubles endocriniens et de l’antibiorésistance. ANDRÉ PRIOU
DVD
Bas les masques, de Richard Brooks <i>Distribution FNAC, 2015, 160 minutes (film : 87 minutes), 15 euros.</i> En 1952, dans son troisième film, <i>Deadline USA</i> (<i>Bas les masques</i>), Richard Brooks raconte les derniers jours d’un quotidien cédé à un concurrent par ses propriétaires. A l’aube du maccarthysme, Brooks maintient la flamme de l’idéalisme rooseveltien et s’engage sans réserve aux côtés du personnage du rédacteur en chef, qui mène un ultime combat contre la corruption, et qu’interprète un Humphrey Bogart au-delà du mythe dans ses habits de défenseur de la liberté d’expression. <i>Bas les masques</i> relève du cinéma dit «<i>à thèse</i>», qui suscita longtemps des réticences. Brooks, pourtant réalisateur de <i>Graine de violence</i> et de <i>De sang-froid</i>, fut ainsi regrettablement sous-estimé. Mais qui, comme lui, pourrait aujourd’hui, en quatre-vingt-cinq minutes, montrer la vie d’un journal, traiter des enjeux démocratiques de sa mort, se glisser dans l’intimité du couple de son rédacteur en chef et suivre l’enquête-testament de ce dernier sur le parrain local? PHILIPPE PERSON

SOCIÉTÉ

Le parfum des livres

ON ANNONCE assez bruyamment un peu partout la disparition prochaine des livres. Faut-il à ce propos prendre modèle sur Démocrite, le philosophe que le spectacle du monde faisait s’esclaffer, ou sur Héraclite, qui au contraire en pleurait? A moins qu’il ne faille, comme Spinoza, préférer «*ne pas rire, ne pas pleurer, comprendre*»?... Dans son *Cours de médiologie générale* (1991), Régis Debray avait proposé une typologie subtile de ce mouvement historique : après l’âge de la parole (la logosphère) et celui de l’écrit (la graphosphère) viendrait celui de l’image et de la vie connectée (la vidéosphère), le livre n’y ayant plus sa place. Selon certains, le changement d’ère a maintenant eu lieu. Mais le bibliothécaire qui se cache derrière le pseudonyme de Virgile Stark ne veut pas le croire et pleure, lui, lorsqu’il l’entend dire (1).

A suivre ce témoin de la révolution numérique qui s’accomplit présentement en France sous le commandement des mages futuromaniaques en place dans les ministères, celle-ci tient largement de la prophétie auto-réalisatrice et du «*bluff techno-marchand*». Partout dans le pays, on démantèle des bibliothèques «*matérielles*» après avoir entendu des experts proclamer la mort du livre «*papier*» sans avoir soumis cette annonce de décès au moindre examen critique. Refusant leurs exposés financés par des vendeurs de machines, Virgile Stark campe sur des positions claires : «*Le codex [ce qui désigne ici de façon générale l’objet livre] est indépassable et imperfectible, il est le chef-d’œuvre adéquat à sa finalité.*»

Son libelle a le charme des ouvertures du feu en position défavorable – situation inconfortable qui ne conditionne cependant pas l’issue du combat. Il évoque les essais de Philippe Muray par sa férocity polémique et un ancien pamphlet de Jean-Marc Mandosio sur «*l’effondrement de la Très Grande Bibliothèque nationale de France* (2)» par la solidité de ses arguments. Mais les larmes d’Héraclite, aussi sincères soient-elles, ont l’inconvénient de brouiller la vue. Elles empêchent de voir la persistance «*d’une dizaine de milliers d’asociaux en liberté provisoire*» employés à «*faire sécession quelques heures par jour*» pour renouer, livre papier en main, avec ce que Valéry Larbaud a nommé un «*vice impuni*» :

la lecture. Dans une façon de journal politique et critique, *Un candide à sa fenêtre* (3), Régis Debray, qui voit les mêmes causes produire les mêmes effets («*On trouve moins d’étagères pour bouquins qu’autrefois à Ikea – perspicace entreprise qui a pris acte du tournant numérique*»), préfère, au lieu de pousser des hurlements de bouledogue vivisectionné, rire des arguments des apôtres de la dématérialisation. Que feront les «*Turbo-Bécassine et Cyber-Gédéon*» (4) de la *Net generation* du million de titres compressés dans les microprocesseurs de leurs tablettes ou dans la virtualité du *cloud* s’ils sont incapables de lire cent livres?

Mais le refus de désespérer n’interdit pas la lucidité alarmée. Le grand connaisseur de l’histoire de la culture écrite Roger Chartier n’a jamais nié qu’existe le risque de la relégation, sinon de l’oubli de la lecture des livres, comme le rappelle Virgile Stark, qui le cite. Dans un éblouissant recueil d’essais érudits, *La Main de l’auteur et l’Esprit de l’imprimeur* (5), Chartier n’en soutient pas moins à sa manière l’hypothèse du caractère indépassable et imperfectible du codex, même s’il est d’accord avec l’écrivain argentin Jorge Luis Borges pour penser que tous les livres parus dans le monde ne forment qu’un seul Livre.

Des «*marchands fûtés*» ont conçu, souligne Virgile Stark, des «*bougies spéciales dégageant un parfum de vieux livres*» à l’usage des lecteurs frustrés par la froideur inodore de leur écrans. On n’en a peut-être pas fini avec le papier, avec l’objet concret que le lecteur touche, plie, annote, oublie sous la pluie et retrouve sous le soleil...

SÉBASTIEN LAPAQUE.

- (1) Virgile Stark, *Crépuscule des bibliothèques*, Les Belles Lettres, Paris, 2015, 206 pages, 17 euros.
- (2) Jean-Marc Mandosio, *L’Effondrement de la Très Grande Bibliothèque nationale de France. Ses causes, ses conséquences*, L’Encyclopédie des nuisances, Paris, 1999.
- (3) Régis Debray, *Un candide à sa fenêtre. Dégagements II*, Gallimard, Paris, 2015, 394 pages, 21 euros.
- (4) Cf. Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, Exils, Paris, 1998.
- (5) Roger Chartier, *La Main de l’auteur et l’Esprit de l’imprimeur*, Gallimard, coll. «*Folio Histoire*», Paris, 2015, 406 pages, 7,50 euros.

CINÉMA

Pyrrhus sur la Croisette

CINQ films français en compétition au Festival de Cannes, en mai dernier. La Palme d’or est attribuée à un film français : *Dheepan*, de Jacques Audiard. Les prix d’interprétation couronnent Emmanuelle Bercot dans *Mon roi*, de Maïwenn, un film sur la domination masculine, et Vincent Lindon dans *La Loi du marché*, de Stéphane Brizé, où l’on interroge la moralité de la société marchande. Ce triomphe légitime une sélection réorientée depuis quelques années vers l’Europe et la France, après un long tropisme nord-américain. Une politique qui s’est précisée avec l’arrivée à la présidence de M. Pierre Lescure, homme de télévision, à la place de M. Gilles Jacob.

Mais il s’agit d’une victoire à la Pyrrhus. C’est sans enthousiasme que la presse a accueilli les films français en compétition : banalité, sur la forme et sur le fond, d’œuvres consacrées à de nobles causes consensuelles. Une exception : *La Loi du marché*. Plutôt apprécié par la presse généraliste pour son style épuré, qui fait cohabiter avec adresse un thème social, l’émotion d’un drame et la rigueur propre au cinéma documentaire, c’est en effet un film de qualité, qui ose être radicalement modeste dans son style et dans son propos. Il déplaît pour ces mêmes raisons, notamment à la presse spécialisée : «*Rien de bête, rien de faux, mais rien d’intelligent non plus*» (Chronic’art, 19 mai 2015). Il est vrai qu’il ne fait pas preuve d’audace, tout comme la sélection officielle, qui a, dans son ensemble, laissé la Quinzaine des réalisateurs et l’Association du cinéma indépendant pour sa diffusion (ACID) effectuer le vrai travail de programmation.

En revanche, il faut reconnaître que *Dheepan* (1) sublime les défauts du cinéma commercial français. Un homme, une femme et un enfant quittent le Sri Lanka en guerre, feignent de former une famille et, dans l’espoir de gagner l’Angleterre, arrivent dans une cité de la banlieue parisienne. Sur le papier, *Dheepan* est un projet impossible à produire : c’est un film d’auteur, mais avec un budget – 10 millions d’euros – de cinéma commercial. Or on connaît les règles de ce dernier : casting de vedettes, langage élémentaire, histoire édifiante. Avec des dialogues en tamoul et des acteurs inconnus, Audiard défie les deux premières règles, mais mise tout sur la dernière : le spectateur peut s’identifier au héros et à sa progression. Au début, *Dheepan* manque absolument de tout : papiers, travail, affects ; à la fin, il aura... tout. De zéro à l’infini, le scénario trace une droite. Que le *happy end* soit précédé

d’une scène inspirée du massacre de *Taxi Driver* ne fait qu’accentuer la perversité de l’opération. Alors que Martin Scorsese renvoyait son justicier à son taxi, Audiard transporte le sien dans un beau cottage anglais – sans passer la frontière.

Pour tout dire, les films les plus novateurs n’étaient ni en compétition ni français : ainsi, *Cemetery of Splendour* (2), du Thaïlandais Apichatpong «*Joe*» Weerasethakul, lauréat de la Palme d’or en 2010 avec *Oncle Boonmee*. Depuis longtemps, «*Joe*» construit un pont entre la médecine (orientale) et le cinéma, tous deux ayant pour mission de soigner les blessures des corps et des esprits dans un pays qui ne s’est jamais remis de la guerre civile. Son art atteint ici un niveau de perfection tel que les soins administrés à l’écran touchent jusqu’à l’âme du spectateur.

Mais le véritable événement de Cannes 2015 a été la projection du triptyque du cinéaste portugais Miguel Gomes. Après le succès de *Tabou* – cent cinquante mille entrées en France –, il préparait un film au Mexique. La crise qui a frappé le Portugal l’a convaincu de la nécessité de tourner sa caméra vers l’actualité. Résultat : non pas un film, mais trois, *L’Inquiet*, *Le Désolé* et *L’Enchanté* (3). Gomes a trouvé une forme qui n’a pas de genre parce qu’elle s’offre le luxe de les avoir tous : comédie, tragédie, satire. C’est ainsi qu’il défie l’état des choses (et de l’art) par l’expression on ne peut plus libre de ses fictions. On le voit quitter le plateau, perdre le goût du récit et le retrouver en arpentant son pays, où l’austérité a créé de la misère mais produit en retour un archipel de récits merveilleux. Histoires immenses car minuscules : le jugement d’un coq, le suicide d’un couple de vieux, un concours de chants de pinsons organisé par les habitants d’un ancien bidonville ; des histoires qui ne mériteraient pas – dirait André Bazin – deux lignes dans la rubrique faits divers, mais que la crise amplifie, leur donnant une dimension monumentale.

Ce sont les films qui ont longtemps fait rayonner le festival, et non l’inverse...

EUGENIO RENZI.

- (1) En salles en France le 26 août 2015.
- (2) En salles le 2 septembre.
- (3) Le premier est sorti sur les écrans le 24 juin, le deuxième le 29 juillet ; le dernier sortira le 26 août.

DANS LES REVUES

□ **FOREIGN AFFAIRS.** En marge d’un dossier sur la montée en puissance des robots et ses enjeux, Charles King s’interroge sur l’affaiblissement de l’étude des langues étrangères dans les universités américaines. (Vol. 94, n° 4, juillet-août, bimestriel, abonnement un an : 89,95 dollars. – 58 E 68th Street, New York, NY 10065, Etats-Unis.)

□ **THE ATLANTIC.** A quel type de société conduiront l’automatisation et la robotisation progressive des métiers? L’Arabie saoudite, qui brûle un quart du pétrole qu’elle extrait – notamment pour produire de l’air conditionné –, investit dans l’énergie solaire. (Juillet-août, mensuel, 4,95 dollars. – 600 New Hampshire Avenue, NVV, Washington, DC 20037, Etats-Unis.)

□ **THE AMERICAN INTEREST.** Dans cette publication, dont nombre de «*plumes*» appuyèrent la guerre d’Irak en 2003, plusieurs se demandent cette fois comment combattre l’Organisation de l’Etat islamique (OEI), mais autrement que par voie de bombardements. (Vol. 10, n° 6, août, bimestriel, 39 dollars par an. – PO Box 15115, North Hollywood, CA 91615, Etats-Unis.)

□ **THE BAFFLER.** Dans un article analysant les structures de la domination, David Graeber célèbre les déserteurs et s’interroge sur l’indulgence qui, dès la plus tendre enfance, entoure les vainqueurs, y compris les plus cruels. (N° 28, été, quadrimestriel, 30 dollars par an. – MIT Press, 55 Hayward Street, Cambridge, MA 02142-1325, Etats-Unis.)

□ **MOTHER JONES.** Bien qu’ils promeuvent officiellement la diversité raciale et l’égalité sexuelle, les géants de la Silicon Valley emploient surtout des hommes blancs. La pollution de l’air favorise-t-elle le développement de maladies dégénératives comme Parkinson ou Alzheimer? (Vol. 40, n° 4, juillet-août, bimestriel, 3 dollars. – 222 Sutter Street, suite 600, San Francisco, CA 94108, Etats-Unis.)

□ **LES GRANDS DOSSIERS DE «*DIPLOMATIE*».** La géopolitique de la France : bilan des enjeux et des évolutions récentes de sa puissance militaire et diplomatique. Les défis de la défense et de la mise en valeur de ses vastes espaces maritimes et de la francophonie dans le monde. (N° 27, juin-juillet, bimestriel, 10,95 euros. – 91, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.)

□ **POST-COMMUNIST ECONOMIES.** Les problèmes structurels de l’économie tchèque, dans le peloton de queue de l’Union européenne depuis la crise de 2008. (Vol. 27, n° 2, juin, prix non indiqué. – T & F Informa UK Ltd, Sheepen Place, Colchester, Essex, CO3 3LP, Royaume-Uni.)

□ **CHINA LEADERSHIP MONITOR.** La diversité des objectifs de M. Xi Jinping avec son projet de «*Route de la soie*»; le poids des dettes locales et les tentatives de réforme; le contenu et la fréquence des réunions du bureau politique du Parti communiste... (N° 47, été, trimestriel, gratuit en ligne. – Hoover Institute, 434 Galvez Mall, Stanford University, Etats-Unis.)

□ **PERSPECTIVES CHINOISES.** Un dossier consacré aux «*nouvelles représentations de l’ouvrier chinois*», de la lutte pour la révolution (1945-1949) à la Révolution culturelle et à la période des réformes. Une étude sur les séries télévisées mettant en scène des ouvriers. (N° 2015/2, juin, trimestriel, 20 euros. – CEFC, 20/F Wanchai Central Building, 89 Lockhart Road, Wanchai, Hongkong, Chine.)

□ **GLOBAL ASIA.** Focus sur l’éducation dans les pays de l’Asie de l’Est, ces sociétés confucéennes «*qui appartiennent à la culture des baguettes*» (Corée du Sud, Japon, Hongkong, Macao, Chine, Taiwan, Vietnam et Singapour). Egalement, un article sur l’urgence de «*sortir de l’ornière*» dans les discussions avec la Corée du Nord. (Vol. 10, n° 2, été, trimestriel, 15 000 wons. – East Asia Foundation, 4th Fl, 59 Singyo-dong, Jongno-gu, Séoul, Corée 110-032.)

□ **ETUDES.** La situation sociale, économique et politique du Venezuela, deux ans après la mort d’Hugo Chávez, à l’approche des élections parlementaires du 6 décembre. (N° 4218, juillet-août, mensuel, 12 euros. – 14, rue d’Assas, 75006 Paris.)

□ **AFRIQUE CONTEMPORAINE.** Un dossier consacré aux nouveaux christianismes sur le continent noir. Une analyse détaillée de l’impact d’un pentecôtisme en plein essor, pouvant virer au prophétisme apocalyptique en Côte d’Ivoire. (N° 252, trimestriel, 18 euros. - Agence française de développement, 5, rue Roland-Barthes, 75598 Paris, Cedex 12.)

□ **RELATIONS.** En marge du dossier sur la «*francophonie en Amérique*», la revue québécoise s’intéresse au rôle de la «*communauté internationale*» dans la guerre civile qui ravage la République centrafricaine. Egalement, une analyse critique de la loi qui renforce les pouvoirs de la police, adoptée après l’assassinat de deux soldats au Canada. (N° 778, juin, bimestriel, 7 dollars canadiens. – 25, rue Jarry-Ouest, Montréal, H2P 1S6, Canada.)

□ **FINANCES & DÉVELOPPEMENT.** Y a-t-il moyen d’éradiquer la pauvreté alors que près d’un milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 dollar par jour? Les conséquences économiques du terrorisme ; les nouveaux groupes bancaires africains. (Vol. 52, n° 2, juin, trimestriel, gratuit sur demande. - Fonds monétaire international, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, Etats-Unis.)

□ **LA CHRONIQUE D’AMNESTY.** «*Réfugiés. L’habitat dans tous ses états*» : reportage au Liban, rencontre avec les «*bâtisseurs de l’urgence*», des architectes... (N° 344/345, juillet-août, mensuel, 3,50 €. – 76, boulevard de la Villette, 75940 Paris Cedex 19.)

INDUSTRIE CULTUELLE

Flux de musique... et d'argent

Avec l'essor des smartphones, l'écoute légale de musique en ligne, sans téléchargement, connaît un succès croissant. Se pose maintenant la question de la qualité de l'offre, mais aussi de la répartition équitable des gains, à la fois entre les artistes et les maisons de disques et entre les artistes eux-mêmes.

PAR DAVID COMMEILLAS *

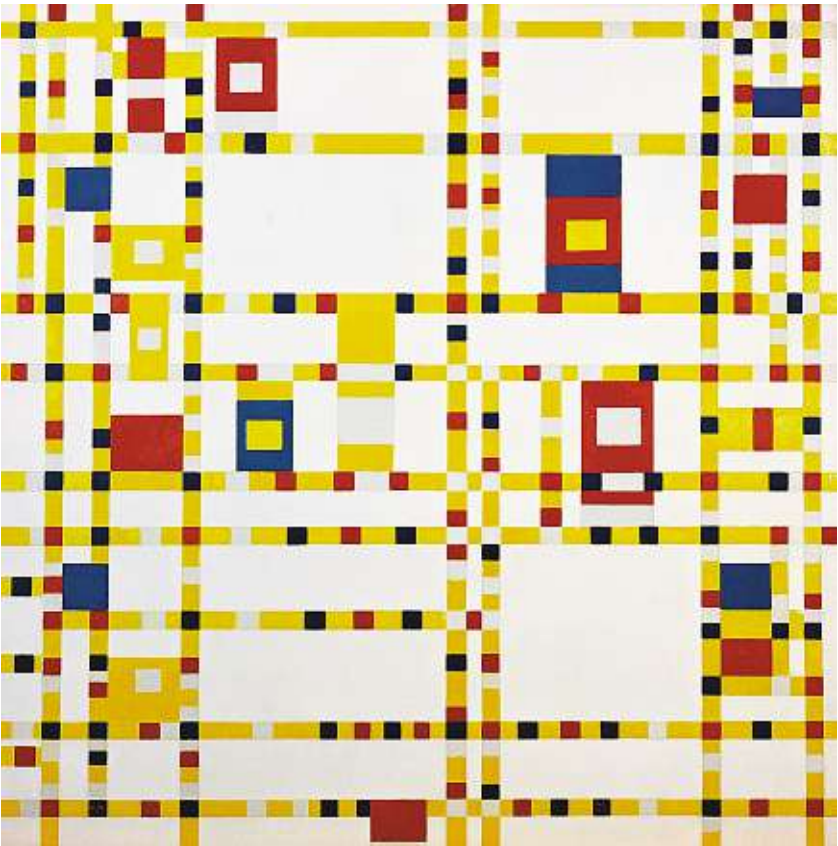
SELON la Fédération internationale de l'industrie phonographique (IFPI), en 2014, le chiffre d'affaires mondial de la musique enregistrée (15 milliards de dollars) se répartissait équitablement entre le marché numérique et les ventes physiques (1). Si le téléchargement légal continue de chuter (-8%), la croissance du streaming (l'écoute en ligne, «en flux», par opposition au téléchargement) donne le vertige : les revenus tirés des abonnements ont été multipliés par six en cinq ans, pour atteindre 1,6 milliard de dollars l'an dernier. De son côté, le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) indique que la France compte deux millions d'abonnés à une plate-forme de streaming audio, soit une progression de 34% sur une seule année. Ces chiffres éclaireissent enfin l'horizon d'une industrie musicale qui périlclitait dangereusement. Reste à savoir à qui profite véritablement cette redistribution des cartes.

Si l'écoute en ligne a pris une telle ampleur, c'est largement grâce à l'essor spectaculaire des ventes de smartphones, dont sont équipés près des deux tiers de la population française. Les opérateurs téléphoniques sont tous associés à des plates-formes de streaming à travers des forfaits incluant des abonnements à ces sites. Cette progression tient aussi à l'amélioration de services très fréquentés, comme Spotify et Deezer. Pour 9,99 euros par mois (2), l'internaute dispose d'un accès illimité à d'énormes catalogues, avec une qualité d'écoute convenable et un travail éditorial sérieux sur les œuvres et les artistes (interviews, chroniques, etc.). On s'abonne désormais à la musique comme on s'abonne à l'électricité; il suffit d'appuyer sur l'interrupteur virtuel pour accéder à plusieurs millions de morceaux. Le français Deezer, leader du marché national et présent dans cent quatre-vingts autres pays, propose ainsi trente-cinq millions de titres.

Pourtant, alors que le téléchargement légal est perçu comme vertueux, le streaming traîne l'image d'une pratique à l'éthique douteuse, qui donnerait gracieusement accès aux œuvres en échange de rétributions dérisoires pour les musiciens. De nombreux artistes ont fait connaître plus ou moins bruyamment leur désaccord. Ainsi, déçus par leur rémunération, l'Islandaise Björk, les Anglais du groupe Radiohead, l'Américaine Taylor Swift, etc., ont décidé de ne pas confier leurs derniers albums aux sites de streaming. En avril 2015, Geoff Barrow, du groupe anglais Portishead, déclarait à son tour que, selon ses estimations, trente-quatre millions d'écoutes n'avaient rapporté à son groupe que 1 700 livres sterling, soit environ 2 435 euros.

Pour ces mêmes raisons, avec l'intention proclamée de «bâtir un marché plus juste(3)», le rappeur et entrepreneur américain Jay Z a racheté pour la modique somme de 56 millions de dollars (un peu plus de 51 millions d'euros) la plate-forme norvégienne Tidal. Après la conférence de presse de lancement, en présence de Kanye West, Madonna ou encore Daft Punk, en mars 2015, la presse rock, les réseaux sociaux et tout le petit monde de la musique se sont moqués de ces stars multimillionnaires expliquant au monde que le streaming leur faisait perdre énormément d'argent et que Tidal allait tout changer. Mais la promesse de Jay Z de reverser 75% des revenus aux artistes et producteurs n'est pas sans pertinence ni légitimité. S'il parvient à rentabiliser l'entreprise, il obligera probablement ses concurrents à s'aligner.

En France aussi, les associations d'artistes protestent, et les labels indépendants réclament davantage de transparence sur les accords entre les sites et les majors. La Warner, Sony ou Universal obtiennent-ils de meilleurs taux de rémunération que les petits labels? C'est le seul sujet sur lequel le directeur de Deezer France, M. Simon Baldeyrou, refuse de répondre lors de notre entretien. Les indépendants se sont organisés : «Nous nous sommes regroupés via des entités comme Merlin (4), indique M^{me} Stéphanie Schmitz chez Harmonia Mundi. Cela nous permet de négocier des conditions [des



PIET MONDRIAN. – «Broadway Boogie-Woogie», 1942-43

pourcentages] que nous n'aurions aucune chance d'obtenir seuls, et cela fonctionne bien.» Même si elles n'aiment pas l'admettre, les plates-formes doivent souvent se soumettre aux diktats des majors, puisque leur existence dépend de l'exploitation des catalogues.

En France, la société civile pour l'Administration des droits des artistes et musiciens interprètes (Adami) proclamait il y a peu dans un encart publicitaire : «Partageons équitablement les fruits du numérique» (*Le Monde*, 4 novembre 2014). A en croire l'infographie qui voisinait avec ce slogan, la part des artistes représentait seulement 0,46 euro sur un abonnement à 9,99 euros, alors que la plate-forme et le producteur se partageaient 6,54 euros, le reste se répartissant entre les cotisations sociales et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

En réalité, le site de streaming reverse en moyenne les deux tiers de son revenu net à la maison de disques, qui paie ensuite les artistes selon leurs accords contractuels. Le problème serait donc plutôt à rechercher dans les alinéas des contrats qui lient les artistes aux labels, et qui tardent à s'adapter aux nouvelles pratiques numériques. L'Adami rappelle les conclusions des rapports de MM. Pierre Lescure et Christian Phéline (respectivement en mai et décembre 2013) sur le partage de la valeur ajoutée dans la musique en ligne : tous deux regrettaient que les labels refusent de baisser leurs marges. En effet, si la majorité des disques sort aujourd'hui à la fois en physique et en numérique, le second format élimine les coûts de fabrication, de stockage et d'acheminement; le label devrait donc reverser un pourcentage plus important à l'artiste.

Sur tous les sites ou presque, un visiteur non abonné peut accéder aux titres de son choix sans déboursier un centime, en consentant simplement à l'insertion de publicités entre les morceaux. Ce modèle économique n'est toutefois pas viable, tant pour les plates-formes et les producteurs que pour les artistes, car les annonceurs ne paient pas autant qu'espéré, alors que les auditeurs, en revanche, sont au rendez-vous. Selon une étude Ipsos, en France, sur une période de six mois, 35% d'entre eux ont utilisé des services de streaming gratuits et seulement 16%, des services payants.

DE PLUS, les sites redistribuent les revenus des abonnements au prorata du nombre de plages écoutées : si un chanteur concentre à lui seul 2% des titres, son label recevra 2% des recettes de la plate-forme. Ainsi, les utilisateurs les plus actifs décident de la répartition des dividendes, au détriment des occasionnels, alors que tous paient le même abonnement. Par exemple, si un internaute n'apprécie que la rumba et s'abonne pour en écouter trois ou quatre morceaux par jour, son investissement mensuel de 9,99 euros ne reviendra pas uniquement aux virtuoses cubains qu'il affectionne, mais sera détourné vers les comptes bancaires des stars de la pop ou du rap que certains écoutent en boucle. M. Alexis Poncelet, du label indépendant Wagram, estime qu'«avec cette méthode, on suppose que les parts de marché des petits se font aspirer par les gros. Une autre possibilité serait que le prix payé par un abonné soit réparti en fonction de ce qu'il écoute».

Enfin, il n'est pas prouvé que ces discothèques géantes stimulent la curiosité des mélomanes. Les

sites de streaming proposent aujourd'hui des offres aussi semblables que l'étaient autrefois les rayonnages de la FNAC Parade et du Virgin Megastore. Les prix, les performances (vitesse, qualité d'écoute, etc.) et surtout les catalogues sont quasiment identiques.

UNE AUTRE plate-forme française, Qobuz, fournit depuis longtemps une vraie qualité sonore, porte une attention particulière au jazz, à la musique classique, et complète son service par une option de téléchargement en haute définition. Son fondateur, M. Yves Riesel, l'assure : «Quand un album est présenté comme une œuvre, et pas juste comme un produit qu'on lui balance en ligne, le public accepte plus facilement de participer au financement de la musique.» Mais Qobuz frôle régulièrement le dépôt de bilan et doit continuer à lever des fonds chaque année pour survivre. En août 2014, il a dû se placer sous sauvegarde judiciaire(5). Pendant ce temps, les géants du Net se positionnent sur ce créneau porteur. YouTube a testé cet hiver la version quasi définitive de sa plate-forme Music Key; Amazon a lancé Prime Music; et Apple vient tout juste d'inaugurer Apple Music, qui sera rapidement intégré à ses ordinateurs et téléphones.

Cette guerre du streaming va très certainement accroître le règne de la «recommandation», qui passe par les listes de morceaux à écouter, les playlists. Selon le patron de Deezer France, ce qui est déterminant n'est pas tant le choix que la qualité du conseil prodigué : «Nous ne sommes pas juste un juke-box géant, mais aussi le meilleur disquaire pour vous, celui qui connaît vos goûts et qui vous oriente le mieux possible dans notre catalogue. Grâce à un mélange d'algorithmes et d'intervention humaine, la recommandation fait la différence.» Ces algorithmes formulent des suggestions en fonction des dernières écoutes de chaque utilisateur, de son mode de connexion et de ses habitudes (ce qu'il préfère écouter le matin ou le soir). Sur son profil personnel, chacun peut agencer des playlists classées par styles, par humeurs ou par musiciens.

Responsable du pôle digital chez Universal, M. Jean-Charles Mariani témoigne : «Sur Spotify, 60% des gens écoutent une chanson en piochant dans une playlist.» Laquelle est établie soit par la plate-forme elle-même, soit par les utilisateurs. Ces listes ont pris une telle importance qu'Universal a décidé de fonder en août 2011 la marque numérique Digster, média hybride qui les distille de façon transversale sur presque toutes les plates-formes. Dans les bureaux parisiens de la major, deux personnes sont salariées à plein temps pour constituer les listes thématiques de Digster : «Un air de printemps», «Jazz@work», «Musique & cinéma», etc. Un site baptisé Forgotify.com recense aussi des morceaux disponibles sur Spotify qui n'ont pas été écoutés une seule fois. Il en a dénombré quatre millions...

(1) «Digital Music Report 2015», IFPI, Londres, et bilan annuel du SNEP en France.
(2) Prix d'un abonnement «premium» sur les principales plates-formes.
(3) «Jay Z talks Tidal, Jimmy Iovine, rewriting the music business rulebook», Billboard.com, 30 mars 2015.
(4) www.merlinnetwork.org
(5) Aude Fredouelle, «Qobuz en sauvegarde judiciaire : "Nous avons 4 mois pour lever des fonds"», Journalduet.com, 29 août 2014.

DANS LES REVUES	
❑ ESPRIT. Dans un entretien, M. Dieter Grimm, ancien membre de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, explique comment «la dérégulation et la privatisation s'imposent en Europe d'une manière que ni les gouvernements nationaux, pour la plupart, ni les constitutions nationales ne permettent». (N° 416, juillet, mensuel, 20 euros. – 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.) ❑ LE DÉBAT. Ce numéro sur l'«après-Charlie» accorde une large place aux questions de religion et de laïcité, avec des contributions de Pierre Nora, Marcel Gauchet, Henry Laurens, Abdennour Bidar, Régis Debray. (N° 185, mai-août, bimestriel, 19,50 euros. – Gallimard, Paris.) ❑ FUTURIBLES. «Où va la France?», s'interroge la revue de prospective. Les thèses déclinistes s'opposent à celles selon lesquelles diverses initiatives citoyennes inaugurent un nouveau modèle socio-économique sur le chemin de la transition écologique. (N° 407, juillet-août, bimestriel, 22 euros. – 47, rue de Babylone, 75007 Paris.) ❑ PRATIQUES. Les «cahiers de la médecine utopique» recensent «toutes les maladies qui pourraient être évitées», car liées à des facteurs sur lesquels il est possible d'agir : conditions de travail et de vie, environnement, pratiques médicales, etc. (N° 69, avril, trimestriel, 18 euros. – 52, rue Gallieni, 92240 Malakoff.) ❑ NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES. Le 16 novembre 1980, à Paris, Louis Althusser étranglait son épouse Hélène Rytman. Francis Dupuis-Déri analyse la façon dont ce meurtre a été attribué à la «folie» du philosophe, sans jamais faire l'objet d'une lecture politique et féministe. (Vol. 34, n° 1, semestriel, 25 euros. – Antipodes, Lausanne, Suisse.) ❑ REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE. Une étude sur les logiques sociales à l'œuvre en matière de choix automobiles : les plus favorisés contribuent fortement aux risques routier et environnemental, alors qu'ils disposent d'équipements de qualité. (N° 56-2, avril-juin, trimestriel, 25 euros. – Presses de Sciences Po, Paris.) ❑ QUADERNI. Les ressorts de la présence médiatique croissante des «nouveaux réactionnaires» en France. Le plus souvent issus du système médiatique qu'ils dénoncent, ces derniers profitent à plein des nouvelles technologies de l'information. (N° 87, printemps, quadrimestriel, 16 euros. – Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris.) ❑ MÉDIACRITIQUE(S). <i>Le Monde</i>, <i>Libération</i> et la crise grecque; les banlieues vues par M6; les revues de sciences humaines dans le débat public. (N° 16, juillet-septembre, trimestriel, 4 euros. – Acrimed, 39, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.) ❑ HOMMES & MIGRATIONS. Dans le dossier sur l'imbriication entre immigration et secteur de la confection en France: espaces marchands et mode à Barbès; les jeux du parâtre de femmes juives originaires de Tunisie. (N° 1310, avril-juin, trimestriel, 15 euros. – Musée de l'histoire de l'immigration, 293, avenue Daumesnil, 75012 Paris.) ❑ LA DÉCROISSANCE. Le pape est-il abonné à <i>La Décroissance</i>? Dossier spécial «Le progrès m'a tué»: Jean-Claude Michéa, Aurélien Bernier, Serge Latouche, Yanis Youlountas... (N° 121, juillet-août, mensuel, 4,50 euros. – 52, rue Crillon, BP 36003, 69411 Lyon Cedex 06.) ❑ PROJET. Quelques semaines après la diffusion de l'encyclicque du pape sur l'écologie, <i>Laudato si', mi' Signore</i>, la revue jésuite ouvre un large dossier sur la convocation des spiritualités au secours de la planète. (N° 347, août, bimestriel, 13 euros. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.) ❑ GOLIAS MAGAZINE. Une réflexion sur la justice internationale à l'heure de la «guerre mondiale asymétrique» opposant désormais des Etats à des groupes qui cherchent la victoire par la terreur. (N° 162-163, juin, bimestriel, 10,50 euros. – BP 3045, 69605 Villeurbanne Cedex.) ❑ LE RAVI. Petit exercice de politique-fiction : quelles seraient les conséquences sociales, sanitaires et économiques d'une légalisation du cannabis en région Provence-Alpes-Côte d'Azur? (N° 131, juillet-août, mensuel, 3,40 euros. – 11, boulevard National, 13001 Marseille.) ❑ A BÂBORD! Retour sur le Forum social mondial de Tunis; faut-il privatiser la Société des alcools du Québec, comme le préconisent les libéraux? Quel rôle peut jouer le mouvement syndical en période de crise économique? (N° 60, été, bimestriel, 6,95 dollars canadiens. – 5819, De Lorimier, Montréal, QC, H2G 2N8, Canada.) ❑ LA BRIQUE. Le développement des micro-brasseries comme miroir d'une bascule sociale, de la bière pression du prolo à la bière précieuse du bobo. (N° 44, été, bimestriel, 2 euros. – 14, rue des Tours, 59000 Lille.) ❑ POUR L'ÉMANCIPATION SOCIALE. S'appuyant sur les travaux du Collectif pour un audit citoyen de la dette publique, un article démonte les calembredaines les plus fréquemment entendues sur l'endettement grec. Egalement, les mirages du transhumanisme. (N° 15, juin-juillet, 2 euros. – 76, avenue Carnot, 70200 Lure.) <tr><td> Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues </td></tr>	Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues
Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues	

* Journaliste.

Les aventures de Mam’zelle Cisaille

PAR DOMINIQUE PINSOLLE *

« **L**E POUVOIR ne réside plus dans les institutions. Il réside désormais dans les infrastructures de ce monde (1). » De ce constat, le Comité invisible (2) tire dans son dernier livre une conclusion pratique aussi simple que séduisante : les révolutionnaires doivent s’organiser pour bloquer les flux qui parcourent et composent notre univers, dont la structure serait désormais celle d’un réseau aux dimensions planétaires. Bonne nouvelle : cet ensemble de nœuds interconnectés serait particulièrement vulnérable, et quelques actions bien ciblées suffiraient à le déstabiliser. Sous l’effet de son développement réticulaire, le capitalisme se trouverait ainsi menacé par des groupes d’individus ingénieux décidés à pirater des serveurs informatiques, à bloquer des raffineries, à occuper des places au cœur des métropoles, etc.

Cette théorie qui entend mettre à jour la réflexion révolutionnaire renoue en réalité avec des idées remontant au moins au début du XX^e siècle. Car la généralisation des réseaux de transport, de communication ou encore de distribution a immédiatement amené militaires et militants à se poser une question à laquelle le Comité invisible répond bien rapidement par l’affirmative : les réseaux techniques rendent-ils forcément plus vulnérables ceux qui en dépendent ?

A la Belle Epoque, le développement de l’électricité, du télégraphe et du téléphone, dont les lignes serpentent le long des voies de chemin de fer, pique l’inventivité de certains anarcho-syndicalistes français. Puisque l’Etat et les grandes compagnies s’appuient de plus en plus sur ces infrastructures, il devient possible, se disent-ils, de paralyser l’économie en s’y attaquant. Des militants, dont on ne sait quasiment rien, passent à l’action lors des grèves des postes de mars et mai 1909. Dès le début du conflit, ils sabotent des lignes télégraphiques. Les coupures de fils se poursuivent après la reprise du travail pour forcer le gouvernement à réintégrer les huit cents agents révoqués (ce qu’il se résoudra à faire progressivement). Dans *L’Humanité* du 20 mars 1909, Alexandre Desrousseaux, dit Bracke, exulte : « *Le prolétariat, assure-t-il, peut se rendre compte de la force que lui donnerait la possession de l’outillage des communications postales, téléphoniques et télégraphiques, lorsqu’il les prendrait en main à son usage pour une lutte générale, à l’heure décisive, en vue de son émancipation.* »

Une frange des libertaires et syndicalistes révolutionnaires voit alors dans le sabotage une panacée. La Confédération générale du travail (CGT) n’a-

t-elle pas officiellement adopté cette méthode de lutte en 1897 ? Pour l’anarchiste Sébastien Faure et l’électricien Emile Pataud (surnommé « le roi de l’ombre » après la grève des électriciens de mars 1907, qui a plongé Paris dans le noir), l’infrastructure qui opprime les travailleurs porte dans sa conception même la fragilité qui les libérera : « *Dans ce gigantesque outillage qui va de la mine fournissant le combustible nécessaire à l’alimentation des chaudières jusqu’à la distribution à domicile, tout se tient, tout forme un tout d’une puissance énorme en même temps que d’une extrême délicatesse. On conçoit sans peine qu’un accident, une fausse manœuvre, un oubli, un geste trop précipité ou trop lent, un rien, et à plus forte raison une intention de sabotage, suffisent à entraver, paralyser et, suivant le cas, à arrêter durant un laps de temps plus ou moins long tout le service électrique* » (*La Guerre sociale*, 8 décembre 1909).

Cet enthousiasme atteint son apogée lors de la grève des cheminots de 1910, suivie d’une vague de sabotages sans précédent destinée là encore à empêcher le renvoi de certains grévistes. Quelques jours à peine après le début du conflit, le président du conseil Aristide Briand s’efforce de briser le mouvement en déployant les troupes et en ordonnant la mobilisation des cheminots. La reprise du travail se fait au bout d’une semaine, mais le gouvernement subit des représailles : en l’espace de neuf mois, la police recense près de trois mille actes de sabotage (à 90 % des coupures de fils téléphoniques et télégraphiques associés au réseau ferroviaire) et enrage de ne pratiquement jamais en retrouver les auteurs.

CES DERNIERS sont bruyamment et joyeusement encouragés dans *La Guerre sociale*, le journal de Gustave Hervé, qui incarne encore à cette époque une figure du socialisme antimilitariste. Dans ses colonnes, « Mam’zelle Cisaille » devient le symbole des coupures de fils clandestines et malicieuses censées venger les victimes de la répression (3). Cependant, la méthode s’avère plus tapageuse qu’efficace. La plupart du temps, les dégradations commises n’entraînent que des retards temporaires dans la circulation des trains – exception faite, en juin 1911, d’un déraillement spectaculaire qui ne cause aucune victime mais suscite une condamnation unanime, y compris dans *La Guerre sociale*. Quant aux cheminots renvoyés (près de trois mille), ils sont encore peu à avoir été réintégrés en 1915 (4).

Un si maigre résultat ne pousse pas le mouvement syndical à persister dans cette voie. Les électriciens,



EDWARD ALEXANDER WADSWORTH. – « Abstract Design with a Clasp Knife » (Motif abstrait avec canif), 1930

notamment, comprennent, après l’échec de leur grève de 1910, que les coupures de courant ne sont finalement pas une méthode miracle (5). Le mythe de la grève générale, lui, s’évanouit, tout comme les projets de « sabotage de la mobilisation » élaborés par certains libertaires lors du déclenchement de la guerre.

Mais révolutionnaires et syndicalistes ne sont pas seuls à déceler dans les réseaux techniques une vulnérabilité de l’adversaire. Les états-majors planchent eux aussi sur cette hypothèse. Au fur et à mesure que la guerre s’industrialise, les militaires entrevoient la possibilité de déstabiliser, voire de vaincre l’ennemi en visant les infrastructures dont il dépend.

Dès la guerre de Sécession (1861-1865), les Confédérés s’attaquent aux voies ferrées du Nord pour tenter, en vain, de faire basculer le rapport de forces en leur faveur. Mais ce n’est que durant la seconde guerre mondiale que les Alliés appliquent à grande échelle les principes de la « théorie du réseau industriel » (*industrial web theory*), selon laquelle des bombardements ciblés sur des points névralgiques entraîneraient l’effondrement du camp adverse (6). Cependant, comme le souligne le spécialiste des questions de défense David Tucker, ces attaques contribuèrent certes à la victoire, mais ne furent pas suffisantes en elles-mêmes. Bombardements et sabotages eurent un impact uniquement en tant qu’éléments tactiques intégrés à une stratégie beaucoup plus large. Isolés, ils n’auraient eu aucune influence déterminante sur l’issue du conflit.

Comment, dès lors, expliquer le décalage entre l’apparente fragilité des réseaux techniques, qui dépendent de relations et de flux facilement rompus, et leur résistance à des attaques ciblées ? « *Le paradoxe de l’infrastructure moderne*, explique Tucker, *est qu’elle est souvent vulnérable au niveau des éléments qui la composent, mais pas dans sa globalité.* » Cela tient à la « redondance » propre aux réseaux, c’est-à-dire à la possibilité de remplacer facilement un lien par un autre en cas de dysfonctionnement. Imaginons, en suivant

Tucker, une structure centrale (A) reliée à trois bureaux décentralisés (B, C, D) pouvant communiquer entre eux. Si le lien entre A et B est rompu, alors l’information entre les deux points pourra continuer à circuler par l’intermédiaire de C ou D, eux-mêmes toujours reliés à B et à la structure centrale. « *La redondance du réseau le rend flexible et résilient* », conclut l’auteur.

On aurait bien sûr tort d’en conclure à l’impossibilité d’exploiter la vulnérabilité des réseaux techniques lors d’un conflit. Y compris dans le domaine social : certaines catégories de travailleurs – camionneurs, contrôleurs aériens, cheminots, ouvriers des raffineries, électriciens, etc. – continuent d’utiliser leur capacité à interrompre ou à perturber certains flux comme instrument de pression sur le gouvernement ; ce fut le cas lors des grèves de 1995 ou de 2010, par exemple. Mais leur marge de manœuvre ne peut être que très limitée. D’une part parce que la maîtrise des points nodaux de ces infrastructures échoit de plus en plus à des cadres jugés sûrs par les directions. Et d’autre part parce que l’Etat dispose encore des moyens de contrôler les grands réseaux essentiels au bon fonctionnement de l’administration et de l’économie, au besoin en employant la force. Des détails que les adeptes des blocages en tout genre semblent parfois oublier.

(1) Comité invisible, *A nos amis*, La Fabrique, Paris, 2014.
(2) Le Comité invisible s’est fait connaître avec *L’Insurrection qui vient* (La Fabrique, 2007). Ce livre a été attribué par la police à M. Julien Coupat, accusé en 2008 avec huit autres personnes du sabotage d’une caténaire de train à grande vitesse (TGV).
(3) Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*. L’Insomniacque-Libertalia, Montreuil-Paris, 2014.
(4) Christian Chevandier, *Cheminots en grève ou la Construction d’une identité (1848-2001)*, Maisonneuve & Larose, Paris, 2002.
(5) Stéphane Sirot, « Un siècle de coupures de courant dans les grèves des électriciens. De la centralité à la marginalisation (1905-2004) », *Annales historiques de l’électricité*, n° 6, Paris, 2008.
(6) David Tucker, *Illuminating the Dark Arts of War*, Continuum International Publishing Group, Londres, 2012. Les développements qui suivent sont tirés de ce livre.

Les dessous de la table



8,50 € CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOMMAIRE

PAGE 2 :	Aux origines climatiques des conflits, par AGNÈS SINAÏ .
PAGE 3 :	Femmes arabes dans le piège des images, par SAHAR KHALIFA .
PAGES 4 ET 5 :	Starbucks et Subway, l’illusion des fast-foods nouvelle génération, par BENOÎT BRÉVILLE .
PAGES 6 ET 7 :	A Moscou, rêves de liberté et grand embouteillage, par HÉLÈNE RICHARD . – Retour en grâce des transports en commun (H. R.).
PAGES 8 ET 9 :	« Deux individus armés se sont approchés... », par SERGIO GONZÁLEZ RODRÍGUEZ .
PAGE 10 :	Les bergers, prolétaires de l’élevage, par MICHEL DIDIER .
PAGE 11 :	Syndrome de Stockholm à Disneyland Paris, par PIERRE SOUCHON .
PAGES 12 ET 13 :	Islam et relégation urbaine à Montpellier, par PIERRE DAUM . – Mosquée contre mosquée (P. D.).
PAGES 14 ET 15 :	Voyage sous bonne garde en Corée du Nord, par MARTINE BULARD .

PAGE 16 :	Médias, le Parlement irlandais accuse, par JULIEN MERCILLE .
PAGES 17 À 21 :	DOSSIER : LE RÉVÉLATEUR GREC – L’Europe dont nous ne voulons plus, suite de l’article de SERGE HALIMI . – « Leur seul objectif était de nous humilier », suite de l’article de YANIS VAROUFAKIS . – Exil, par ANGÉLIQUE IONATOS . – « Le système a absorbé le virus », par RENAUD LAMBERT . – L’ordolibéralisme allemand, cage de fer pour le Vieux Continent, par FRANÇOIS DENORD, RACHEL KNAEBEL ET PIERRE RIMBERT .
PAGES 22 ET 23 :	Des brigadistes aux djihadistes, combattre à l’étranger, suite de l’article de LAURENT BONELLI .
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « LoveStar », d’Andri Snær Magnason, par NICOLAS MELAN . – « Toutes les vagues de l’océan », de Víctor del Arbol, par ANNE MATHIEU . – Les tribulations des Africains en Chine, par ANNE ROY . – De la Société des nations à la gouvernance mondiale, par CHLOÉ MAUREL . – Campagnes de terreur, par MONA CHOLLET . – Le parfum des livres, par SÉBASTIEN LAPAQUE . – Pyrrhus sur la Croisette, par EUGENIO RENZI . – Dans les revues.
PAGE 27 :	Flux de musique... et d’argent, par DAVID COMMEILLAS .